

Conseil communal 27.08.2025

Maintenant ça fonctionne. Enfin en tout cas, le micro fonctionne.

Le logiciel par contre est toujours en train de chercher une connexion. Alors Oui, oui. Par contre, le fait que Internet ne fonctionne pas n'a évidemment rien à voir avec le logiciel. Mais je l'ai signalé aussi et je suppose que le service informatique est en train de solutionner le problème également.

Merci, madame la secrétaire communal. Voilà. Donc nous allons entamer, euh, les questions d'actualité. Avant cela, je donne la parole à Monsieur. Oui, oui, effectivement. Avant cela, je donne la parole à Monsieur Didier Milice. Merci, Monsieur le président.

J'ai trois motion d'ordre qui ne sont pas bien méchante. La première, c'est que, à ma connaissance, il y a un avis de tutelles concernant le Roi que nous avons voté il y a plusieurs mois, et l'avis de tutelle ne nous a pas été transmis, tout comme l'arrêté ministériel. A savoir qu'il y a quand même des articles aurait été probablement abrogé ou modifié. Et donc je voudrais savoir sur quelle héroïne on travaille, puisqu'on est sur un héroïne qui n'est pas l'égale de un De deux. Je voudrais quand même rappeler que dans ce héros, il est prévu que l'opposition ou que du moins les interpellations puissent avoir 2 h de séance ici, dans une séance du conseil communal. Cela veut dire que pour terminer à 0 h, puisque c'est l'objectif de terminer vers 0 h et que la plupart du temps, on arrête les séances même plus tôt en disant qu'on reportera les, les, les interpellations, Mais pour terminer à 0 h et avoir les 2 h d'interpellation, comme on a droit ici membre du conseil communal, eh bien il faudra que toutes les questions du collège soit finie à 22 h, sans quoi on va devoir faire un conseil communal extraordinaire pour faire les autres questions. Et on demandera aussi que ce conseil ordinaire soit filmé et soit dans des tenues de la même manière que celui qu'on tient aujourd'hui. A ma deuxième question, Ma deuxième motion d'ordre concerne les questions d'actualité, à savoir que la troisième question d'actualité, à mon sens et au sens de l'article 31 de notre droit, n'a aucun lien direct avec la commune. A savoir qu'on parle d'une manifestation pro palestinienne qui s'est tenue au centre ville et que on parle surtout de, euh, responsables politiques nationaux mais qui n'habitent en rien Molenbeek. Alors bon, moi je veux bien, mais il y a un moment où euh effectivement, le collège doit se positionner parce que sinon, moi j'ai pas de souci, mais on fera les interpellations concernant Monsieur Trump quand il dira quelque chose concernant Macron et concernant tout le monde. Donc il y a un moment où il faut remettre l'église au milieu du village, si on peut le dire comme ça. Troisième chose, beaucoup moins, moins importante mais qui me m'interpelle, c'est que je vois qu'on a remis le café dans la salle publique, à savoir quand même que le café, nous sommes 45 pour l'eau et le café et qu'il y en le mettant en salle publique, on n'est plus 45 mais on risque d'être 60 70. Et que donc à 22 à 20 h, il y aura plus de café et il y aura plus d'eau. Donc c'était bien quand ils se retrouvaient dans la petite salle d'à côté, ça permettait de se mettre en aparté. Ici, les gens vont se mettre derrière et parler. Donc peut être qu'on pourrait le remettre derrière, mais c'est à vous de voir. C'est vous qui êtes maître de ce sujet, Monsieur le Président, et je vous remercie.

Merci Monsieur Didier Mélisse. Très bien. Nous allons commencer par les questions d'actualité. La première question d'actualité pour, euh, monsieur Bensalah, concernant euh. Excusez moi monsieur.

Juste madame la députée, Madame la secrétaire communal, pouvez vous, s'il vous plaît avoir la gentillesse de me dire dans votre pays qu'il y a des points d'autres qui ont été soulevés par le surréalisme, notamment concernant le Roi et l'arrêté ministériel que vous allez recevoir, qui date du 30 juin, et vous allez recevoir nos articles le 23 juillet, donc c'est arrêté ministériel. Et effectivement, tout ou partie de certains articles, dont zéro huit dont nous devrions avoir reçu, nous conseiller commodément un héroïsme caractéristique que nous n'avons pas reçu. Je l'ai bien noté sur cette note, que nous n'avons pas reçu de réponse à cette question de fond. Merci.

Merci. Euh. Madame Garcia Finlandaises, Monsieur et Madame. Oui, merci, Monsieur le président, mais c'est juste pour savoir.

Sur.

Quoi on se base pour, euh, les questions d'aujourd'hui, si on veut employer le oui, c'est lequel l'ancien, le nouveau? C'est ça. Juste. C'est juste ça qu'on veut savoir. Parce que on a reçu un mail où il y a plusieurs articles qui ont été annulés et pour savoir si on se tient au nouveau ou l'ancien. Donc, c'est juste pour ça.

Je vous répondrai. Donc, nous avons effectivement reçu, euh, l'arrêté du gouvernement. Il y a plusieurs alinéas, pas d'article complet qui ont été supprimés. Ce sont des articles et nous conseillons retravailler ce document dans les plus brefs délais pour vous le transmettre au prochain conseil. Ce ne sont pas. Ce n'est pas annulé. C'est une pas une bonne information qui est transmis. Ce n'est pas le cas. Ce sont quelques années alinéa dans certains articles, si je ne me trompe pas, trois ou quatre au total. Donc il n'est pas question d'un héroïque qui soit annulé. Si je pense que alors j'ai mal compris qui ne sont pas l'exercice et ce ne sont pas des articles. Je précise à dire à nouveau que l'article en lui même est légal. Ce ne sont que des alinéas qui sont annulés. Il faut être précis dans l'information transmise. En général.

Je veux bien le préciser comme ça les gens sont au courant aussi à la à la maison. Donc, il y avait trois choses spécifiques qui ont été souligné par la tutelle. La première chose a été abordée lors des.

Réunions.

Préparatoires à cette heure. Oui, j'avais dit déjà et les preuves? Ce que j'avais noté dans mes préparatifs, c'est qu'en fait l'ouverture du Conseil de comté, la présence avant d'ouvrir, que ça ne tenait pas, je vous l'ai dit, je vous l'ai dit, je dis la tutelle a déjà statué là dessus. L'Opposition a exigé de garder la formule comme elle était dans le passé, c'est à dire que le Président, à quinze minutes après ou à 20 minutes après l'heure, constate le nombre de de présence. Donc, la tutelle a fait exactement ce que j'ai dit qu'il allait se passer, C'est à dire. Elle avait déjà statué. Pour compter la présence, il faut ouvrir la séance, sinon il n'y a pas de base légale. Et il y a justement le doute qui convient. Machin tu ouvres, tu comptes et tu constates. Donc voilà, la tutelle serait confirmée, on le savait. Maintenant on a l'autorité de la tutelle pour faire ce que ce qui était prévu dès le départ sur les interpellations. Là, effectivement, il y avait un copié collé sur, euh, les critères qui sont appliqués pour évacuer certaines questions orales, répétitions, euh, des choses comme ça et qui ont été copiés collés sur les interpellations et donc qui disent en fait, tu peux pas. Préalablement au conseil communal, euh, éviter ou évacuer certaines choses, il faut toujours les inscrire. Et donc on va adapter cela, ce qui est tout à fait correct. Et la troisième chose, euh. Je pense que sur euh, l'écriture, euh, euh, excusez-moi, sur les les signatures pour les pétitions et les interpellations citoyennes. Euh, je pense qu'il y avait dans au conseil. Moi, c'est. Donc, euh, en fait, il n'y a pas de limite d'âge pour les signatures. Dans le conseil communal précédent, il y avait dans la rue à partir de seize ans, ta signature est acceptée. En fait, la tutelle dit il n'y a pas de limite d'âge. Donc les gens à huit ans, dix ans peuvent signer officiellement. Voilà. Si la tutelle dit on l'appliquera et on exécutera. Ça c'est les trois changements précise. Donc voilà, les choses, à mon avis remettent en rien tout le reste du roi et précise l'ouverture, comme je l'avais dit, que ça devrait se passer.

Très bien, merci Monsieur. Euh de bloc, monsieur.

Merci, Monsieur le président. Je voudrais juste savoir comment on va traiter, euh, de quelle manière on va traiter toutes ces questions concernant cette situation qui est une situation un peu dramatique. Il me semble que les fusillades qui ont eu lieu, j'ai remarqué qu'il y a deux questions d'actualité, donc on va sûrement les traiter maintenant, mais il y a aussi cinq interpellations. Donc est ce que on le traite en respectant l'ordre du jour? Question d'actualité. On entend les interpellations à 22 h. Ou est-ce qu'il y a moyen quand même que vu, on aborde quand même ces questions avec les questions qui ont été introduit en question de qualité par PSE et par PTB. Est ce que on pourra aussi peut être dans le même ordre, par la même occasion, pour que ce soit quand même audible et compréhensible pour l'ensemble des personnes qui nous regardent? Et aussi pour les conseillers communaux de pouvoir l'aborder en même temps. C'est une question.

Euh Merci monsieur. Nous allons respecter l'ordre du jour. Merci. Très bien. Je pense que l'incident est clos. Nous pouvons, euh, débiter concrètement. Alors je donne la parole à

Monsieur Bensalah concernant cette question d'actualité. Donc, concernant une réunion d'information au sujet des inquiétudes des habitants, à vous, Monsieur Bensalem.

Je vous remercie, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins conseillers. Mesdames et Messieurs les citoyens. Ce 26 août, en matinée, lors d'un passage sur BX, un Monsieur le bourgmestre a annoncé une réunion d'information pour répondre aux inquiétudes des habitants auprès. Après les récents événements, à savoir les différentes fusillades sur notre territoire. Dans ce cadre, pourriez vous préciser l'objectif de cette réunion et les informations concrètes qui seront partagées pour apaiser la population? Et puisqu'on sait que certains acteurs politiques, notamment le maire, ont été critiqué pour leur manque de créativité. Créativité aussi et réactivité. Pensez vous que cette initiative pourrait justement mettre en lumière ce que le maire au niveau fédéral, n'a pas fait jusqu'ici? En posant cette question, j'aimerais savoir si vous pensez que cela pourrait même faire bouger un peu les lignes et susciter une vraie prise de conscience à l'endroit du ministre de l'Intérieur qui, je le rappelle, est du mouvement réformateur? Je vous remercie pour vos réponses.

Merci, monsieur Bensalah. Oui, euh.

Le jour même.

Monsieur, Monsieur le Bourgmestre.

Ministre de l'intérieur.

Merci, Monsieur le conseiller communal.

Alors, comme vous le savez, nous avons connu une vague de fusillades sur notre territoire onze exactement à partir du 17 juillet sur donc sur la commune. Je tiens d'ores et déjà à remercier ma collègue Salia Salia Raïs, qui a dû gérer cette situation dramatique pendant les trois semaines pendant lesquelles j'étais en congé, et qu'il a d'ailleurs fait avec professionnalisme et détermination, avec des résultats aussi en termes de d'interpellation à d'autres niveaux de pouvoir. A peine revenue de mes congés, j'ai également été confronté à la dernière fusillade en date, celle du 16 août, qui a eu la dramatique particularité de se dérouler en pleine journée, à 1 h de forte influence dans nos quartiers populaires, ce qui a énormément choqué notre population. Je tiens d'ailleurs à exprimer ma profonde solidarité avec notre population, qui a dû subir ces événements d'une violence et d'une dangerosité extrême. Nous avons alors reçu tant personnellement, et je suis certain que chacun d'entre vous avait aussi reçu ce genre de de choses, De témoignages qu'à travers nos services de police et de prévention. Des témoignages de riverains du parc Bonneville et les environs, qui faisaient part de leur profond désarroi et un sentiment d'incompréhension par rapport à la situation de la sécurité à Molenbeek. De concert avec la police et les services de prévention, nous avons alors pris la décision d'organiser une séance d'information pour rassurer la population de notre totale engagement et notre détermination à assurer leur protection et à mettre tous les moyens disponibles pour assurer la sécurité dans nos quartiers. Il est important de leur expliquer qu'il s'agit que le risque zéro, que le risque zéro, excusez-moi, n'existe évidemment pas dans ce genre de faits de violence, mais que nous ne baissons absolument pas les bras et que notre objectif reste et restera d'éliminer tous les risques pour la population du trafic et toutes les conséquences de la. Pour la population du trafic, de la vente et de la consommation de drogue. Qu'à cet effet, nous voulons leur démontrer que nous avons la plus grande détermination et que nous ne lâcherons rien sur aucun centimètre carré de notre territoire communal, tant au niveau du collège qu'à celui de notre police locale et de nos services de prévention. Nous voulons leur rappeler aussi qu'il s'agit d'un phénomène qui n'est absolument pas limité à notre commune, ni même à d'autres communes de notre région, comme notre commune voisine, Anderlecht, qui a été durement frappée par une série d'importantes fusillades pendant plusieurs mois. Il n'est même pas limité à notre pays, puisqu'il est malheureusement présent dans toutes les grandes métropoles des pays européens. Notre détermination se matérialise par une mobilisation de tous les instants, de toutes nos capacités de sécurité face aux réseaux criminels. Notre réponse est claire réactivité, fermeté et résultats concrets. Notre police locale, la zone de police Nord Ouest, a opéré des saisies. Record de drogue. Plus de 125 kilos de cannabis. Plus de 25 kilos de cocaïne depuis le début de cette année, soit le double depuis sept mois par rapport à toute l'année dernière. Plus de 300 zéro

zéro 0 € d'argent saisis liés à la vente de stupéfiants. Elle a mis fin à plus de quinze plantations, pour un total de 9700 plants. Elle a procédé à plus de 270 arrestations pour vente de stupéfiants, dont plus de 100 ont été placées sous mandat d'arrestation, ce qui suppose de nombreuses enquêtes menées, des perquisitions, des perquisitions, des flagrants délits, etc. Nous. Nous leur expliquerons que dès le lendemain de la première fusillade, le nombre de patrouilles patrouilles a été intensifié En couvrant toutes les heures de la journée et de la nuit, et qu'une task force enquête traite ces dossiers en priorité, avec comme résultat plusieurs perquisitions et arrestations. Nous leur expliquons ensuite que nous travaillons en coordination avec le procureur du roi Julien Neel, avec l'organisme régional de la sécurité et en général avec toutes les forces possibles dans la recherche et l'investigation, à tous les niveaux de pouvoirs que nous avons déjà une task force locale travaillant sur cette matière sur trois axes la sécurité, la prévention et la vie de quartier, que nous appuyons les demandes de tous les acteurs bruxellois de sécurité et en particulier celle exprimé clairement par le procureur du roi Julien Neel, d'accroître les moyens humains, financiers et technologiques pour lutter efficacement contre les réseaux criminels. Peut être que nos collègues du maire pourraient ici présents au conseil communal, pourraient appuyer cette demande au lieu de prendre une posture assez critique qui dénigre tous les efforts de notre police et qui leur font mal, alors que, alors même que leur engagement est maximal. Je ne suis pas pour les polémiques, nous sommes des politiciens et il y a beaucoup de critiques aussi sur le traitement réservé à ce dossier, notre soit disant ou supposé, un incapacité à la traiter comme si c'était un événement qui avait lieu qu'à Molenbeek. Mais ici, il s'agit quand même de notre police, des efforts qu'elle mène. Tous les résultats qu'il eut, qu'ils ont eu. Et en fait, cette critique a été vraiment mal prise par, euh, par les services de police parce que ça dénigre tout le travail effectué. Je tenais à le signaler. Le combat contre cette grande criminalité et les conséquences néfastes sur notre territoire ne peut être efficace qu'avec le concours de tous les acteurs publics et privés. Dans cette approche holistique qui doit amener une meilleure cohésion dans le quartier, dans l'axe vie de quartier, c'est à dire travailler sur divers plans liés à l'action sociale, à l'emploi, l'économie. Et donc nous voulons vraiment travailler et nous avons cette séance d'information afin de rassurer la population sur notre détermination à travailler, euh, avec l'objectif délimité d'éliminer ce phénomène, même s'il n'est. On sait que le risque zéro n'existe pas, mais nous avons une coordination avec tous les services par rapport à ça. Mais nous voulons aussi travailler de concert avec la police, parce que ce combat ne peut être mené que par la police. Il s'agit aussi de reconstruire une confiance, des relations dans le quartier, une vie de quartier avec des activités. Prendre, Se réapproprier le territoire. Faire en sorte qu'il y ait une cohésion au niveau des quartiers parce qu'il en manque. Et ce manque de cohésion a des conséquences également sur le travail efficace qui peut être mené dans les quartiers. Il s'agit aussi de travailler. Nous allons de toutes façons le faire, euh, dans la perspective des mesures qui ont été prises concernant, euh, l'emploi, qui vont créer aussi qui, oui, qui vont créer aussi, euh, qui vont rajouter à la fragilité de la population et à certaine frange de la population qui sont en fait des, des, euh, des proies faciles pour certains, en tout cas d'entre eux, des proies faciles pour les réseaux, euh, de drogue qui sont des multinationales, des entreprises juteuses qui ont des sièges sociaux, non pas à Molenbeek, à Bruxelles ou bien même dans le pays, qui ont des sièges sociaux, dans d'autres pays où il y a un taux de corruption assez élevé et où il y a des problèmes qui permettent ce genre de développement, on va dire, entre guillemets, d'entropie de l'entreprise de ce genre d'entreprise. Et donc il est vraiment important que, euh, un travail, euh, soit mené aussi pour justement, euh, aller au plus près de l'aide vers, euh, les franges les plus, euh, fragilisées de notre population, avec des initiatives tant au niveau de la prévention des actions sociales, mais également au niveau de l'emploi, de l'économie. Et donc nous avons aussi programmé une réunion avec tous ces acteurs là. Nous avons déjà eu des réunions, la Task force locale a déjà eu dans sa composition, a déjà les services de prévention et certaines associations. Mais nous allons élargir. Nous avons aussi travaillé avec eux, par exemple, euh, Bruxelles Environnement, parce que nous avons également dans ce parc là une gestion, la prévention, la gestion de la prévention également avec Bruxelles Environnement, c'est des acteurs de première ligne, mais il y en a plein d'autres, d'autres acteurs, que ce soit publics ou privés, qui peuvent avoir une action, qui peuvent développer

des activités et qui peuvent nous aider également pour justement travailler sur l'aspect socio-économique. Qui vont. Alors, qui va avoir des impacts sur, euh, sur le renforcement de cette population et qui ne sera peut être plus aussi influençable. Je voulais aussi dire que il y a aussi une autre frange de la population qui est présente sur notre territoire, des personnes qui, euh qui euh, pour l'instant n'ont pas de document et dont certains d'entre eux, ils sont encore plus fragiles. Il y a eu pas mal de recrutements, un pourcentage élevé des personnes qui sont impliquées dans les fusillades ou dans le trafic, la vente et la consommation. Plutôt la vente de stupéfiants. C'est une partie d'entre elles de sept, de sept de cette population. C'est justement les gens qui sont sans documents. Et nous avons aussi eu des contacts avec, euh, les organismes, euh, fédéraux pour, euh, demander qu'il y ait aussi des mesures qui soient prises par rapport aux auteurs de troubles de telle sorte à ce que. Ils ne soient pas relâchés parce que, aujourd'hui, faute de moyens et faute de solution, certains d'entre eux, en fait, sont relâchés et vont revenir, en fait, être de nouveau victimes de ces, euh, réseaux criminels. Voilà ce que je pouvais dire pour cette, cette séance d'information et, euh, ce qui va être dit dans le cadre de cette, euh, cette. De cette séance d'information.

Merci, Monsieur le bourgmestre. Faisant fonction. Monsieur Bensalah.

Je vous remercie, Monsieur le Président. Monsieur. Remercier Monsieur le Bourgmestre pour toutes ces réponses. Je tiens à remercier également Salia qui a également eu, au moment des congés, pris entre guillemets, on va dire de manière assez conséquente, le boulot à cœur et est également sur le terrain. Je remercie évidemment tous nos services. Je remercie également tous nos services, nos services communaux, nos services de police qui, on l'a enduré, qui ont subi durant toute, toute cette période une projection de manière systématique de certains médias qui ont de manière claire. Je vous prie de m'excuser, je suis en communication, je suis en communication.

Veuillez, s'il vous plaît.

C'est la peine d'entendre et ensuite prendre entre guillemets.

S'il vous.

Plaît. C'est une question de courtoisie.

Je sais que la courtoisie très courtois. Nous sommes en plein conseil communal. Nous ne vous voyons. Merci.

Pas mon fort, ça c'est clair.

Là, sur le coup, effectivement.

Ça n'a jamais été le tien non plus.

Oui, écoutez ça. Moi j'insulte pas et je coupe pas la parole.

Moi je t'insulte.

J'ai pas dit que c'était vous. Bon, je le répète, je tenais à remercier le bourgmestre. Je tenais à remercier madame Saliha. Je remercie l'ensemble des services qui étaient sur le terrain. Je tiens à remercier également la police.

Je tiens à ce silence, s'il vous plaît.

Je tiens à déplorer de manière systématique. Et ça, j'en ai assez de certains responsables. Et souvent les mains qui pointent du doigt les quartiers, les habitants, les origines, plutôt que prendre les responsabilités. Molenbeek en a besoin, n'a pas besoin de stigmatisation, elle a besoin de solutions. Quand on sait qu'il y aura un bain social, bain de sang social au niveau du CPS et qui, à tous les niveaux, à toutes les strates de notre société. Il y a des craquements. Est-ce que je peux demander, s'il vous plaît d'en haut, conseiller, d'écouter l'intervention de Monsieur Bensalah? Parce qu'il y a des.

Réalités.

Il y a des remue de tous les côtés. Merci.

Et parlez.

Monsieur et Madame, s'il vous plaît. Ça vous dérange pas? Parce que je n'ai pas dit que c'était vous et que vous étiez le dernier à continuer à parler.

Monsieur, Madame.

J'ai pas le droit de vous citer parce que vous étiez en train. Je n'ai pas de vous citer. Je pense que j'ai le droit de citer les noms de tout le monde ici. Vous êtes. Monsieur? Monsieur, Madame. Oui, vous, vous êtes parmi ceux qui ont sursauté. Écoutez, un peu de respect, s'il

vous plaît. Et j'ai le droit de vous citer, vous ou n'importe qui d'autre dans la salle, si j'estime que c'est nécessaire. Alors, est ce que je peux vous demander, s'il vous plaît, à vous et à tous ceux qui étaient en train de chuchoter, d'arrêter de chuchoter s'il vous plaît? Merci, monsieur Ben Salah.

Merci, Monsieur le président. Encore une fois, je regrette qu'une situation aussi importante, avec une communication aussi importante à l'endroit des citoyens, ne soit pas respectée par les membres de l'opposition qui ont braillé de manière assez claire durant les vacances pour dire que les échevins n'étaient pas présents. Et quand ils sont présents, ils parlent entre eux. C'est extraordinaire. À croire que la compétence régaliennne qui est octroyée uniquement au bourgmestre est octroyée à tous les tous les collègues du collège. Ça, déjà, je suis désolé. J'entends qu'il y a certains juristes, certains avocats ici, vous le savez de manière assez claire, cette compétence est intrinsèquement liée uniquement au bourgmestre, pas aux échevins. Donc, ça, c'est déjà une chose. Puis la seconde, je vais être très honnête avec vous, je suis vraiment désolé d'entendre de manière systématique qu'il y a en catimini des réunions venant de certains de vos proches au niveau Si vous me couper, si vous.

Me couper.

Dix fois, je vais répondre.

Dix.

Fois et je vais continuer très.

Longtemps.

Je suis désolé, Vous ne me laissez pas terminer. Je termine.

Mais c'est bon ça, là!

Non, mais j'en ai assez.

On va se calmer alors.

Pourtant, on parle d'une chose extrêmement importante, c'est à savoir des.

Citoyens.

Qui ont peur dans.

Les rues.

Et vous, vous êtes en train de parler entre vous? Je suis désolé. Faut vous calmer.

Qui? Je dois se calmer? C'est toi qui l'excitait ici? Ah non, non, il faut arrêter. Si lui crie nous, on crie aussi et on crie très fort. Il a le droit à une minute de réponse. Il en est à trois.

Je vais pas laisser terminer ma minute.

Mettez moi un tableau, il n'y.

A pas que ça dérange. Et le sujet suivant va me déranger encore plus.

Mais non, tu ne nous dérange pas, c'est nous qui dérangeons parce que t'as rien foutu pendant deux mois et que maintenant tu veux te faire valoir.

Monsieur Melissa, s'il vous plaît.

T'as rien foutu pendant deux.

Écoutez. Euh est ce que vous allez arrêter maintenant de faire ce petit jeu? Euh bah écoutez, à quoi je sers moi ici? Si on ne respecte pas le président, à quoi je sers? Je dois, je dois partir, alors je laisse. Euh Okay, ben venez prendre ma place alors, Monsieur Ben. Ben si vous voulez. Ben écoutez, arrêtez de faire le malin, s'il vous plaît. Maintenant, soyons sérieux. Je redonne la parole à Monsieur. Et malheureusement, je vais devoir recommencer à zéro. Il aura une minute, s'il vous plaît.

Je vous remercie, Monsieur le président. Je vous remercie, monsieur le président. Alors, je le dis et je le dis très honnêtement, je regrette votre comportement. On dirait des enfants au bac à sable, là. Aujourd'hui, nous sommes face à une situation extrêmement dure pour les citoyens. Je sais probablement que certains connaissent pas les quartiers, ne connaissent pas, entre guillemets, les difficultés de certains qui doivent subir tous les jours, entre guillemets, cette peur de ramasser une balle perdue. Vous, qu'est ce que vous faites? Vous faites de la politique politicienne? Est ce que vous faites ces communiqués pour communiquer en expliquant tout simplement que certains sont absents, alors qu'aujourd'hui vous avez la possibilité de prendre la parole et vous ne la prenez pas? Donc, je vous le dis et je vous le dis simplement, je tiens à remercier l'entièreté des services et vous ne leur rendez pas service

parce que vous stigmatisez en plus de la population, vous stigmatisez l'entièreté des services ainsi que les services de police ont besoin du soutien de tous les politiques.

Je suis en seconde. Merci. Merci beaucoup, monsieur Bensalah. Nous allons vers la deuxième question d'actualité.

J'ai été cité.

On a tous été cités.

Je ne vous ai pas cité, Je vous ai rappelé à l'ordre. Je vous ai rappelé à l'ordre.

Vous êtes qui pour m'appeler? Qu'est ce que j'ai fait?

J'ai écouté. Euh.

Arrêtez de vous prendre pour le chef de je sais pas quoi. J'ai rien fait. J'ai pas manqué de respect, Monsieur Bertin, là. Est ce que tu m'as entendu parler?

Mais Monsieur Bassam ne vous a pas cité? Il vous a pas cité?

C'est vous qui m'avez cité?

Oui. Je. Pas seulement vous. Il y avait. Écoutez, l'incident est clos. Je continue parce que le Conseil, le.

Conseil.

Communal et nous allons vers la deuxième question d'actualité, euh, monsieur Privat, et ça concerne les violences liées à la drogue. Monsieur Privat, s'il vous plaît.

On a été tous cités.

Allô? Oui.

Merci, monsieur le président.

Je suis désolé. Euh non mais.

Aller comme ça.

Pas gestion correct.

Merci, monsieur le président.

Euh. Donc, je.

Voulais poser ma question sur la l'approche globale que la commune compte, compte prendre, mais je vois que vous avez déjà répondu assez clairement sur cette question. Donc je propose qu'on passe à la suite. Et pour la suite, j'espère vraiment que les débats vont se dérouler de manière plus respectueux, parce que les Québécois méritent vraiment pas une bande de politiciens qui, euh, qui voilà, qui crient pendant que les autres parlent. J'espère qu'on va se respecter un peu plus pour la suite. Merci.

Oui, monsieur. Euh Bourgmestre.

Non, non.

C'est bon. Très bien. Euh, monsieur, vous aviez une motion d'ordre?

Ben je suis désolé, mais en fait, euh, quand monsieur Bensalah parle en disant que vous les politiciens, les conseillers communaux, en nous regardant, moi je me sens aussi.

Tout à fait.

D'être cité.

Attendez, je termine.

S'il vous plaît, monsieur Bensalah. En plus, j'allais dire quelque chose de positif. Je suis quasi en grande partie d'accord avec ce que vous avez dit. Mais en même temps, je trouverai quand même un tout petit peu logique que.

Quand.

Vous dites vous, les autres cités, les personnes, ce sera quand même beaucoup plus correct. Et deuxièmement, peut être que pour qu'il y ait moins de tension sur cette question là, comme je vous avais parlé tout au début de la séance, soit quand même bien qu'on puisse aborder cette question avant les autres points, parce que franchement, c'est une situation exceptionnelle et on attendait.

Tous ce.

Moment pour pouvoir s'exprimer. Si on doit encore attendre jusqu'à 22 h.

22 h 30, ça.

Va être.

Complicé.

Si on y.

Arrive. Je vous remercie monsieur. Euh, je suis également tout à fait d'accord avec vous, mais euh, je vois qu'il y a eu vraiment de de dans l'air, de de la négativité, de la tension. Je ne sais pas d'où ça vient, mais en tout cas, ben voilà. Malheureusement, euh, même moi on m'empêche de faire, euh, de prendre mes responsabilités. Ceci dit, c'est une question d'actualité. Il n'y a que l'intervenant qui a le droit de la réplique et pas les autres. Voilà. Euh alors euh Monsieur, vous n'avez pas la parole. C'est bon, c'est bon, on continue. Nous continuons. Voyez, s'il vous plaît. Est ce que on peut respecter, en tout cas chacun. Voilà. Non, je ne vous ai pas donné la parole. Je parle à tout le monde ici. Je parle à tout le monde. Je vous parle à l'Assemblée et je ne vous ai pas donné la parole. Merci, Monsieur Mélisse. Voilà, nous allons vers la euh, troisième question d'actualité et je vous donne la parole. Euh, Monsieur Bensalah, ça concerne la Marche pour la Palestine et qui a débuté à Molenbeek. Allez, je vous remercie, Monsieur le Président, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs, échevins, conseillers et citoyens. Ce dimanche 24 août 1 marche populaire pour la libération de la Palestine a rassemblé de nombreuses personnes à Bruxelles, dont une partie significative de jeunes Molenbeek. Et comme vous l'avez rappelé, elle est passée à Molenbeek, donc c'est aussi un fait. Molenbeek. Cette mobilisation témoigne d'un profond sentiment d'injustice ressentie dans nos quartiers, dans dans un contexte international marqué par des bombardements, des milliers de morts et une situation humanitaire dramatique à Gaza. Je tiens tout d'abord à remercier la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour le nombreux actes symbolique posés en soutien au peuple palestinien. Ces gestes, drapeaux, déclarations, engagement politique sont à saluer et ont envoyé un message fort à la population. Je tiens réellement à vous en remercier. Cependant, dans le même temps, il est difficile d'ignorer les propos profondément choquants de certaines figures politiques. Le président du M.R. Notamment. Georges-Louis Bouchez, continue de nier l'existence d'un génocide. Il continue de nier une famine alors que l'ONU l'a acté récemment. Tandis qu'une certaine Nadia, vice président du maire du conseil d'administration de la RTBF, s'est permis de déclarer, je cite Que si on cherchait un restaurant à Gaza, il y en avait plusieurs en activité, ce qui est un propos ignoble et scandaleux. Des propos abjects dont l'impunité apparente laisse entendre qu'ils sont tolérés, voire validés par son président et l'ensemble du groupe du maire, puisqu'elles siègent toujours aujourd'hui à ce poste sensible au sein du service public de la RTBF. Dans ce contexte, ma question est la suivante notre commune, notre commune envisage t elle de renforcer sa position officielle en solidarité avec la Palestine, non seulement par des gestes symboliques, mais aussi en prenant clairement ses distances avec les propos politiques qui nient l'évidence ou banalisent l'horreur. Peut on envoyer un message clair aux habitants, notamment aux plus jeunes, pour leur dire que la commune de Molenbeek reste aux côtés du droit international, de la justice et de l'humanité? Face à ceux qui préfèrent détourner le regard et qui se font des pubs pour Mercedes. Et pour tout autre chose, Je vous remercie.

Merci Mr Bensalah, je donne la parole à Mr le Bourgmestre faisant fonction. Merci.

Merci Monsieur le conseiller. Donc vous savez, comme vous l'avez dit, que notre commune est euh, euh fondamentalement attachée au respect du droit, euh, de la justice. Et à ce titre, elle a voté une, euh, une motion en faveur et pour la reconnaissance de ce génocide et que notre position est ferme à ce niveau là. Nous regrettons comme vous, des, euh, des postures et également des déclarations euh que nous trouvons nous aussi, euh, malheureuses, que nous pouvons regretter. Malheureusement, il y a de plus en plus les réseaux sociaux et donc il y a de plus en plus de personnes qui se sentent euh, euh, en fait dans cette position là. Et elles ont des facilités pour, euh, pour, euh, faire des déclarations. Qui sont ces réseaux sociaux? Peut être? Non, on n'aurait jamais eu, euh, de retentissement. Et donc euh, nous, à notre niveau, nous, euh, continuons à, euh, à, donc à travailler pour justement, euh, venir en aide à la population avec nos petits moyens, mais des petits moyens bien intentionnés et bienveillants et fait avec, euh, euh, récolter avec euh, détermination. Et nous verrons donc l'action que nous pouvons déjà, euh, mener à ce niveau là. On vous remercie pour votre question.

Monsieur le bourgmestre.

Monsieur Bensalah.

Pardon. Merci, Monsieur le président, Merci, M. Le bourgmestre, pour, euh, pour votre réponse, Je tiens à le dire haut et fort ici, il ne s'agit pas de discussion pour savoir s'il y a un génocide ou pas. Nous, on le sait, on l'a vu, on l'a constaté de manière assez claire. Je tiens à saluer une certaine Charlotte de Bourg du Maire, qui a osé se lever pour dire non, je ne participe pas à cette ruse que de manière systématique. Le président du M.R. J'ai l'impression qu'il est mandaté par l'entité israélienne. Je me demande s'il n'est pas élu là bas aussi. Honnêtement, je trouve ça scandaleux qu'ici à Molenbeek, un parti aussi comme les maires, dont je sais dont nombreux d'entre vous sont touchés par la chose, ne crie pas haut et fort votre désolidarisation telle que cette dame qui est députée et qui risque gros. Je vous remercie. Merci, monsieur Bensalah. Voilà. Donc, euh, chers collègues, euh, nous avons toujours eu. Il y a.

Actualité. Article. Très. Inégalitaire. Comme. That the dead where the health. And that is in frustration of the dead Ni correct.

Il y a. EU ce problème et que c'était évident. And I did it évident de faire le deuil de ce groupe. That's all. That fruit for the beach turbulences. It all you to come. OK. Donc euh the state. Donc, nous avons toujours ce problème technique et je pense que nous allons devoir.

Oui oui, rentrer chez nous.

Oui, oui oui, effectivement, nous allons. Tant que ce problème n'est pas résolu, nous allons devoir euh reporter. Euh tous les votes secret. Mais bon, il y a encore un point avant ceci et c'est le point euh du budget du CPS où il n'y aura pas de vote. Ce sera une explication. Non, non. Voilà. Donc c'est Monsieur Ahmed qui a la parole. Qui est président, bien entendu du CPS. Merci.

Bonsoir à toutes et à tous. Très compliqué.

De prendre la parole après un débat aussi animé, parce que nous allons aborder ici.

Euh.

Une présentation de notre.

Budget.

De 2025 qui évidemment concerne l'aspect projet, l'aspect plus.

Politique.

De.

La gestion de notre CPS.

Comme vous avez pu l'entendre, euh.

Toutes et tous ceux qui étaient présents d'ailleurs.

Cela dit.

Nous.

Avons eu pu répondre.

Très, très nombreuses questions qui étaient beaucoup plus techniques, qui étaient plus financières. Aujourd'hui, je vais vous faire.

Une présentation.

Des grands axes et de nombreux projets que nous comptons.

Développer.

En 2025. Et surtout, surtout, expliquer ce que nous avons mis en œuvre et ce que nous allons mettre en œuvre pour pouvoir faire face au tsunami qui va arriver à partir du 1^{er} janvier 2026, avec l'explosion des 5500 chômeurs. NBK. Alors, chers collègues, comme vous le savez, le budget a.

Été.

Fait dans un contexte difficile, très particulier. Nous avons dû batailler ferme, nous avons dû être créatifs avec et je remercie les responsables des différents services, que ce soit Monsieur Pascal de Beauvais, Monsieur Niel ou Monsieur Thierry Bex d'ailleurs, qui sont ici à mes côtés, qui seront heureux de pouvoir répondre à des questions plus technique si c'est nécessaire. Le budget 2025. Chers collègues, c'est d'abord un budget qui est accompagné d'un plan, d'un plan 2025 2027, comme le prévoit la législation. Ce sont des projets, des projections et, comme je dis, dans un contexte de contexte budgétaire particulier. Je rappelle que je l'ai dit lundi, lorsque nous avons commencé à travailler sur l'épure budgétaire, les besoins du CP de Molenbeek pour pouvoir atteindre notre dotation étaient de 5 200 000 €. Nous avons dû faire

un effort énorme, rechercher des pistes pour pouvoir répondre aux attentes de la commune. Et ainsi, après moult discussions et différents euh, compromis et concessions même, nous sommes arrivés à une demande de 3 000 120 zéro zéro 0 € pour pouvoir atteindre notre demande de dotation, qui est de 44 millions d'euros sur un budget global, et les chiffres sont importants de 178 millions d'euros sur l'année 2025. Il est prévu, dans le cadre du plan que nous nous proposons, et c'est une obligation légale de prévoir un index, comme je l'ai dit lundi. C'est un index théorique de 2 % pour 2026 et 2 % pour 2027. Je rappelle aussi que celui ci a été fait dans une situation très compliquée, avec des pertes de subsides conséquentes. Nous avons perdu un certain nombre de subsides et notre priorité. Je reviens, je le disais tout à l'heure avec des explications plus précises. C'est évidemment de travailler sur quatre axes. Le premier axe, comme vous l'avez pu lire dans la presse, et ça a été débattu ici au sein de ce conseil communal, c'est que suite à la perte d'un subside, nous avons perdu 21 équivalents temps plein, majoritairement des travailleurs sociaux, donc des travailleurs de première ligne qui accueillent et qui accompagnent nos personnes qui viennent frapper à la porte du CPS pour obtenir l'aide d'intégration ou l'aide sociale, c'est aussi de répondre en 2026. Ça a été discuté lundi au défi informatique et téléphonique. C'est aussi prévoir. Et là, on l'a encore vu récemment, nous avons une réunion pour, euh, discuter des augmentations des demandes d'urgence en 2025. Nous sommes à peu près au moment où je vous parle, à une augmentation d'un peu moins de 600 000 €. Donc, ce sont des nouvelles personnes qui sont ajoutées, et ce ne sont pas des personnes qui sont repris dans le nombre de personnes qui vont être exclues du chômage. d'Année en année, nous avons une augmentation de la précarité et de la pauvreté. Et ce sont évidemment des prises en charge en matière de revenu, d'intégration ou de l'aide sociale qui sont des obligations légales. Et donc ça a un coût. Et comme vous le savez, le CPS doit pouvoir fournir cet accueil, cet accompagnement et cette aide financière. Et c'est évidemment la commune, à travers sa dotation qui doit pouvoir remplir ses obligations légales. Ce qui rendent les choses extrêmement compliqué, c'est aussi les obligations que nous avons par rapport à un certain nombre d'infrastructures, les mettre aux normes architecturales et urbanistiques. Nous avons la maison de repos qui doit être lifté pour une partie de ces bâtiments, mais aussi le centre d'accueil que nous avons eu au quartier maritime, qui va devoir aussi subir quelques travaux obligatoires pour se mettre en conformité par rapport à un certain nombre de textes légaux. Alors, quelques chiffres, chers collègues, qui sont très importants. Tout à l'heure, j'ai dit que nous allons devoir faire des défis, avoir face à nous des défis importants. J'ai rappelé que nous avons 5500 demandeurs d'emploi qui vont être expulsés du chômage à partir du 1^{er} janvier, et je lis ce terme sciemment parce que la manière dont ça a été organisé, je peux me permettre, en tant que politique, d'avoir une approche plus critique, évidemment. C'est la manière dont ce projet d'exclusion des des chômeurs a été fait. Je vais utiliser une métaphore. C'est comme si on construisait une maison et qu'on commence par le toit et de commencer par les fondations. Donc, on va laisser un certain nombre de personnes livrés à eux même, des structures de première ligne qui sont censées accueillir accompagnées, qui n'ont pas été préparées, dont les moyens financiers sur lesquels je reviendrai tout à l'heure sont assez aléatoires. On nous annonce des chiffres, mais on ne connaît pas les modalités de distribution, les critères objectifs qui vont être utilisés pour pouvoir distribuer ces sommes. On a commencé par nous dire Il va y avoir 500 millions d'euros puis 350 millions d'euros. Maintenant, c'est 234 millions d'euros pour tout le territoire national que va recevoir Molenbeek. Nous, on a fait des petites projections. On a une idée approximative, mais ça reste relativement flou. Il faut savoir que pour Molenbeek, ce sont les 500, les 5500 exclus. A partir du mois de janvier, il va y en avoir des chiffres. Je vous ai déjà donné ici, je vous les redonne. 543 Exclu à partir du 1^{er} mars 1340 Exclu à partir du 1^{er} avril 1127 et ainsi de suite pour atteindre le nombre que j'ai évoqué d'exclu totale. Ce qui est évidemment pour nous extrêmement un défi extrêmement important. Important parce qu'il va falloir recruter du personnel pour pouvoir accueillir et accompagner dignement ces personnes exclues, mais aussi des infrastructures, c'est à dire avoir des bureaux où on peut les accueillir dignement. Et donc nos services, que je remercie d'ailleurs, ont été extrêmement proactifs dès le moment où on savait que ces mesures allaient être implémentées, nous avons décidé d'assumer nos responsabilités, de rechercher un endroit pour pouvoir obtenir des surfaces de

bureaux pour accueillir nos demandeurs, mais aussi lancer une opération de recrutement, ce qui a été négocié avec la commune et que nous avons obtenu ici dans le cadre du comité de concertation pour le budget 2025. Donc, il y a treize équivalents temps plein qui vont être recrutés assez rapidement. Je m'excuse, mais il fait assez chaud dans la salle et c'est un sujet qui fait transpirer. Pas comme moi d'ailleurs. Merci. Et alors? Je vais vite, si vous le voulez, si vous voulez bien vous donner quelques chiffres supplémentaires qui sont très importants pour qu'on se rende compte un peu ce que nous subissons à Molenbeek, nous avons une population qui frôle les 100 zéro zéro zéro habitants sur les 100 zéro zéro zéro habitants. Ce sont des indicateurs à terme qui sont très importants. Et vous allez voir avec tout à l'heure le chiffre de données d'augmentation des demandeurs de risque. Nous avons 6480 demandeurs, euh, du revenu d'intégration. Nous avons, en aide sociale équivalente, 853 personnes, ce qui fait 7333, dont le CPS de Molenbeek Accueil accompagne tous les jours à travers ces deux aides que je viens d'évoquer. Parmi ceux ci, il y a. Et j'ouvre Total tout à l'heure. Vous donnez des chiffres par rapport au taux du chômage qui touche la commune de Molenbeek. Nous avons 2954 jeunes de moins de 25 ans. Je rappelle que Molenbeek est une des communes les plus jeunes de la région bruxelloise, avec à peu près 30 % de jeunes de moins de 25 ans. Donc sur 100 000, c'est à peu près 30 000 jeunes. Il y a des cartes médicales, c'est 3505 cartes médicales qui sont attribuées. L'Aide médicale urgente, c'est 1339 le nombre de médiation, de dossiers sur médiation de dettes. Et c'est important. Tout à l'heure, je veux donner une information, une éclaircie positive dans. Dans cette situation dans laquelle nous sommes, nous avons, au niveau de la médiation de dettes, 660 dossiers et le nombre de suivi de la cellule étude. Ce sont donc des étudiants que nous suivons. Ces 1733 parmi ceux ci. Il faut savoir que sur à peu près 1200, il y a deux tiers, je le dis lundi, qui poursuivent des études supérieures ou universitaires. C'est pour nous une priorité de pouvoir les accompagner, les aider, qu'ils puissent finaliser leurs études. Et le tiers qui restent sont des étudiants depuis 18 ans, mais qui sont encore en issus des études secondaires. Nous avons aussi, au niveau des aides familiales, 68 personnes qui sont suivies. Des chiffres importants. C'est notre maison de repos. Vous savez que pour nous, c'est un enjeu important. C'est un. C'est un endroit où nous accueillons nos aînés et ils doivent pouvoir être accueillis dignement. Là aussi, un effort à faire en matière d'investissement. Et livre tout à l'heure de rénovation du bâti. C'est ce qui est prévu dans le budget 2025. Là, nous avons 568 lits et au jour d'aujourd'hui, avec malheureusement des décès que nous avons eus. J'ai eu les chiffres ce matin, il y a 150 lits qui sont occupés par 55 lits qui sont occupés, pardon, la maison d'accueil. C'est un endroit où nous accueillons des personnes qui connaissent des accidents de la vie, des maisons qui brûlent, des femmes qui quittent leur domicile à cause d'une violence conjugale, et cetera. Avec des enfants souvent. Et là, nous avons une capacité de 52 lits pour pouvoir accueillir cette catégorie là de la population. Logement kangourou c'est huit chambres au niveau de notre personnel euh ETP équivalents temps plein hors cadre des articles 60. Nous en avons 500 et douze dans un document qu'on vous a remis lundi. Plus à peu près un peu moins de 300 équivalents temps plein d'articles, 60 avec les articles 60 économie sociale, mais aussi ceux qui sont mis à disposition des pouvoirs publics ou du secteur privé. Notre priorité, évidemment, mais avant ça, c'est d'évoquer ce que j'ai déjà dit, le contexte budgétaire difficile, qui est extrêmement compliqué et complexe. Donc, on est obligés d'être créatifs, créatifs parce que, après avoir perdu 21 ETP, il est pour nous important de pouvoir essayer de trouver des profils comme assistants sociaux. Vous savez, tous, ce sont des formations qui, euh, produisent des assistants sociaux, mais qui sont extrêmement difficiles à trouver. C'est une fonction critique. Donc tous les CPS du royaume en plus, sont en train aujourd'hui de recruter pour faire face aux exclusions des chômeurs dans leurs communes respectifs. C'est aussi toutes ces mesures fédérales que j'ai évoquées qui vont nous impacter. Alors on a eu des doutes quant au financement parce qu'on a encore aucun chiffre très clair dernièrement. On a une petite bonne nouvelle, c'est que le gouvernement fédéral a décidé de débloquer 26 millions d'euros pour pouvoir permettre aux communes en 2025 de pouvoir commencer ou, euh, amorcer des recrutements pour pouvoir préparer justement les vagues d'exclusions du 1^{er} janvier 2020. Euh, euh, six. Il y a évidemment, et je le déplore, l'absence du gouvernement bruxellois qui, pour nous, est vraiment problématique parce qu'il y a un certain nombre de dossiers qui

dépendent du gouvernant bruxellois et donc qui sont en rade, qui traînent parce que, euh, on a un des risques de perte de subsides qui auront évidemment des conséquences sur le personnel et sur la continuation d'un certain nombre de projets. Je rappelle aussi que dans les subsides que nous avons perdus, je les ai évoqués tout à l'heure. Il y en a qui ont été supprimés ou qui sont en voie d'extinction. Ça a été annoncé par le gouvernement à travers son ministre de la ministre de tutelle. Pardon. Ce sont toutes ces compétences qu'on appelle des compétences usurpées, c'est à dire s'occuper des familles, s'occuper des jeunes, s'occuper de leur accès à la culture. C'était financé par un financement fédéral. Euh, la ministre a décidé de supprimer ce subside. Nous avons, pour 2025 perdu 40 % de celui ci et en début 2026 va être supprimé. Normalement, étant donné que cette compétence dépend des entités fédérées, il est clair que ça devrait être soit la com ou la région qui devrait récupérer ces compétences, mais nous n'avons aucune garantie. Ça veut dire que, au niveau du CPS, les prises en charge de tout ce qui est accès au sport, accès à la culture risquent de disparaître s'il n'y a pas des mesures fortes pour nous soutenir dans ces politiques là. Alors, chers collègues, notre fond de commerce en tant que CPS, évidemment, s'occuper des gens au niveau social pour les accueillir, leur offrir un accueil, un accueil digne pour voir, leur offrir un cadre accueillant sur lequel nous travaillons à travers la création de ce nouveau lieu d'accueil. Et donc c'est pour ça qu'il y a toute une réflexion et une implémentation d'un nouveau mode de fonctionnement. En travaillant sur une prise en charge individualisée des dossiers de la part des instances sociales. C'est une recherche de la part de nos responsables et je les remercie de plus d'efficacité. Il faut savoir qu'à Molenbeek, nos assistants sociaux traitent à peu près 130 à 140 dossiers par assistant social, ce qui est énorme et qui fait qu'aujourd'hui, normalement, d'après la loi organique, nous avons 30 jours pour traiter les dossiers et quinze jours pour mettre en exécution la décision qui est prise. Nous sommes à peu près à 40 jours de traitement de dossiers, et nous avons cette charge qui pèse, qui provoque évidemment des pressions sur nos travailleurs, avec des maladies, et cetera. D'où notre volonté de pouvoir réfléchir à une meilleure modernisation du mode de fonctionnement, permettront à nos travailleurs d'avoir une meilleure répartition des tâches et évidemment, de renforcer nos équipes. Avec les recrutements que nous avons eus, que nous allons faire. Pour ceux qui suivent l'actualité, le gouvernement fédéral, dans son projet d'exclusion de chômage, a fait le lien entre le travail fourni par les CPS et les résultats de mise au travail. Donc aujourd'hui, il faut savoir que les CPS vont avoir l'obligation de pouvoir, à travers toute leur politique d'XP, de l'insertion socioprofessionnelle, d'accueillir les personnes, de signer avec eux un plan d'intégration, un PEA et de les accompagner vers l'emploi ou vers une formation, et que les moyens financiers qui vont être alloués vont être liés aux résultats. Alors, il faut qu'on se rende compte, chers collègues, qu'on va demander aux CPS de faire ce que ni Actiris ni le VDB réussissent à Bruxelles. Donc le CPS de la Région bruxelloise d'ailleurs du Royaume, vont devoir mettre des gens au travail. Nous sommes prêts évidemment à relever le défi, mais ça veut dire qu'il faut des moyens adéquats. Alors, il y a plein de questions qui restent sans réponse. Quid du fonctionnement de Actiris, qui reçoit 800 millions d'euros par an de subsides? Huit Du rôle des missions locales dans les 19 communes? Comment est ce que vont s'articuler les collaborations entre tous ces organismes? Parce que notre objectif, c'est la recherche de l'efficacité, évidemment. Comment est ce qu'on peut faire pour pouvoir mettre le plus rapidement possible? Alors, il y a un grand fantasme qui d'ailleurs est diffusé par certains politiques qui s'imaginent qu'il va falloir se pencher et trouver des contrats de travail. Ils font preuve d'une totale méconnaissance de la réalité du marché de travail. Et je regarde Didier Van Murrise parce que ça vient surtout du maire. je suis désolée, mais on s'imagine que les gens vont trouver du boulot en étant éjecté du chômage. On va vous directement trouver. C'est une preuve d'une méconnaissance totale de la réalité du marché du travail à Bruxelles. l'Emploi, il existe effectivement, mais il faut partir des fonctions critiques. Il faut des compétences et des qualités et des qualifications particulières. Sans compter la maîtrise des langues. Je l'ai déjà dit ici au sein de ce conseil communal. Et donc notre objectif, évidemment, c'est de travailler sur des axes qui, pour nous, sont fondamentaux. C'est pouvoir prendre d'abord prioritairement ceux qui sont le plus proche du milieu de travail et les accompagner. C'est faire un travail pour pouvoir mettre en place une académie des langues. C'est un des

projets que je vais vous proposer au conseil du CPS et pouvoir identifier des partenaires. Et nous travaillons, mais garder ceux qui sont les plus efficaces, avec lesquels on les résultats pour l'apprentissage d'une des deux langues nationales, parce que c'est une des barrières pour accéder au monde du travail. Et enfin et enfin, pouvoir faire en sorte qu'il y ait un maximum de mise au travail, mais aussi d'accompagnement vers, euh, des formations qui correspondent aussi aux besoins du marché du travail, non seulement en Bruxellois, mais aussi dans l'interligne. Je pense ici, euh, la région de Zaventem, mais aussi tous les sites où il y a encore un peu d'industrie en périphérie bruxelloise. La politique et la coordination de santé. Ça, je l'ai dit. Donc, il va y avoir une coordination qui va être mise en place. Ça, ce sont des directives qui nous viennent de la tutelle de la coop, comme mettre une meilleure coordination entre les 19, euh, CPS, c'est, comme je l'ai dit aussi, c'est la maison d'accueil, le relais Investir dans l'amélioration du confort à travers la mise en œuvre d'une ordonnance du 16 juin 1900 euh, 2018, pardon, qui nous impose des normes. Et nous avons prévu des budgets pour pouvoir mettre ces bâtiments aux normes. J'ai dit tout à l'heure une bonne nouvelle dans la situation compliquée qu'on connaît, c'est évidemment, nous sommes passés, euh, en catégorie six au niveau de la médiation de dette, ce qui va nous permettre de recruter deux équivalents temps plein pour pouvoir mieux accueillir et accompagner les personnes. Je vous ai donné les chiffres tout à l'heure qui sont dans une situation de surendettement. Notre priorité aussi, chers collègues, c'est évidemment tout à l'heure, notre troisième et quatrième âge, c'est de pouvoir faire en sorte que les travaux de rénovation puisse aboutir le plus rapidement possible pour améliorer le confort de nos résidents. C'est de faire aussi un travail sur la formation de nos infirmiers et infirmières, mais aussi nos aides soignantes pour leur permettre, en renforçant aussi ce souci, une priorité, de respecter le cadre légal, les équipes. Et donc il y a aussi eu toute une réflexion, mais qui est beaucoup plus technique, c'est la prise en charge des, euh, la catégorie des personnes qui sont hébergées, qui sont dans un statut de personnes démentes, qui nécessitent un encadrement plus particulier. Et donc là il y a un travail qui est fait aujourd'hui par nos équipes pour pouvoir permettre d'accueillir les personnes qui ont ce profil là. Et alors, je terminerai, je terminerai, si vous le voulez bien, en. J'ai parlé tout à l'heure du plan triennal, plan triennal qui, euh, aujourd'hui, ne peut être augmenté que de manière théorique de 2 % pour 2026. Le budget que je vous ai présenté lundi sera augmenté que de 2 % en 2026 et en 2000, euh, 2 % en 2027. Mais c'est pour ça que j'insiste, que c'est théorique, parce qu'évidemment nous avons un facteur sur lequel nous n'avons aucun contrôle, c'est le nombre de nouvelles personnes qui viendront frapper aux portes du CPS pour demander le revenu d'intégration et l'aide sociale. Je vous remercie pour votre écoute et bien évidemment, je reste à votre disposition pour les nombreuses questions qui, j'en suis sûr, vont m'être posés. Merci.

Merci, Monsieur le Président du CPS, Monsieur Ahmed. Euh voilà comme, euh, j'ai toujours un problème technique et je suis aveugle avec mon écran, ce Celles et ceux qui veulent intervenir qu'il. J'ai déjà noté Monsieur. Madame. Euh. Euh, en deuxième position, je pense. Euh vous. Troisième euh voilà, euh. Dris, euh, il y a. Okay. Euh.

Euh.

ICI.

Voilà. ICI.

Okay.

Merci. Minerva. Mélisse. Euh euh. Cinq. Cinq? Okay. Qui d'autre? Euh voilà monsieur. Six Qui d'autre?

Euh c'est Olivier.

Euh mais.

Euh.

Okay. D'accord.

Merci.

Euh Voilà. Okay. Sept C'est okay. Très bien. Donc euh. Je donne la parole à Monsieur. Monsieur.

Nous avons trois minutes.

Effectivement chacun et chacune en trois minutes.

On n'a pas non plus le compteur. Oui, oui monsieur. La parole est à moi. Merci.

Euh euh, je euh, écoutez, voyez un peu, pratiquement comment vous pouvez faire. Mais si vous pouvez éventuellement, si vous êtes éventuellement ramasser. Parfait. Très bien, monsieur. Sommes-nous à vous?

Euh, avant de commencer. Donc, évidemment, c'est un c'est trois minutes, c'est peu et, euh, pour dire beaucoup de choses sur le CPS. Mais juste une petite rectification, euh, j'ai une idée effectivement pas très positive du maire, mais ce soir, le maire, il a le bon dos parce que je pense qu'on a quand même, euh, on le charge et pour pas mal de choses. Mais je répète quand même que si on arrive dans cette situation au niveau fédéral, c'est aussi les engagés, c'est aussi vos routes, c'est aussi le NVA, c'est aussi le CDN. V Ce n'est pas que les maires. Donc je préfère quand même que qu'on soit juste quand on traite quand même se se se point de cette manière là.

Alors euh.

Eh bien effectivement, le CPS est une institution importante dans notre commune. Surtout quand on doit protéger les plus démunis parce que ça reste. En tout cas, c'est une des seules institutions qui reste encore et plus. Et un des comme Monsieur nous a bien eu nous a rappelé. C'est aussi, euh son objectif principal, c'est remise à l'emploi de de ces personnes. Nous avons. Effectivement. Nous sommes venus lundi à la présentation de cette note et euh, de manière générale, franchement, c'est une vision cohérente. C'est une vision cohérente qui pour 2025, en 2027. Mais effectivement. Désolé hein, parce que le bruit, moi je fais j'en ai marre et c'est ça reste une vision cohérente. Euh, dans le. Mais par contre, effectivement, il nous manque des chiffres, il nous manque des chiffres du EU 2000 surtout, en tout cas pour le budget 2026 2027. Nous avons bien vu que la tutelle impose une augmentation de minimum 2 %, mais comme dit Monsieur Alfano, on aura quand même une augmentation de 5500 personnes qui vont venir de l'exclu de chômage. Et évidemment, nous nous posons la question, même si nous trouvons cette orientation cohérente. Comment on va faire en 2026 2027 sans avoir, sans avoir une connaissance des différents subsides qui pourraient venir du fédéral? En plus, ces subsides là, ça change assez régulièrement. Donc là, effectivement, nous nous posons la question.

Et.

Si je me pose cette question là, parce que pendant la présentation, il y a eu plusieurs fois dans cette présentation et la la situation de la maison de repos Arkadia qui est revenue en disant que cette maison de repos coûte de l'argent. Donc moi j'ai pas envie qu'on a vu dernièrement à Schaerbeek, il y a eu quand même la vente d'une maison de repos je trouve. J'espère en tout cas de tout cœur, parce qu'on a quand même besoin d'une maison de repos qui est publique. Et j'espère quand même de tout cœur qu'on n'arrive pas en tout cas à la vente de ces dernières, même si on est déficitaire et parce qu'on a vu dans le passé, dans l'ancienne législature, on a vu la suppression des aides à domicile que nous étions pas d'accord parce qu'il y a quand même, c'était une des prises, une porte d'entrée vers certaines catégories de personnes pour avoir gardé le contact. Et donc, euh, nous, on n'était pas d'accord avec ça. Et et aussi d'une autre manière, il y a eu aussi des ventes, des des des biens, euh.

Des.

Gens qui appartenaient. Quinze secondes Oh la vache! Donc voilà, de toute façon, c'est pas grave, ma ma ma collègue complétera et euh. Mais juste, je voudrais rappeler aussi que il y a un philosophe, euh, qui nous a rappelé lundi, mot à mot, quelqu'un qui connaît ses droits, quelqu'un qui ne perd pas de temps, et ce philosophe s'appelle Monsieur qui nous a sorti ça? Donc j'aimerais bien savoir effectivement qu'est ce qu'il mettra en place pour que les bénéficiaires ou les futurs bénéficiaires puissent être au courant de leurs droits, ou aller se renseigner.

Monsieur Saint Malo, j'ai respecté, je vous remercie euh de ne pas faire biper vos chronos. J'en ai un ici. Et euh par respect, euh je je regarde au lieu de le faire euh déranger les autres. Merci. Je donne la parole à Madame.

Merci.

Je vais le faire à moitié en français, à moitié en deux. Je vais commencer en français parce que voilà, lundi, c'était une séance technique. Une séance technique où j'avais entendu d'avoir

des chiffres et pouvoir poser des questions sur des chiffres. Bon, j'ai reçu la réponse de monsieur qui me disait oui, tu peux les retrouver sur le boss, oui je peux les retrouver sur le boss. Mais le but c'était que tu nous les présente et que tu nous les explique, et qu'on puisse poser des questions sur des choses qu'on ne comprenait pas, l'occasion qu'on n'a pas eu et qu'on n'aura pas parce que j'ai que trois minutes, malheureusement. Euh. Alors je vais que parler de ce que de ce que on a reçu et de ce que voilà, on peut savoir. Euh, là, je vais prendre soin de demander, ce sera plus facile avant de. Faire un budget. Singing in the air. Is in. The. Workers. Etc. I need is over who is spectateur and better than actrice. Nvidia by x state. Need is Quinze mètres de VD a b n Actiris, Dib Stand, Oswald State Building financier, le building op leading Duval learn in the old and in the. World is back to come. Une équipe de. Jeunes diplômés in. Fine. Un budget. That is for the. Issue. NBC NBC hommes des. On disait Living quality. Tu. As the start up in the. Place. To. Make it is what if you need to leave it on. Jean-Marie Coupe Albrecht Albrecht.

SATA and. This. Is in Indonésie. This. Is. In the budget. Je voulais profiter. On voulait profiter de cette discussion pour remercier notre collègue écolo, qui est une femme qui travaille beaucoup avec vous au Conseil du CPS et qui s'engage pour les droits des femmes. Elle nous a bien expliqué que par le passé, le revenu d'intégration était en principe versé ou passait avant tout via le chef de famille masculin homme et entre autres, et grâce à son travail. Cette logique a quand même évolué et on veille désormais à responsabilité, à donner également de la responsabilité aux mamans, en leur donnant aussi la responsabilité de pouvoir suivre des cours de langue, d'apprendre ou même avoir certaines obligations aussi. Comment est ce que vous voyez l'évolution du travail en matière d'égalité de genre au sein du CPS? Ça nous intéresserait? Voilà. Merci beaucoup.

Et après?

Mais oui, Merci, Monsieur le président.

Euh. Je veux d'abord remercier l'équipe.

Du CPS pour la présentation du budget et aussi pour la gestion quotidienne du CPS dans une commune avec d'énormes besoins sociaux. Je veux attirer l'attention sur la dotation communale, donc qui est de 43 700 000,43 € ou 1 700 000. En 2019, on était à 28 millions. Donc c'est une charge énorme de la commune. Donc 15 millions en plus en six ans, alors que la commune en soi a très peu d'impact sur l'évolution de de la pauvreté, euh, de la société, qui sont plutôt le résultat des mesures prises ou pas prises, euh, à d'autres niveaux. Mais comme ça a été dit, le pire est à venir et je vais me concentrer un petit peu là dessus. Donc la CPS va être confrontée à d'énormes défis très difficiles à répondre. C'est c'est une mesure antisociale que l'Arizona nous va nous imposer, Antisociale et injuste, notamment parce qu'il y a deux tiers des personnes qui sont inscrites comme demandeurs d'emploi depuis plus d'un an. Ce sont des gens qui ont travaillé, mais ils n'ont pas travaillé assez pour être exclus des statistiques de travailleurs de longue durée. Et donc ils seront éjectés. Ce sera surtout des, euh, des femmes qui ont des petits contrats, etc. Alors, il y a certaines personnes qui stigmatisent, qui aiment bien stigmatiser les gens sans emploi parce que leur manquerait la motivation, mais il ne parle pas des obstacles structurels qu'il y a dans dans la société. Les gens sont trop âgés, ils n'ont pas le bon diplôme. Il y a la discrimination hors l'emploi, ils ont un handicap. Il y a aussi eu un manque de structures d'accueil. Euh, pour pour la petite enfance, euh, et cetera. Donc qui exclut, euh, la société exclut les gens de du marché du travail de cette façon là. Mais là, qu'est ce que fait le gouvernement? Ben ils font, ils font quasiment rien. Donc on ne crée pas plus de places dans les crèches. On n'investit pas dans l'enseignement et la formation, au contraire, on fait le contraire. Il n'y a pas d'argent. Sauf faire plaisir à Monsieur Trump pour commander quelques 35 en plus. Alors, je veux attirer l'attention sur le fait que c'est aussi une mesure dangereuse pour l'ensemble des travailleurs. Parce qu'au début. Les premières caisses de chômage, c'étaient les travailleurs qui cotisaient pour aider les travailleurs. Le collègue qui perdait son emploi et pour la famille était en mesure sociale. Mais c'était aussi une mesure de protection de l'ensemble des travailleurs. Parce que quelqu'un qui a le dos au mur, il va accepter n'importe quoi comme boulot de salaire. Donc, je vais le terminer quinze secondes. Et donc c'est ce que le gouvernement Arizona avec, Me

vient en tête veulent faire donc euh. Mais donc on laissera pas faire. Et le 14 octobre, on sera de nouveau dans la rue pour dire avec tout le mouvement ouvrier Merci.

Tous.

Les gens qui.

Voilà, Merci monsieur. Euh le temps est écoulé. Euh Je. Merci à vous. Je donne la parole à Monsieur Van Mary.

Oui, merci pour me donner la parole.

Alors moi, j'ai bien entendu. Euh. C'était présent lundi à la présentation de Monsieur El Canut, et il est encore entendu aujourd'hui avec, euh, cette présentation. Mais je suis quand même très étonné d'entendre un peu un discours où finalement, on a l'impression qu'on ne doit pas avoir confiance dans les capacités des gens à s'en sortir, à créer des. Euh des des compétences, à se développer, à grandir. Moi personnellement, c'était conseillé pendant dix ans et s'est vu beaucoup de personnes qui, à travers des études, à travers des formations, ont réussi à créer leur avenir, à créer les capacités à trouver un emploi et je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, on nous dit que ce n'est que c'est très difficile, que ce n'est pas possible. Je pense que le CPS a des outils et ces outils vont être renforcés puisque on sait qu'ils vont que les CPS vont recevoir des enveloppes financières complémentaires pour faire face à cette situation. Quel est le risque pour les nouveaux entrants? Pour les premiers entrants vont être assumés à 100 % par le fédéral. Donc, il y a quand même toute une série de mesures financières. Il y a également des outils qui sont existants au CPS. Et moi, ce que j'aurais aimé entendre de la part de Michel Canu, c'est un peu finalement des pistes de solutions, des actions concrètes qui pourraient être mises en place dans les années qui viennent afin justement de pouvoir aider et pouvoir soutenir tous ces tous ces personnes à développer, à trouver un emploi. Parce que oui, il est possible de trouver un emploi. Oui, il existe toute une série de métiers qui sont en pénurie. Et je pense que le CPS également, en termes de formation, a également une possibilité d'action. Et là par contre, on n'entend pas vraiment ce qui peut être mis en place. Et donc j'aimerais peut être plus de concret, plus de pistes de solutions et peut être un peu moins de plaintes. Merci.

Merci monsieur Van Mary. Euh. La parole à Mr Zoom.

Oui oui, merci Président.

Ben écoutez, comme euh comme mon collègue, euh, je m'insurge contre une fixation euh assez habituelle d'ailleurs, euh, qui règne dans cette dans cette salle, de croire que tous les maux de la terre, euh, viennent de Vienne du maire. C'est extrêmement désagréable, c'est fallacieux, c'est intellectuellement problématique. Euh et juste pour vous rappeler, euh, que d'ailleurs Monsieur nous l'a fait également, le maire n'est certainement pas tout seul dans cet accord de gouvernement. Il y a d'autres partis et moi qui travaille dans syndicat, dans un syndicat, je.

Peux.

Vous dire que mon cœur saigne lorsque la gauche flamande s'allie pour justement mettre en pratique et donc exclure les les chômeurs, exclure les demandeurs d'emploi, beaucoup plus d'ailleurs que lorsqu'il s'agit du maire. J'aimerais. C'est important pour moi de clarifier les choses. Et d'ailleurs, et d'ailleurs d'ailleurs, il y a quelques années de cela, c'est l'allocation d'insertion où vous vous souviendrez tous que l'allocation d'insertion, c'est à dire l'allocation de chômage après les études, sixième secondaire qui avait été également sucrée et cette fois ci par des formations politiques de droite mais également de gauche. C'est toujours important cette petite piqûre de rappel. Il y avait le PS, notamment le PS et vos tweets là dessus. Donc une petite piqûre de rappel par moment, ça fait du bien, ça fait pas mal, ça fait, ça ne fait pas de tort. Pour revenir sur le sujet maintenant, pour revenir sur le sujet qui va nous concerner au premier plan, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le président du CPS qui nous informe qu'on aura donc 5500 probables probables bénéficiaires nouveaux bénéficiaires du CPS, puisqu'il y a 5500 chômeurs qui en seront exclus. J'aimerais juste dire que la situation est beaucoup plus préoccupante que durant la dernière réforme avec l'allocation d'insertion, parce que là, on parle plus de jeunes qui, dans la grande majorité des cas, vivaient encore chez leurs parents et donc, entre guillemets, cohabitaient. Là, on parle de famille. Et donc moi, j'ai quand même pas mal d'inquiétudes. Président, j'ai pas mal d'inquiétudes parce que si je dois cumuler, donc

un, les isoler, a priori, il y a une obligation d'aide de la part du CPS puisqu'il n'y a pas de revenus autres. Les chefs de ménages. Il y a également une obligation pour le CPS, puisque manifestement il n'y a pas non plus de revenus autres, et donc il resterait probablement les cohabitants ou cohabitantes, parce qu'on sait que dans la grande majorité des cas, malheureusement, ce sont souvent des profils féminins. Je ne vais pas vous faire la litanie des travaux à temps partiel, et cetera, et cetera, et cetera. Et donc moi, mon inquiétude, elle est assez simple lorsque j'additionne les chefs de ménage et les isolés, sur 5500, ça me fait probablement 4000 nouveaux bénéficiaires de.

Dix secondes.

Du risque. Lorsque je mets ça en perspective avec les 40 millions de les 40 millions du CPS pour aider, 5500, pardon, pour aider, pour pour aider 7000 bénéficiaires du CPS, je me demande où la commune va trouver. Je voulais vraiment faire la grosse louche, hein. Les 20 25 millions manquants.

Merci monsieur. Euh. La parole à M. Mahi.

Merci, monsieur le président. Le fait est qu'un.

Certain.

Nombre de chômeurs vont frapper effectivement à la porte du CPAS. Vous l'avez dit, répété, ce n'est pas de votre faute. Par contre, c'est la faute d'une certaine gauche qui a fait croire pendant des décennies qu'un chômage à vie était praticable et immuable. Ceci sans aucun impact sociétal. Le discours était que le chômage est à vie était une solution plausible. Cette certaine gauche ne s'est pas inquiétée de savoir si un jeune de 25 ans pouvait se réaliser, s'épanouir par le travail. Vous avez fait croire pendant des décennies que sans un minimum de coercition, une société pouvait se développer sur des bases solides. Ce qui arrive aujourd'hui n'est effectivement pas la faute du CPAS, je l'admets. Mais à partir de maintenant, cela commence à être de votre responsabilité. Vous avez présenté des bribes du budget de CPS. On ne sait pas dire grand chose puisque les informations étaient peu précises. Mais je dirais que ce n'est pas le principal problème de cet exercice politique. Votre présentation démontre avant tout que vous serez tous. Vous serez des spectateurs des changements qui s'opèrent, qui vont s'opérer dans les mois et les années qui viennent. Je ne vois rien en terme d'initiatives propres, d'initiatives nouvelles pour sensibiliser, former et accompagner les bénéficiaires du CPS, alors que vous recevrez des fonds du fédéral. Je n'entrevois aucune nouvelle collaboration, aucune task force pour, par exemple, regrouper les CPS de Molenbeek et la commune, le CPS de Molenbeek et les autres communes avoisinantes. Le CPS, avec des acteurs qui stimulerait la remise au travail. La majorité manquent totalement de vision sur ce point et sur d'autres. Rien que sur une campagne de communication pour les anciens et nouveaux bénéficiaires du CPS, il n'y a rien. Allez-vous communiquer vers ceux qui ont 25 et 35 ans, qui n'ont peut être jamais eu un travail? Comment ferez vous les choses autrement? Vous êtes au balcon, vous ne verrez pas. Vous êtes spectateur des changements qui s'opèrent. Décidément, la majorité consolide son mythe fondateur qui se basait sur le concept de l'insuffisance et de la carence. Je rappelle que cette majorité, si juste devant nous, n'avait pas la majorité au Conseil pour installer le nouveau collège, il a fallu que l'opposition soit là pour vous installer en décembre 2024, alors que vous n'aviez pas le quorum. Et aujourd'hui, la majorité a encore besoin de l'opposition pour qu'elle se ressaisisse. Le CPS a besoin de l'opposition pour qu'elle prenne conscience de son rôle et de sa responsabilité. Imaginez le CPA présente ici un programme de politique et de gestion sans note de politique générale de la majorité. Ça ne s'est jamais vu. La majorité sans chef et sans carte de navigation, ça reste votre credo. Définitivement. Vous basez votre majorité sur ce mythe fondateur de l'insuffisance. Je vous remercie.

Merci Monsieur Mahi. Voilà, donc nous avons fait le tour des personnes qui se sont inscrites. Je vais donner la parole à celle que nous. C'est. Il y aura bien sûr une réplique pour celles et ceux qui se sont inscrites avant. Pas pour les autres. Ce sera une minute après. Merci. Merci, Monsieur le président.

Je vais essayer de répondre en respectant l'ordre d'intervention. Nous avons eu une première salve de questions de mon collègue, monsieur, qui, euh, portait sur, euh, surtout sur son inquiétude concernant la maison de repos. Arcadia. Euh, la situation financière, effectivement,

est compliquée, mais nous avons effectivement un déficit qu'on estime à peu près 1 million d'euros, mais c'est ce qu'on appelle un déficit maîtrisé, parce que nous avons eu une augmentation de, euh, l'équivalent de 10 € par, euh, euh, prestations, c'est.

Ça.

Par journée d'hébergement qui a permis, évidemment, de contrôler. Alors, c'est un débat que nous avons eu ici, dans le passé, ici, euh, est ce que, oui, où nous nous en tant que commune, en tant que commune sociale, est ce que, euh, on souhaite garder une maison de repos? La réponse est très très simple, c'est que l'ensemble des formations politiques, en tout cas je l'espère et moi même, souhaitons avoir une maison de repos. Et on sait très bien que vu le profil, nous avons 30 % de personnes qui marchent du CPS qui occupent nos lits. Donc c'est des personnes dont les montants sont pris en charge par le CPS. Mais c'est une volonté qui est la nôtre. On veut maintenir cette prise en charge parce qu'on veut que ces personnes qui ont très peu de moyens, qui vivent souvent dans des situations précaires, puissent finir leur vie, puissent être accompagnées dans la plus grande dignité. Donc, oui, nous assumons ce déficit et nous faisons tout justement pour maîtriser ce déficit, ce qui est le cas. Et donc, on se rassure, nous n'allons pas vers un scénario comme celui qu'on a connu à Schaerbeek, où malheureusement, ils ont dû mettre un des deux. Une des deux maisons de repos a dû être fermée, vendue, ce qui n'est pas le cas, en tout cas chez nous à Molenbeek, et on fera tout pour la maintenir ouverte et pouvoir accueillir dignement nos aînés. En ce qui concerne l'information, il y a. Ça a été posé par plusieurs d'entre vous. Qu'est ce que nous avons prévu pour. Euh Faire connaître les droits des futures personnes qui vont être exclus? Eh ben oui! Nos responsables de l'insertion socioprofessionnelle, en collaboration avec un certain nombre d'acteurs de première ligne, travaillent sur une campagne de communication pour pouvoir informer les futurs exclus de leurs droits et aussi quelles sont les démarches qu'ils doivent effectuer pour pouvoir maintenir leurs droits. Donc c'est prévu, et c'est d'ailleurs ce serait le contraire du bon sens que de pas le faire. Donc ça a été décidé il y a quelques semaines déjà et les réunions ont déjà eu lieu. Donc, il y a tout un travail qui est fait, mais permettez moi de ne pas faire des communications sur des choses qui sont encore aujourd'hui en gestation et en train d'être mise sur pied. Madame euh, vous avez posé un certain nombre de questions et en particulier, euh, l'accès à des données chiffrées, euh, par rapport au budget, je vous l'ai dit, effectivement, malheureusement, j'ai dû vous répondre sur les réseaux sociaux parce que vous vous étiez répandu, répandu sur les réseaux sociaux en disant On nous a présenté un budget lundi sans. Sans données chiffrées, Les données chiffrées ont été envoyées à l'ensemble des conseillers via le boss et donc il fallait aller le consulter. Et l'idée, évidemment, c'est que les personnes qui ont des questions à poser. D'ailleurs, c'est pour ça que je suis accompagné par les experts du CPS qui puissent répondre aux questions beaucoup plus techniques. Malheureusement, certaines personnes n'ont pas été consulter les données chiffrées, Mais néanmoins, ce que je propose et d'autres aussi m'ont posé la question, c'est que si quand vous avez le temps de plonger dans ces chiffres, vous avez des questions, vous pouvez envoyer celle ci par mail, je me ferai un véritable plaisir d'y répondre évidemment. Je rappelle que notre credo c'est la fonction, c'est gérer nos institutions. En ce qui me concerne, le CPS dans la totale transparence, je rappelle que la plupart des partis politiques ici présents sont représentés au conseil du CPS. Donc ce sont aussi des débats que nous avons au sein du conseil du CPS. Et donc je reste dans cette lignée là. Donc n'hésitez pas si vous avez des questions par rapport à la la situation financière par rapport aux 178 millions. S'il y a des choses qui vous interpellent, je voulais un éclaircissement. Vous envoyez un mail et on vous donne une réponse immédiate. Voilà. En ce qui concerne l'inquiétude, euh, la collègue de madame Malou, l'égalité des genres, des genres au CPAS. Madame Euh, oui, pour nous, c'est monsieur.

Assez mollo.

J'ai dit Monsieur, pardon, pardon monsieur, excusez moi, c'est la fatigue. Je m'excuse, je m'excuse, je m'excuse. Je. C'est vrai que nous avons. Nous avons une représentante. Nous avons. Nous avons une représentante d'Ecolo qui d'ailleurs est une plus value enrichissante au sein du CPS, qui nous aide énormément, qui travaille, qui fait un travail de très grande qualité. D'ailleurs, vous pouvez lui dire qu'on le pense sincèrement, non seulement au niveau

du bureau, mais aussi au niveau des différents comités spéciaux. Et donc elle maîtrise relativement bien et elle est témoin du fait que pour nous, évidemment, il est important de pouvoir travailler sur l'émancipation des femmes à travers les soutiens qui peuvent être et leur être apportés. Je rappelle simplement que, au niveau des différentes aides qui sont proposées, ce sont ICI, on a une situation légale d'individualisation des droits depuis la loi de 2002, euh, il y a plus le chef de famille qui reçoit, euh, l'aide, c'est toute personne, qu'elle soit masculine ou féminine, qui est dans les conditions légales, peut obtenir le RMI, intégration ou les aides sociales. Donc à ce niveau là, c'est une avancée extrêmement importante depuis 2002. Mais nous, nous nous assurons de garantir évidemment, à travers toute une série de projets aussi, que ce soit à travers la formation, à travers les activités. D'ailleurs, vous avez tous reçu une invitation d'une exposition qui a été organisée par des mamans monoparentales qui sont accompagnées par le CPS, une exposition qui a été organisée et présentée au musée de Molenbeek. Sur leur quotidien, je vous invite. Je ne sais pas si elle est encore présente, Je pense que oui. Je vous invite à aller voir ce que le CPS fait comme travail avec des groupes cibles et en l'occurrence les mamans monoparentales. Vous allez voir que il y a tout un travail qui est fait pour, euh, vraiment l'accès au savoir, à la connaissance, à la culture et à l'émancipation à travers un certain nombre de projets. Euh, Monsieur Van Miri, Monsieur Van, merci, monsieur. Vous êtes extraordinaire. Vous avez parlé de votre expérience pendant dix ans au sein du CPS. Simplement, je vous rappelle que à ce moment là, il n'y avait pas d'exclusion massive de plus de 5500 personnes. Donc la situation est totalement différente. On vous entend moins.

Je disais, je disais à Monsieur Van Meurisse en guise de réponse, que c'est dix ans d'investissement et je le remercie. D'ailleurs, au sein du CPS, ça faisait un moment où il y avait les personnes qui émarger au CPS pour demander le risque. Nous n'avions pas une exclusion massive de 5500 personnes qui va se faire sur plusieurs mois, et donc un tsunami comme celui là, un tsunami social, c'est une première, c'est inédit en Belgique. Et donc pouvoir répondre à toutes ces vagues successives d'exclusion, ça va nécessiter non seulement des moyens, mais aussi de la créativité. Et alors, je le dis, je l'ai dit tout à l'heure dans ma présentation, il y a un flou aujourd'hui par rapport à tous les acteurs potentiels qui pourraient travailler, non pas comme l'a proposé, euh, votre collègue Olivier, c'est à dire mettre en CPS pour travailler sur des politiques, c'est un peu plus compliqué que ça. C'est tous les acteurs au sein de la commune, mais aussi au niveau régional, qui sont susceptibles de pouvoir accueillir, accompagner nos demandeurs, euh futurs demandeurs d'emploi, mais qui dépendront du CPS, qu'on puisse leur proposer des formations ou un accès à l'emploi. Ça va être évidemment une gageure, ça va nécessiter la créativité, mais aussi des moyens et un certain dynamisme. Et nous avons un certain nombre de projets qui vous seront d'ailleurs présentés au comité, euh, du CPS. Et vous allez voir que il y a énormément de projets qui sont en stand-by, sur lesquels nous travaillons et qui vont essayer de faire en sorte qu'on puisse répondre aux défis des différentes exclusions, tout en sachant évidemment que la situation n'est pas simple du tout, contrairement à ce que vous voulez faire croire à travers votre intervention, Monsieur. Euh. Effectivement, 5500 exclus. Je rappelle que toutes les personnes qui vont être exclues, euh, du chômage, vont pouvoir venir demander de l'aide. C'est à dire que nous, sur base de la loi organique, on est obligé de les accueillir en sachant qu'un certain nombre d'entre eux n'auront pas droit, pour les raisons que tu as, que tu as explicité tout à l'heure, des personnes qui sont, par exemple, dans une situation qui, euh, au sein de la famille, il y a déjà un revenu et qu'on atteint déjà un plafond, malheureusement ne pourront pas avoir cette aide et donc seront exclus. On l'estime, je pense à la grosse louche à peu près à 30 % du nombre. Il y a plusieurs chiffres qui circulent, je pense, quand on parle de 30, 25 à 30 % des personnes qui. Euh, Donc, ça fait à peu près 1500 ou 1700 personnes qui viendront. Ça veut dire que nos assistants sociaux doivent les accueillir, ouvrir un dossier traité, voir qu'ils sont pas dans les conditions et leur signifier par écrit qu'ils ne sont pas dans les conditions. Mais c'est donc que c'est une charge de travail qui est là pour laquelle il faut des moyens. J'ai répondu à ça, oui, plus ou moins, Oui, c'est ça. Quand on regarde les projections de budget, sauf s'il y a de l'argent qui va arriver. Non, les principales. Donc, il y a trois sources de financement que je vois pour 2026 et 2027. D'ici 2025, c'est 2020. Je l'ai dit

tout à l'heure en guise d'introduction, quand j'expliquais un peu. 2025, c'est une enveloppe fermée de 26 millions qui va être distribuée à l'ensemble des CPS au niveau national pour déjà amorcer le premier recrutement pour Molenbeek, on parle de 550 000 à 6 100 000 €.

Donc 20 millions dans mon calcul non total.

Ton calcul n'est pas bon, mais je veux bien qu'on fasse un calcul plus précis. C'est pas 500 000.

Là.

C'est des chiffres. Attends, attends Non non.

Non, ici je parle du subside qu'on va recevoir.

S'il vous plaît, est-ce que on peut laisser, Monsieur le Président, terminer son explication? Vous aurez droit à la République après.

Je parle ici des moyens qui vont nous être alloués par l'Etat fédéral. Il y a déjà eu ici la loi Programme qui est sortie. On connaît déjà le cadre. On ne connaît pas encore les modalités précises. On sait, par exemple, qu'au niveau du risque, la première année, c'est à dire vers le 1^{er} janvier, la prise en charge, alors que vous le savez, que le risque, c'est 30 % sont pris en charge par le fédéral et 30 % par la commune. Ça, c'est la clé de répartition qu'on connaît depuis de très longues années. Aujourd'hui, on nous annonce qu'à partir du 1^{er} janvier, par rapport à la vague qui va nous arriver, ce sera 100 %. Donc, il y aura 30 % en plus qui va permettre d'alléger le fardeau de la commune, mais il va rester. Tous les moyens qu'il avait alloués pour le recrutement du personnel. Et là, ce sont des moyens supplémentaires qui sont alloués en fonction du nombre de personnes, je pense. Et là on peut on peut éventuellement essayer de déchiffrer, mais on n'a pas encore des données précises.

Il y a une ouverture, un certain succès.

On parle d'une ouverture d'un certain Brésil sur base du nombre de dossiers. Donc, la situation aujourd'hui n'est pas encore claire. On marche un peu. Non, mais ici, normalement, début septembre, on va déjà y voir plus clair. Mais ça veut dire qu'on va devoir trimer. C'est pour ça d'ailleurs, et je remercie les services que nous avons été proactifs. Nous avons cherché, en collaboration avec cet idéal que je remercie, un lieu pour pouvoir y installer nos bureaux. On a loué Rue. Le site Lavoisier, 1200 mètres carrés et nous allons lancer dans les quelques jours qui viennent une bourse spécifique, ciblée, vraiment axée sur le recrutement des assistants sociaux. Comme je disais tout à l'heure, c'est une profession qui est en pénurie. Donc, nous mettons toutes les chances de notre côté et nous organisons ce qu'il faut pour essayer en tout cas, de pouvoir répondre de la meilleure des manières à ce défi qui nous attend. Olivier Mais, Olivier, Mais alors je n'ai pas vu de question dans l'intervention, si ce n'est des critiques acerbes. Il y avait un côté poétique à ton intervention, Olivier. D'ailleurs, j'étais vraiment. J'étais content d'écouter. C'était beau à entendre, faut le reconnaître. Mais néanmoins. Néanmoins, je reconnais là l'intervention de quelqu'un qui ne connaît pas du tout le fonctionnement d'un CPE, en fait, en tout cas qui fait semblant de ne pas connaître le fonctionnement du CPS. On n'a pas entendu, évidemment, d'avoir ce type de critique pour réagir. Alors, oui, on a de l'ambition, oui, on a de l'ambition de mettre nos demandeurs d'aide au travail, de les pousser vers des formations. Nous, on a de l'ambition, mais nous sommes quand même réalistes. Nous connaissons un peu mieux que certains la réalité du marché du travail à Bruxelles. Et ça ne va pas être simple. Dire il suffit de se pencher. Moi, je me rappelle d'une commission au gouvernement wallon. Vous avez le ministre du maire. D'ailleurs, de cette formation politique, monsieur le maire, qui était interrogé, et le président de la commission, qui était aussi membre du maire. Mais que vont devenir les exclus du chômage? Vous savez, la réponse qui a été donnée, c'est qu'un tiers trouveront du travail pour faire plaisir à monsieur Didier Van Meurisse. L'Autre tiers iront frapper aux portes du CPAS. Et le troisième tiers? Vous savez quoi? Sans gêne. Sans honte. Ils vont passer en dessous des radars. Ça veut dire que les pouvoirs publics prennent des mesures et ils s'en foutent des conséquences. Ça, c'est une réalité chez nous, au niveau du CPS et au niveau du collège, nous avons vraiment l'envie de mettre toutes les chances de nos côtés. Parce que contrairement à certains qui aiment bien brasser le vent, nous avons une parfaite connaissance du marché de l'emploi et on veut que les gens s'émancipent. On veut que les gens puissent trouver du travail parce que pour nous, la grande victoire, c'est que les gens quittent le CVS mais qu'on les accueille d'abord dignement. Et pour

ça, il faut des moyens et des moyens importants pour qu'on puisse les aider et les accompagner à s'insérer sur le marché du travail. Et pas seulement se contenter de s'imaginer que derrière chaque demandeur de personnes au CPS ou derrière chaque chômeur, il y a un profiteur qui n'a pas envie de travailler. Ça existe, oui, mais ça reste une minorité. Merci pour votre écoute.

Merci, Monsieur le président. CPS Monsieur Ahmed Al Kanou, euh je vais. Monsieur Van Mary, j'estime que monsieur a répondu à votre question. Même si il vous a cité, vous aurez le droit à la réplique de toute façon. De toute façon de toute façon. Et donc je vais respecter le même ordre que tout à l'heure de ceux qui se sont inscrits. Et je commence avec monsieur ce Mouloud. Et c'est une minute, monsieur. Mais vous la parole.

Monsieur le.

Président.

Euh. D'abord, pour la campagne d'information, vous dites que c'est en train d'être préparé. Mais euh. Ce sera quand même bien que ce soit un événement public en collaboration avec la commune. Parce qu'on a quand même une fracture numérique qui est très importante dans notre commune. Il ne faut pas que ça reste quand même de manière digitale. Donc, ça, ça pourrait être un événement public, sera bien. Ça a un lien aussi avec mon interpellation de tout à l'heure. Deuxièmement, pour la transparence, mais je trouve que c'est assez transparent. En plus, nous, on a un membre d'Ecolo au bureau permanent. Donc euh, normalement c'est chose rare, mais cette fois ci on a pu l'obtenir. Donc on a quand même eu il y a un suivi qui se fait de cette manière là depuis l'opposition dans le bureau permanent, c'est quelque chose de bien. Et pour terminer, je suis d'accord avec madame De pour que vous compreniez de qui il s'agit, Monsieur Akono, c'est la collègue de Mr Madoui, comme ça vous voyez qui c'est? Et donc euh, je trouve que ce sera quand même bien deux secondes. Oui, oui, ce serait quand même bien que le budget puisse être présenté par les experts du. Merci.

Merci, monsieur. Euh. Euh. O.K Une minute.

Là. Par contre, je n'ai pas entendu de réponse par rapport au travail que ça a fait en une salle avec quiconque d'autre, avec coopération, avec la coopération avec d'autres instances. Comme CPS, comme Actiris et VDB. Et en effet, il n'y a pas non plus de réponse sur euh, c'est quoi exactement le suivi qui sera fait des personnes qui vont arriver et qui sont déjà au CPAS? Euh, d'une manière humaine bien sûr.

Merci.

Euh donc euh, de me voilà au salon.

J'avais posé la question sur les étudiants dans il y a quand même 1200 dans l'enseignement supérieur. Je pense que c'est super, C'est vers ça. Si on peut créer de telles opportunités pour nos jeunes, c'est génial. Et j'avais posé la question sur des chiffres plus spécifiques. Si vous avez des chiffres sur le taux de réussite, l'accès à l'emploi, si maintenant vous dites aujourd'hui c'est pas possible, on a. On vous remercie pour votre transparence, on peut toujours envoyer aussi un mail avec des questions en plus. Merci.

Il y a Sargon. Euh. Euh.

Merci. Oui, euh. Je veux m'insurger quand même contre le raisonnement simpliste et insultant de ceux qui disent que il faut appauvrir les gens pour les motiver à travailler. Donc ça ne correspond pas à la réalité. D'ailleurs, il y a beaucoup de gens qui travaillent, qui sont exclus du chômage, il y en a beaucoup qui suivent leur formation. C'est pas des gens qui se complaisent dans leur situation, qui veulent rester au chômage. Donc, l'enjeu, c'est que on veut forcer les gens à accepter n'importe quelles conditions de travail. Et je répète, on ne va pas les laisser faire. Et j'invite tout le monde à le 14 octobre, avec les syndicats dans les rues de Bruxelles, avec des dizaines de milliers pour arrêter les casseurs sociaux.

Merci Monsieur. Monsieur Van, Merci.

Monsieur le président. Mais je trouve qu'en tout cas le discours de Lucas nous c'est bien terminé. Parce que quand même, après tout, un peu de défaitisme, de plein de cynique, on a quand même fini par comprendre que.

L'ambition, il y avait une volonté de remettre à l'emploi un maximum de personnes. Et moi je l'encourage beaucoup là dessus parce que oui, c'est possible. Les personnes ont des

volontés, les personnes ont des capacités, les personnes ont des compétences. Le CPS dispose de toute une série d'outils qui a déjà fait ses preuves. Et donc je pense que là aussi, il y a moyen d'avoir peut être plus d'augmenter la créativité et d'augmenter un peu la réflexion pour trouver des pistes de solutions qui existent à travers par exemple des partenariats peut être avec le privé, peut être avec certains secteurs d'activité, peut être avec certains euh associations, mais voilà. Donc il y a beaucoup de choses qui peuvent être mis en place. Alors on n'a jamais dit que la situation est facile, que ça va se faire en trois mois, mais je pense que réellement, il y a moyen de d'améliorer les choses et de. En tout cas, cela encourage beaucoup à essayer de continuer sur cette lancée et ne pas toujours nous dire Ah, c'est compliqué! Ah euh le marché de l'emploi, c'est pas facile.

Merci Monsieur Van, merci.

Il y a des possibilités.

Merci monsieur. Euh monsieur.

Oui, monsieur le président. Ben écoutez, moi la différence de mes collègues, je suis quand même extrêmement inquiet et très perplexe. Quoi, hein? Lorsque je vois le budget, je vois 46 002 022 2026, 44 millions, alors que cette année-ci, 43 700 000. Je vous ai dit, hein, plus 5000 pros probables nouveaux bénéficiaires. Certes, 100 % du risque est pris en charge par le fédéral, mais, comme vous l'avez rappelé, président.

Toute l'organisation.

Toute la structure, ce sont les deniers communaux. Euh je vois vraiment pas comment.

Vous allez.

Vous en sortir et je suis le premier frustré.

Merci Monsieur. Monsieur Mahy.

Merci, Monsieur le président. Vous faites depuis le début de la législature dans l'inédit. C'est à dire qu'un acte comme celui là, le budget du CPS en général est soutenu par le collège. Aucun membre du collège n'a pris la parole. M. Diallo, qui a la tutelle du CPS, n'a pas pris la parole. Le bourgmestre faisant fonction, c'est un peu moins son taf, j'ai envie de dire, mais malgré tout n'a pas pris la parole, n'a pas soutenu ce budget des CPS et cette note de politique générale CPS, Ça montre tout le désarroi dans lequel cette majorité est. Et comme je le dis, vous êtes mal parti. Je le dis depuis plusieurs mois et vous continuez dans votre mauvaise direction.

Merci, Monsieur Mali. Euh, Monsieur, Monsieur le président du CPS.

Les répliques de mon ancien collègue, l'ex échevin euh oui, euh j'ai l'impression qu'il est amnésique moi j'ai souvenir. Euh Chaque cas, chaque présentation du C. Du compte ou du budget CPS. A aucun moment, à part UE parfois la bourgmestre ou le bourgmestre. Mais c'est surtout la présidente d'ailleurs qui était membre de votre formation politique qui présentait le budget et ça se limitait à ça. Euh. Donc je vois pas très bien pourquoi on fait un reproche. Si ça peut vous apaiser, rassurez vous, il y a une très belle cohésion au sein de notre majorité, n'en déplaise à Monsieur Olivier Mahy. Pour ce qui est de euh madame, euh de Connect concernant euh la collaboration avec euh. La collaboration avec Actiris existe déjà au niveau administratif pour l'instant. Évidemment, il est clair que dès qu'on va voir plus clair, d'ailleurs, je l'ai dit tout à l'heure, nous n'avons pas encore eu de précisions quant à aux rôles des uns et des autres au niveau institutionnel. Quel sera le rôle d'actrice, quel sera le rôle de VDA dans le cadre de toute l'architecture qui va être mise en place pour pouvoir créer une structure optimale, pour pouvoir aider à l'insertion, euh, sur le marché du travail ou au niveau de la formation des futurs. Euh. Euh. Personnes qui seront accompagnées par le CPS au niveau de l'accompagnement des étudiants. Il est clair que chaque étudiant, madame Agon, chaque étudiant qui. Euh, euh, vient, euh, bénéficier de l'aide du CPS. Dès le moment qu'il obtient cette aide, il est obligé de signer un plan d'accompagnement et donc il est individuellement accompagné par un service spécifique qui s'occupe des étudiants qui s'occupent non seulement du fait qu'ils doivent s'assurer qu'ils suivent leur scolarité même au niveau d'études supérieures et universitaires, que les études soient suivies, et donc ils doivent rentrer un certain nombre d'attestations, même les inciter parfois, quand c'est possible, à trouver un travail d'étudiant pour tout doucement les habituer à l'activité professionnelle. Donc, il y a vraiment toute une, euh, une, je dirais, un dispositif qui existe pour accompagner les. Nos

étudiants ne sont pas une fois qu'ils reçoivent le réel laissé livrés à eux mêmes. Il y a un cadre d'ailleurs légal, qui nous oblige à faire cet accompagnement, et ça se fait d'une manière la plus optimale possible. Euh qu'est ce qu'il y avait comme autre question? Je crois que j'ai fait le tour. Euh. Concernant les actions de communication, j'en resterai là qui euh seront menées. Je rappelle que euh, lorsque nous avons, euh, confectionné notre budget 2025, toutes les mesures, euh, étaient encore très théoriques et donc nous ne savions pas très bien. D'ailleurs, le leitmotiv qui était celui de tous les CPS, c'est d'attendre qu'il y ait des textes légaux pour pouvoir initier, euh, des projets, sans quoi on s'aventurerait dans des spéculations avec euh, des idées qui ne correspondrait pas nécessairement à la, à la, à la réalité. Donc, euh, il est clair qu'il va y avoir eu une modification budgétaire qui va vous être proposée parce qu'il va y avoir un financement qui va nous être, euh, proposé et que, dans le cadre de celui ci, mais aussi de la confection du budget 2026. Il y a un certain nombre de projets qui vont être implémentés dès le début de l'année 2026, et qui vont se retrouver dans le budget 2026. Merci à toutes et à tous pour votre écoute. Et je voudrais juste conclure, Monsieur le bourgmestre, si vous le permettez, c'est de vous rappeler que le fait de rappeler à tout le monde que le CPS, c'est pour nous une institution, comme je l'ai dit, qui est très importante, c'est le dernier rempart avant que les personnes ne tombent dans dans la misère la plus totale. Et nous sommes tous responsables du fonctionnement du CPAS. C'est pour ça d'ailleurs que j'invite mes collègues majorité opposition à travailler tous ensemble, main dans la main pour pouvoir être créatifs. Et nous sommes, nous, ouverts à tout projet qu'on pourrait implémenter, qui pourrait s'inscrire dans notre vision et dans la politique. Nous voulons impulser au niveau du CPAS et donc à travers cet appel que je lance, c'est pour vous dire qu'il n'est pas question ici de de s'opposer par rapport à la gestion du CPAS. Oui, d'exiger une gestion euh, draconienne, une gestion transparente, beaucoup de rigueur dans la gestion. Mais pour les projets qu'on peut implémenter, pour la l'accueil, l'accompagnement de nos demandeurs ou de nos futurs demandeurs, je crois qu'on doit tous être ensemble, main dans la main, pour permettre aux citoyens qui bénéficient de notre aide de pouvoir vivre dans la dignité. Merci pour votre écoute.

Merci Monsieur le Président de CPS et merci à vos collaborateurs, collaborateurs qui vous ont accompagnés. Euh, il y a Monsieur le Bourgmestre faisant fonction qui veut intervenir à vous avant Monsieur le Bourgmestre. OK, allez y.

Pour aller dans le sens que je.

L'ai.

Dit tout à l'heure, je voudrais vraiment remercier tout le personnel du CPS qui s'est investi corps et âme pour pouvoir vous présenter un budget. Ça a été un exercice extrêmement compliqué, extrêmement difficile, avec toutes les contraintes qu'on nous fait subir, que ce soit le secrétaire général en fonction, monsieur Pascal, le buveur, euh notre receveur, Recevez Monsieur Niels. Que ce soit Thierry Bex, le directeur, mais aussi toutes les personnes dans l'ombre qui ont travaillé, comme d'ailleurs notre équipe ici au sein de la commune, qui ont confectionné le budget. C'est du travail jour et nuit qui a été fait avec énormément d'heures sacrifiées, souvent au détriment des familles respectives. Et je voudrais vraiment les remercier chaleureusement. Et je suis sûr que vous allez joindre votre voix, la mienne, pour ces remerciements. Merci à vous.

Merci, Monsieur le président. PPS Effectivement, nous remercions, euh, vos collaborateurs et tout le service concerné. La parole à Monsieur le bourgmestre.

Je me joins tout à fait donc à ces remerciements. Et donc je voulais dire que nous soutenons bien évidemment le CPAS et également nous soutenons, euh, la présentation et nous avons validé cette présentation du budget. Je voulais quand même, euh, puisque j'ai été interpellé, je voulais quand même dire que nous allons même aussi travailler sur, euh, sur euh, ce qui concerne aussi l'emploi, puisque on va on travaille déjà dans un comité de pilotage qui est en fait, euh, dans le cadre de la Maison de l'emploi, et nous allons intensifier ça même par rapport aux mesures dont j'ai parlé, l'approche holistique. Je voulais aussi dire que, si on devait suivre le raisonnement qui a été émis, euh, et si on avait effectivement la personne qui l'a, qui l'a dit à la tête du CPS précédemment, je pense qu'on aurait pas eu, en fait, les résultats ou en tout cas le nombre qu'on a eu pendant les six dernières années. Heureusement qu'on a eu

finalement. Madame Bastin, qui est donc du même parti et qui est profondément attaché à une approche sociale et qui n'a pas du tout suivi cette, euh, cette approche là. Elle comprenait en fait le marché du travail et les personnes fragilisées. Mais je pense que si le raisonnement que vous avez tenu était valable, on aurait eu une diminution du nombre de personnes. Euh donc euh, avec une aide sociale, chose qui ne s'est pas produit puisqu'on a dû augmenter notre dotation. Et le nombre de ces, de ces, euh, de cette aide là, de nombre de personnes assistées a plutôt augmenté. Donc, elles n'ont pas été mises au travail. Elles n'ont pas du tout, euh, été, euh, capable finalement de, de de pouvoir s'assumer, d'aller directement chercher du travail malgré les efforts faits par tout le service du tous les services du CPAS et à la tête de laquelle, euh, desquelles il y avait. Donc. Madame Bastin Je pense que elles travaillent pas du tout dans cette logique là. Elle a travaillé plus en accord avec la situation de ces personnes là qui. Ce qui n'est pas une situation euh, Enviale et qu'il faut aider. Je pense que ça, c'est vraiment la, on va dire, la vocation du CPAS. Et c'est la vocation, pas simplement des partis de gauche, mais aussi il y a d'autres personnes qui comprennent la situation de de ces personnes là et qui, voilà, qui travaille au plus près de de leurs préoccupations et de leurs capacités.

Merci.

Merci. Euh, Monsieur le Président, En fonction, Monsieur Milice, je vous en prie.

Le collègue, effectivement, prend la parole et c'est toujours les conseillers communaux qui ont le dernier mot ici, Monsieur le bourgmestre, qui a effectivement été rappelé pour dire qu'il n'avait pas soutenu. Mais effectivement, il en parle, je le comprends et je l'entends, mais c'est quand même toujours les conseillers qui ont le dernier mot. Et c'est vrai que par habitude, l'ensemble des chefs de groupe remercie les équipes du CPS du travail qu'ils font. Mais voilà, c'est la tradition est un peu être un peu parti, vous le rappelez. Merci.

Euh je vous remercie, monsieur le ministre. Non, la la transition n'est pas partie. Et si les chefs de groupes veulent prendre la parole, il n'y a pas de souci. Je vous en prie. Parfait. Euh oui euh. Allez y s'il vous plaît. Sur le chemin.

Euh déjà merci, euh monsieur et euh à l'ensemble de du personnel, euh. Euh votre euh, administration pour ce travail effectué. Moi, je n'ai pas plein de choses, c'est parce que j'ai été cité, mais nous faisons partie d'un collège dont le président du CPS fait partie de ce collège, et nous le soutenons. Et on est aux frais du CPS et on s'engage pour vous accompagner le maximum, pas que, seulement dans ce qui nous, on, on. On se prépare pour faire face à ce qui attend Molenbeek et notre commune. Merci pour le travail.

Merci Monsieur Diallo. Euh Voilà. Donc euh, merci chers amis. Donc nous allons. Oui.

Le collègue a.

Pris la parole. Je.

Ah oui, c'est ça. Euh Ben j'ai. Effectivement, je l'ai dit tout à l'heure.

Euh, Monsieur le Président.

Après, après l'intervention de Monsieur Mehdi, allez y.

Je ne vais pas être très long, mais euh, à un moment donné, lorsqu'un collègue, euh, souhaite soutenir la politique de son CPAS, il intervient en premier pour introduire et pour soutenir le propos qui va être tenu. Ça, c'est la première chose. Ensuite, quand l'échevin tutelle CPS intervient, ben apparemment il a un bout de note de politique générale. Je sais pas, on aimerait vraiment bien connaître cette note de politique générale où on parle notamment du CPS. Un pan extrêmement important dans une politique communale, c'est quand quelle va venir cette note de politique générale? C'est extrêmement important pour les débats futurs parce qu'à chaque fois on se dit mais on va vers où? Quelle est la logique De votre majorité. C'est important et vous le savez. C'est fondateur pour vous et c'est extrêmement important pour nous, pour comprendre votre fonctionnement et surtout appréhender votre politique sur les années qui viennent, pas simplement sur le fait. Budget CPS 2025 2026. Mais qu'est ce que va t'il se passer dans les années qui suivent? Et seule une note de politique générale peut nous éclairer là dessus. Et elle manque.

Merci Monsieur. Monsieur le.

Président. Merci, Monsieur le président. En fait, c'était vu comme veut veut la tradition. On voulait remercier effectivement les équipes. C'est vrai que lundi, pendant la section réunie, on a entendu quasi que Monsieur, pas les autres équipes parce que bon, on connaît Monsieur

s'il a bien parlé, mais en même temps, c'était pas aussi une séance très technique parce que c'était plutôt euh. Il nous a donné des explications sur le programme de politique générale et pas le budget. Donc, ce qui explique un tout petit peu pourquoi, mais comme lui, il dit de toute façon que l'année prochaine on reviendra à une présentation de budget classique. Mais évidemment, nous le savons bien que derrière toutes ces présentations et ce budget, il y a des équipes qui sont derrière. Et sans eux, on ne fera pas grand chose. Et un grand remerciement pour.

Ce.

Ces personnes. Voilà. Merci.

Merci Monsieur Saint-Loup. Voilà. Euh. Donc, chers amis, nous allons euh, interrompre la séance pour euh, euh, quinze minutes. C'est l'occasion de se rafraîchir, mais aussi l'occasion pour les techniciens pour essayer de rétablir le problème technique que nous avons pour poursuivre normalement notre conseil communal. Merci à vous. Quinze minutes. La technique ne le permet pas. Ce soir, je vous remercie pour votre compréhension. Donc le. Le point.

Suivant.

Donc, c'est. Ça concerne le Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives. Alternatives. Convention 2024. Alternatives. Est ce que je peux avoir l'unanimité? Il y a eu Garcia Fernandez.

Alors pour le point 20. Pourriez vous s'il vous plaît préciser comment la commune entend concrètement utiliser l'enveloppe de 100 et 6 439,1 29 € prévus par la convention? Et plus précisément, combien de personnes seront recrutés, avec quel profil, quelle mission? Quelles seront les modalités de suivi et d'évaluation de l'efficacité de cet accompagnement des mesures judiciaires alternatives. Je vous remercie.

Merci, Madame, Monsieur le bourgmestre.

Merci, Madame la conseillère. L'approbation par le Conseil communal et la signature de cette convention impliquent que la Fédération Wallonie-Bruxelles mette un montant de 100 et 6000 439 000 € virgule neuf annuel à disposition de la commune de Molenbeek, afin de prévoir la mise au travail de personnel, à savoir un niveau A et un niveau B recrutés en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives. L'année 2024, notre administration a déjà réceptionné 85 551 zéro zéro 0 €, et le solde ne sera perçu qu'après vérification des pièces justificatives. Ce qui est aussi à remarquer, c'est que, à chaque passage au conseil comme communal. Il est demandé d'approuver cette convention plus tôt dans l'année ou dans l'année sus visé, ce qui est difficile vu que nous sommes tributaires de la fédération pour l'envoi des documents des documents originaux. La convention 2024 a été réceptionnée en juin 2025, ce qui n'a peu d'importance vu que nous avons déjà réceptionné 80 % du subside 2024, et donc les montants sont aussi forfaitaires EU et sont identiques pour toutes les communes du royaume.

Merci. Est ce que nous pouvons approuver le point? Oui. Madame Griset, Finlandaise.

Et de niveau B. Ce que vous dites est très intéressant, mais vous répondez absolument pas à ma question quand je vous demande combien de personnes seront recrutées, quels sont les profils et les missions, les modalités de suivi, d'évaluation. Si vous voulez, je vous envoie la question par écrit.

Oui, on va faire ça.

Merci.

Merci. Euh. Pouvons nous passer aux points suivants? Le vote à l'unanimité. Merci. Points 21 Affaires judiciaires. Accès au stade Edmond Martin. Confirmation de l'ordonnance de police du bourgmestre faisant fonction. L'installation d'un système de ticket combi bus pour tous les. Les matchs de la saison du football 2025 2026. Monsieur le Bourgmestre.

Euh pardon, juste pour euh. L'explication. Depuis le 2021, en prévision de chaque saison de football du Red M. La zone de police sollicite une ordonnance du bourgmestre qui lui permet d'interdire l'accès et la présence de supporters problématique dans les environs immédiats du stade, les le jour des matchs, l'interdiction prend en cours 5 h avant le début du match et prend fin 5 h après la fin du match. Un périmètre a été délimité par la zone de police, et les supporters concernés sont ceux qui font l'objet d'une interdiction de stade en application de la loi du 21 décembre 4 non 28 relative à la sécurité lors des matchs de foot. Cette ordonnance doit être

confirmée par le conseil communal de ce soir. À défaut, elle cessera de produire ses effets. C'est une convention qui est en fait annuelle. Elle est passée euh, toutes les années ici depuis que le, le, le le.

Le.

Le club. Euh donc, euh, à ces, euh, ces matchs, donc, euh, de sur notre territoire.

Merci, Valence. Bon.

Je pense que là, vous venez de parler du numéro 22. Est ce que c'est possible? Comme système, ni installation, ni périmètre. En fait, moi je veux faire une question sur point 21, mais je pense que Monsieur le bourgmestre vient d'expliquer le point 22. C'est possible. Je lance ma question ou j'attends l'explication? Onze Wolfgang von Bruegel. Foundation system all in you start. Is the hooligans. Adopter van der Ticket comme système. De système. Je. Vis à Molenbeek. Est ce que ça serait efficace et effectif pour éviter encore des dérapages comme les hooligans et leurs attaques racistes d'il y a quelques mois? Merci.

Il y a. Le micro de Monsieur le bourgmestre, s'il vous plaît.

Oui, effectivement. En fait, c'est une mesure qui est donc une mesure de prévention pour éviter qu'il y ait des problèmes puisque quand ils viennent en bus, ils viennent de façon organisée et pour éviter tous les transports ou en tout cas tout. Euh, on va dire l'éparpillement de tous les supporters, euh, dans d'autres, euh, on va dire dans les autres transports et avec un potentiel éventuellement.

De.

De de difficultés, de difficultés même, euh, Lier éventuellement même deux fois, à une bouteille qui se trouve au pied de la chaise de la secrétaire. Mais donc en fait, voilà, c'est vrai, c'est une mesure qui est qui est fortement utilisée par nous maintenant, euh, pour le. Pour ce qui concerne les incidents, la ratonnade qui a eu lieu le 4 mai, si c'est le 4 mai que ça a eu lieu, Oui, le 4 mai. Eh bien, euh, si cette mesure avait été appliquée. Mais là on parle de milliers et de milliers de de. Je crois que c'était 20 zéro zéro zéro ou 25 000 supporters, donc c'était pas prévu. Nous, on le prévoit. Et vous avez aussi remarqué qu'il y avait une demande de jouer un match ici à Molenbeek, et nous avons interdit le stade à tous les supporters, euh, des des équipes parce qu'il y avait des problèmes. On nous avait. Il y avait une analyse qui avait été faite et dès que cette analyse de la police est faite, nous on refuse. On a refusé. Donc on a décidé de ne pas accepter. Et finalement, cette finale, euh, qui était une finale de de féminine de football ou les ou en fait les les supporters avaient même été interdits de stade à plusieurs reprises. C'était dans l'analyse. Nous avons décidé d'interdire les supporters, si ce n'est la famille proche. Et finalement, comme il s'agissait quand même d'avoir des rentrées d'argent, ils ont décidé d'aller ailleurs. Nous, on voulait la quiétude pour notre quartier, surtout que ça ne concernait pas vraiment notre commune puisque ce n'était pas une une une équipe de Molenbeek. Donc nous, nous l'avons décidé maintenant faire. Pour ce qui concerne les autres matchs, ça c'est en fait des dispositifs différents. La capacité beaucoup plus grande au Heysel. Et encore, comme je l'ai dit, euh, l'autre fois, ça ne devait pas arriver, Ça ne concernait pas Molenbeek, ni le territoire de Molenbeek au niveau de la sécurité et la mesure de sécurité qui avait été prise et qui est prise généralement dans ce genre de match, mais qui va changer à la suite de ce qui s'est passé à Molenbeek. C'est qu'il y a donc une rame de métro qui est prévue et qui part de la gare, la gare centrale, jusqu'au Heysel. Et cette rame n'aurait pas dû s'arrêter. Comme vous le savez, elle s'est arrêtée. Et donc c'est là où il y a eu des problèmes, puisque des gens alors se sont éparpillés et sont venus sur notre territoire pour, euh, leurs méfaits. Donc nous, on décide de faire comme ça. Et la police, généralement veut vraiment une sécurité à ce niveau là. Par ailleurs, je voulais dire aussi que par rapport à nos supporters, donc les supporters de R ou DM, et non, à part un ou deux incidents, il n'y a jamais eu de problème avec les supporters de notre équipe. Il y a comme ça de temps en temps, des problèmes en dehors de la zone de sécurité. Mais généralement, franchement, pour la. Pour ce qui concerne les supporters de l'équipe de notre équipe de RBM, il y a eu un seul ou deux incidents sur un nombre d'années important. Voilà.

Merci monsieur le bourgmestre. Euh voilà ce que il y a.

Il y a eu. De très belles cartes. Tout. De même, des tickets de bus, euh etc. Il y a une problématique. Euh. Supporters sur quelques. Périmètres. Who get it up the in one of the bin perimetre. 4 h pour sortir dans un moulin. Une bonne bécane. Pour.

Mon micro.

Donc l'objectif est bien d'éviter qu'il y ait justement eu des problèmes avec U, donc eu un impact négatif par rapport au quartier. Les bus sont euh affrétés au niveau de de la ville d'origine et y viennent. Les supporters viennent avec ce bus jusque dans le on va dire dans l'enceinte de notre stade. Donc il y a aucun. Il y a zéro impact au niveau de notre quartier. Euh, pour la deuxième partie de votre question, c'était.

Comment s'est passée.

Qui.

Ont la première question sont plutôt.

Sur le rapport à l'identité de ces supporters qui vont acheter des tickets, qui vont venir avec.

Le bus.

Oui.

On va voir que c'est des personnes qui sont problématiques ou pas problématiques. Donc c'est à dire que les personnes qui sont aujourd'hui, on va dire les gens qui ont été à Molenbeek peuvent venir euh, voilà, euh, taper des gens, est ce que ils seront aussi capables d'acheter un ticket bus combi et comment venir au match?

Non, non, c'est vraiment. En fait, il y a un partenariat, donc c'est ce qui est demandé en fait à la fédération, au donc à l'association des supporters, aux clubs de foot, de gérer en fait, cette, euh, cette, euh, ce transport de supporters. Et il n'est pas question, en fait, que les tickets sont en fait vendus, c'est pas une place dans le stade, c'est vraiment la place pour le transport et c'est géré en partenariat avec une, euh, une collaboration qui a pour objectif justement d'éliminer tout risque d'avoir des problèmes dans notre quartier. Euh. Donc c'est vraiment bien contrôlé. Et euh, avec ce système là, il est possible aussi d'adapter s'il y a des problèmes. Le moindre problème, on peut aussi réagir pour la fois prochaine, éventuellement pénaliser les le club, et cetera. Et nous, ça, ça viendra en fait, dans l'analyse prochaine de la police qui va donc euh, qui va donc rédiger un rapport négatif pour l'un ou l'autre club, et on ne fera plus. Alors, ils seront pénalisés pour ce qui concerne notre stade.

Merci, Monsieur Bourgmestre. Euh, monsieur Van Meurisse.

Euh, j'aimerais simplement rebondir sur un élément que le bourgmestre faisant fonction a donné lors de sa première réponse. Parce que si je ne me trompe pas, vous avez dit que pour les matchs importants futurs. Donc pour éviter un peu ce qui s'était passé au mois de juin avec les attaques, euh, à Molenbeek, que il y avait une disposition pour que les supporters partent de la gare centrale pour aller vers le Heysel. Mais s'ils font ça automatiquement, ça signifie qu'ils doivent descendre à un arrêt MBK, principalement en bécane, pour se lancer de ligne, puisque la ligne qui va qui passe par la gare centrale, ce n'est pas la même ligne que celle qui va au Z. Donc ça signifie qu'il faut descendre, s'arrêter dans un arrêt MBK, donc là aussi, voir si ça n'a pas un impact en terme de sécurité.

Oui, monsieur. Monsieur.

Merci, Monsieur le président. Je voulais juste faire remarquer que il y a un ordre à soutenir, c'est à dire que les conseillers interpellent, puis il y a la réponse qui vient du collègue. Et puis refaire simplement ça.

C'est une démarche exceptionnelle parce que, bon, le. Il y a eu une première présentation, mais merci pour la remarque, euh, monsieur, euh. Le bourgmestre.

Donc, en ce qui concerne les matchs qui vont, qui ont lieu en fait au Heysel, euh, c'est pas nous qui gérons ça parce que nous ne sommes encore une fois, comme je vous l'ai dit, pas du tout concerné, mais j'ai eu toute l'explication. La RAM, c'est une RAM spéciale qui est censée ne pas s'arrêter justement aux différents arrêts. Elle part de la gare centrale, elle fait son ses manœuvres pour justement ne pas s'arrêter, ne s'arrêter à aucune autre station. La station suivante, c'est en fait le Heysel et c'est là où ça ne devait pas normalement avoir de problème. Mais il y a eu à l'intérieur de ces trams des détériorations, des. Voilà, ils ont ils ont réussi en fait à créer un problème technique et la STIB a dû arrêter à sainte Catherine. Et c'est là en fait qu'il y a eu les. En fait, les personnes, je ne sais plus comment on les appelle, qui

sont là normalement pour essayer de contenir. Les supporteurs qui étaient censés les maintenir dans la station ont été débordés. Il y avait quand même pas mal de monde et ces gens ont pu sortir. Voilà.

Merci. Est ce que nous pouvons euh, approuver le point. Merci. Le point 22 22.22. Donc euh. Euh, affaires judiciaires. Donc confirmation de l'ordonnance de police.

Expliquée, là.

Tout à l'heure.

On peut aussi. En fait, on a. Nous avons traité les deux points en même temps. Est ce que nous pouvons. Euh. Merci. Approuvé. Alors le point 23. Euh, c'est concernant l'enseignement francophone. Euh. l'Enseignement maternelle et primaire. Déclaration des emplois vacants du 15 avril 2025. Voilà pour vous, monsieur. Euh, oui, s'il y a des conseillers qui veulent intervenir. Monsieur.

Monsieur Mélisse.

Merci, Monsieur le président. Simplement une petite question. On dit voilà les emplois vacants au 15 avril. Euh, on les déclare maintenant. Il me semble qu'on est déjà quand même le pas loin du 31 août. Et donc, euh, je me demandais si c'était logique quand ils ont des éclaircies, mais bon, c'est peut être dans la logique des choses. Merci.

Okay. D'autres intervenants. Okay. Bourgmestre.

Donc euh, effectivement, en fait, ça se passe toujours comme ça. C'est lié en fait aux rythmes scolaires. Et donc euh, il y a toujours en fait, euh, une difficulté, enfin c'est pas une difficulté, mais c'est c'est en fait lié à ces rythmes là. Et si vous voulez, je vous donne vraiment le détail, mais je l'ai, je l'ai déjà entendu, c'est lié vraiment à ces rythmes scolaires là, Il est pas possible en fait de la présenter euh en fait, euh, euh plutôt parce qu'il y a aussi des gens qui ne viennent pas, et cetera. Donc il y avait il y avait une des raisons, c'était le fait que il y avait un, on va dire, euh, une masse de professeurs qui étaient d'instituteurs, qui étaient en fait, euh, euh, potentiellement, en fait, déterminé ou en tout cas, euh, donc fixé pour, euh, pour septembre, mais la date du début de ce genre de recrutement ou de liste commence au mois d'avril. Mais elle n'est pas terminée suffisamment tôt, parce qu'il y a aussi des gens qui partent, et cetera. Et donc c'est pour ces raisons, une des raisons principales pour laquelle ça se présente maintenant.

Merci, monsieur Mélisse.

Merci, Monsieur le bourgmestre. Je ne vais pas vous casser la tête plus que ça, parce que c'est vrai que c'est un domaine assez compliqué au niveau des nominations et des vacances, c'est clair.

Mais j'ai.

Une boîte de Dafalgan, donc vous, vous me cassez pas la.

Tête.

Est ce que nous pouvons approuver le point? Merci. Alors point 24 Règlement de travail. Annexe deux Congés et temps de travail. Dispenses de services. Modifications. Oui monsieur. Juste une question de clarification peut être. Je n'ai.

Pas compris, mais j'aimerais bien le.

Dire quand.

Même. En fait, ma première question.

Quand.

On parle essai de.

Règlement.

Du changement de.

Règlement.

Est ce qu'il y a une concertation.

Avec.

Les partenaires sociaux? Premièrement, je pense que ça, c'est les compétences aussi de ces partenaires sociaux. Euh deuxième question, en fait, je voulais savoir en fait, la phrase l'argent qui, en vertu du régime de travail qui.

Lui est.

Applicable au ou.

En raison.

Des nécessités de service et obligé de travailler. Est ce que vous pouvez expliquer un peu plus sur ce à cette phrase, ce paragraphe. Et puis ici on parle d'abroger en.

Fait.

Que on veut plus parler de limiter dans les 30 jours. Est ce que c'est bien ça? Donc avant l'ancien règlement.

On.

Dit s'il y a des compensations à.

Prendre.

Il faut le prendre endéans.

Après les 30 jours, après l'octroi.

De.

Ces compensations. Est ce que ici.

On dit.

Il y a plus de limite? Tu peux le prendre même après au delà.

De 30.

Jours. Est ce que c'est bien ça?

Euh merci monsieur le bourgmestre.

Ma réponse sera courte. Oui, et il y a eu une concertation puisque ça a du faire, ça a dû passer donc euh, au comité de concertation avec l'avis de tous. Et c'est même une demande, en fait, des, euh, des syndicats pour, euh, pour obtenir. Parce que aussi le voilà, les personnes impactées, c'est des personnes qui doivent s'occuper de de personnes handicapées, c'est très lourd. Et donc on a rajouté en fait, euh, ces jours là, pour pouvoir justement, euh, un petit peu aussi rendre plus attrayant aussi les notre, notre, euh, l'administration, parce qu'il y a des gens effectivement qui, sinon devaient prendre des jours, et cetera, et ces jours là sont en fait en dehors du pot des congés. Voilà.

On a Comment attirer.

L'argent qui, en vertu du régime de travail. Qu'est ce que ça veut dire ça?

Excusez moi, reposer la question, j'ai pas.

Compris, mais.

Moi je suis en train de lire en fait ce qui est marqué ici. Vous dites voilà, il y a du changement, vous avez expliqué, il y a pas de souci jusque là. Mais il y a cette phrase l'agent qui est en vertu du régime de travail qui.

Lui.

Est applicable ou en raison des nécessités de service et obligé de travailler d'un côté.

Pour dire en haut.

Ces jours là, le vendredi avant le Noël.

Non, excusez moi, vous lisez, en fait, il y a des virgules, et cetera. Et c'est pas c'est parce que il est pas obligé de travailler. J'ai dit il y a il est marqué, là, l'agent qui, en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités de service, est il est obligé par par son truc, est obligé de travail, obtient en substitution des jours de congés qui peuvent être pris à sa convenance et selon les nécessités de service. Donc c'est pas c'est pas il est obligé de travailler et c'est simplement que pour lui, il y aura un traitement différent de. Il y aura un traitement différent par rapport que s'il est obligé de travailler en substitution de ce genre de travail. Euh, il devra. En fait, il a une. Il a en fait une compensation de jour.

Euh ouais, c'est ça. Mais en fait, la phrase à écrire tous les départs et à facturer les collègues. C'est pas clair non plus. Est ce que vous pouvez faire clairement?

Voilà voilà.

C'est simple.

Oui, il y a madame la secrétaire communal qui va intervenir ici.

Non, mais ici c'est simplement ce qui est modifié par rapport au règlement, c'est que maintenant, quand ils ont une compensation parce qu'ils ont dû travailler avant la compensation, ils devaient les prendre dans les 30 jours à la demande des syndicats et sur volonté, euh, du collège, c'est ce n'est plus dans les 30 jours. On peut le prendre au delà. C'est juste ça qui change.

Oui, ça veut dire ce qui est ici, c'était dans.

Le texte que vous avez dans les considérants, c'est l'extrait du règlement qui est d'application. La seule chose qui change, c'est que, au lieu de devoir les prendre, la compensation dans les 30 jours, on autorise à la prendre au delà pour faciliter le travail et le maintien des services en fonctionnement. C'est tout.

Clair pour moi, mais je trouve quand même qu'on a dit que certains travailleurs que nous n'étions pas récupérés ce jour.

Là. Non, non, c'est tout le monde la même chose. Quand ils devront, s'ils doivent travailler, ils ont droit à une compensation et la compensation, au lieu de devoir la prendre dans les 30 jours maintenant, ils pourront la prendre au delà.

Des séances si on ne veut pas de mettre ainsi sur l'établi le nucléaire.

Écoutez, nous on n'a pas eu de remarques en En concertation des syndicats et de l'ensemble des partenaires sociaux, donc.

On le sait parce que vous.

Le dites.

Vous-même oralement. Donc, c'est tout ce qui est. C'est clair.

En tout cas, en tout cas, merci. Est ce que on peut avoir le micro de Monsieur le bourgmestre?

Vous avez. Vous avez raison. C'est simplement qu'il faut dire que. Obtient une substitution des jours de congé. Euh. Donc là, il y a. Il y a En fait, on va. On va rectifier la phrase parce qu'effectivement c'est. C'est c'est c'est un peu. C'est pas si clair que ça. Donc, il faut simple, dire que. Il faut. En fait, en substitution, il peut prendre ces jours de substitution à sa convenance. Voilà, on va changer la phrase. C'est exactement ce.

Que.

Vous.

Savez, ça.

A changé la phrase.

Après.

Merci monsieur. Est ce que nous pouvons euh, approuver le point? Euh. Merci. Si je peux juste faire une petite remarque à tous les conseillers. Alors lorsque il y a que les conseillers qui se sont inscrits au départ qui pourront répliquer, Alors je vous invite, si vous êtes pour ceux qui n'ont pas pris la parole au départ, qu'ils ne la prennent pas. Je vous remercie. Nous allons vers le point 25. Finances. Budget communal 2025. Modification budgétaire numéro zéro un 2025. Euh Monsieur, vous pouvez tous vous inscrire. Donc je Je peux voir vos noms. Ça, c'est déjà une très bonne nouvelle. Euh Voilà. Non. D'abord, explication. OK Monsieur Houari, Monsieur le chemin des finances. Allez y.

Merci, Monsieur le président.

Donc, c'est une modification budgétaire très simple. Elle concerne deux points. Donc deux points liés à des subsides, à des financements. Donc, euh. D'où la nécessité de faire passer cette modification budgétaire. La première modification concerne, euh, les crèches. Donc, il s'agit d'une modification budgétaire, un service ordinaire, un montant de d'environ 120 zéro zéro 0 € en recettes et en dépenses dans le cadre de l'augmentation de la capacité de la crèche Liverpool à septembre 2 places. La Cocof avait accordé des subsides pour la construction de la crèche six quais de Liverpool sous certaines conditions, dont celle de pourvoir à septembre 2 nouvelles places en crèche sur le territoire de Molenbeek suite au problème de la crèche Reine Fabiola qui ont conclu, qui ont conduit dans un premier temps à son déménagement et à. Suite à sa fermeture, les nouvelles places n'ont pu être ouvertes afin de ne pas devoir restituer le subside d'environ 2 800 000 €. Ces subsides, qui avaient été accordés initialement une demande de réaffectation de subsides a été demandée, ce qui implique d'augmenter la capacité de la crèche à 70 places, c'est à dire une augmentation de 30 places d'ici février 2026. L'augmentation de la capacité de la crèche donne droit à des subventions supplémentaires pour du personnel. Ces subventions vont couvrir une partie du personnel existant, pas encore subsidiaire à 100 %, 100. Ainsi que du nouveau personnel nécessaire afin de respecter les normes d'encadrement imposées par l'ONI. Ensuite, la deuxième modification concerne le service extraordinaire. Elle concerne juste un point et donc il s'agit d'un montant de 249 086 € en recettes. Et bien sûr, en même temps en dépenses.

Dans le cadre du financement du programme Whipple, la commune a reçu un courrier de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 17 juillet 2025, annonçant l'octroi de nouveaux prêts aux communes. Donc, ce sont des prêts non remboursable, bien sûr, aux communes pour le développement de solutions informatiques applicables dans les domaines de la gestion des ressources humaines. Donc, voilà, c'est la deuxième modification. Il n'y a. Il y a juste ces deux points qui sont concernés par la modification budgétaire numéro un de l'exercice 2025. Merci. Merci, monsieur. Euh, Houari, euh, monsieur.

Euh, je comprends les modifications budgétaires, mais moi c'est juste euh, j'ai du mal à comprendre avec ces sept accueils de septembre 2 nouveaux enfants par parce qu'on dit on accueille 62, il y a la crèche à Liverpool et les crèches gens du truc, on diminue à 42 mais encore augmenté de 30 unités pour arriver 62 mais on augmente ou ces 30 unités?

Pour atteindre OK, nous prenons les interventions.

D'abord, c'est une question.

De compréhension.

Parce que je je suis un peu perdu dans les considérants et.

Je.

J'arrivais pas à comprendre.

Eh bien, merci, madame Garcia Fernandez.

Merci, Monsieur le président. Je vais être exactement là.

Monsieur. Euh, d'accord, Monsieur Mali.

Oui. Au sujet de des fonds alloués, euh, aux programmes informatiques. Vous avez dit ça, hein? Pour, euh, il s'agit de de fonds qui sont alloués à un programme, un développement qui est déjà en cours ou bien à venir.

Merci me valoir de connaître.

Ma question est un peu la même chose que mon collègue Monsieur Tom. Donc à ce que j'ai compris, le Cocof a fait un subside pour 62 pour allez, on va dire 62. Euh. Personne a les places, on va dire, il y a 42 qui vont être déplacés. Donc euh. Mais ce que je ne comprends pas, c'est exactement, c'est euh, le lot, l'accord de subside, l'ONE, qui est quand même sur septembre, qui est quand même repris sur 62, alors qu'il y en a 42 qui sont partis. Donc j'ai pas bien compris qu'est ce que le changement de loi neuf fait avec les 62, alors qu'il y en a 42 qui sont plus là? Voilà, c'est tout.

Merci. Euh monsieur l'échevin.

C'est moi qui vais.

Ah! C'est toi? Ah! D'accord. Alors, monsieur le bourgmestre. Il voulait que. En tout cas.

Encore une question de base, juste pour bien comprendre le prêt de 2049. 249 000 € c'est non remboursable. On ne doit jamais rembourser ça à la région. C'est en fait, c'est un subside. Ils appellent ça un prêt, mais c'est une subside. OK, ok.

Donc le premier ministre.

Donc, c'est moi qui ai les compétences de crèche. C'est pour ça que je me permets de répondre. En fait, il s'agit de deux crèches. Vous avez la crèche Liverpool et la crèche. Donc Reine Fabiola, il était prévu en fait de construire au niveau de donc du bâtiment, euh, qui se trouve, euh, je pense, euh, c'est en fait la nouvelle localisation aux quais de Liverpool. Il était prévu en fait, il y avait un subside pour rénover le bâtiment et il était prévu qu'il y avait là une crèche avec 62 places, nouvelles places, étant donné qu'il y a eu des problèmes avec la crèche. Euh donc euh, Reine Fabiola qui était avenue Jean du Bruck et qui a dû se déplacer, il y a eu 42, 42, 42 enfants. La crèche s'est développée en fait dans le bâtiment qui avait déjà été rénové au quai de Liverpool, et donc il y avait 42 enfants. On n'avait pas d'autre possibilité. Il a été demandé à la Cocof s'il était possible, en fait, de considérer ces enfants là, parce que trouver, on avait un délai assez court. On avait cette crèche qui fonctionnait, on ne pouvait pas la déplacer. Donc on n'a pas trouvé de de lieu pour la déplacer, plutôt pour quelques pour quelques mois finalement, parce que c'était maintenant à la fin de cette année, si il fallait ouvrir cette crèche avec 62 72 nouvelles places pour ne pas perdre le subside, il a fait une demande pour lui demander s'il était possible de considérer ces 42 enfants comme étant en fait cette comme faisant partie de ce bâtiment, donc de cette crèche là, et de pouvoir ne plus que demander en fait, de rechercher 30 nouveaux enfants pour arriver à la capacité

de 62 enfants. Donc, septembre 2 enfants ne sont pas 62 nouveaux enfants. La dérogation qu'on a obtenue, c'est 42 qui venait précédemment de l'autre crèche et on en a 30 nouveaux. On arrive à la capacité de 62. Et ça, en fait, la Cocof, là, l'a accepté, ce qui nous permet, ce qui nous permet de ne pas devoir rembourser la subvention qu'on a reçue pour le bâtiment. Voilà, c'est ça, Exactement.

Merci, Monsieur le bourgmestre, Monsieur Houari.

Donc voilà, je vais répondre par rapport à l'autre question, euh, par rapport à Weapons, donc programme informatique. Donc c'est un programme qui est déjà en développement. Monsieur Mahé, vous répondez, vous posez la question Euh, donc c'est un subside auquel on s'attendait pas, donc c'est un subside supplémentaire. Donc c'est une bonne nouvelle. On le prend bien sûr. Et donc, par rapport à votre question, madame, euh, on appelle ça des prêts non remboursable. Donc, effectivement, euh, la région, quand elle prévoit ses enveloppes budgétaires, elle prévoit aussi de les mettre chez elle en irrécupérable. Donc, elle ne va pas demander le remboursement. Mais, bien sûr, il y a des conditions, donc ces conditions doivent être respectées. Donc, si les conditions ne sont pas respectées, les communes doivent rembourser. À ma connaissance, à Molenbeek donc, et depuis l'existence de ces non remboursables, on n'a jamais dû rembourser ces prêts et fermer RTC. Voilà. Merci.

Merci. Euh monsieur Houari. Madame Gracia Fernandez.

Merci, Monsieur le président. Moi, j'aimerais bien, euh, que monsieur l'échevin nous explique exactement la nature de ces prêts, parce que c'est pas parce qu'on a jamais dû les rembourser, qui sont jamais remboursables. Il faut être intellectuellement un peu plus correct. Euh, quand madame vous pose la question de savoir est ce qu'il faut les rembourser, on dit jamais euh, c'est pas parce qu'on a jamais dû le faire qu'on devrait peut être pas qu'on ne serait peut être pas amené à les faire. Alors expliquez nous si vous voulez bien, Monsieur l'échevin, la nature exacte de ces prêts. Merci beaucoup.

Merci Monsieur.

Je voulais remercier Monsieur Maistre d'avoir été clair dans les explications parce que c'est le plus important. Effectivement, c'était les 62 nouvelles places. Donc maintenant, en comprenant euh l'objectif. Mais je voulais juste savoir par contre par rapport si ça, ça sort pas et non en dehors du cadre de ce point, qu'est ce qui va devenir? La crèche euh avenue Jean de Brooke. Est-ce qu'il y a une ouverture qui est prévue ou non? Voilà. Merci.

Euh me voilà en second.

C'est la même question. Il y a plein de chouettes ces organisations artistiques. Il y a les groupes musical qui se trouvent maintenant dans ce bâtiment, et c'est un peu la question sur c'est quoi leur futur, combien de temps est-ce qu'ils vont encore pouvoir rester là et qu'est ce qui va se passer avec ce bâtiment?

Merci monsieur. Mais vous vous êtes.

Inscrits.

Au départ? Allez y s'il vous plaît.

Monsieur l'échevin. Vous m'avez parlé que c'était une belle surprise, mais vous ne m'avez pas répondu sur la question de savoir si ces fonds informatiques vont être dévolu sur un vers, un projet existant ou à créer. Donc, je suppose, dans la thématique qui a été, qui a été imposée par la région.

Merci, monsieur Houari.

Merci, Monsieur le président. Je vais d'abord commencer à répondre à Monsieur Mahé. Donc, le programme n'a pas encore été implémenté. Il le sera normalement au courant de l'année 2025. Donc, encore cette année, donc, le programme est déjà en cours de développement. Il devrait être implémenté cette année. Donc ça ne dépend pas de nous. Mais donc voilà, on attend qu'il soit implémenté, C'est le programme GRH, c'est pour la gestion des ressources humaines. Donc, par rapport à votre question, madame. Madame Garcia Fernandez Donc, il faut revenir aux ordonnances pour voir un peu ceux que sont les prêts FR, RTC Mais donc ce sont des prêts qui sont conditionnés. Si les conditions ne sont pas respectées, ils doivent être remboursés. J'ai pas dit qu'on ne va pas devoir rembourser ce prêt. Enfin j'espère que non. J'ai dit que, à ma connaissance, dans l'histoire de ces prêts par rapport à la commune de Molenbeek, il n'est jamais arrivé de devoir rembourser ses prêts. Mais bien sûr, il faut respecter

les conditions. C'est comme dans le cadre des subsides et des subventions. Il faut remettre un état des lieux à la fin de l'exercice budgétaire. Et si le dossier de subsides n'est pas complet, le pouvoir subsidiaire peut demander de rembourser. C'est exactement de la même manière. C'est pour ça, ce n'est pas moi qui l'appelle des prêts non remboursable. Donc leur nom, par définition, dans l'ordonnance, c'est des prêts non remboursables. Merci.

Merci, Monsieur le bourgmestre.

Donc, en ce qui concerne le bâtiment, donc avenue Jean Dubuc, il y a en fait, euh, nous l'avons même inscrit dans le dans le budget. Ce bâtiment va être vendu. Et l'occupation, c'était une occupation temporaire. Merci.

Merci. Nous pouvons approuver le point. Merci à vous. Point 26.

Alors, euh.

Avenant numéro quatre à la convention de prêt entre le fr, b, RTC, la Commune et le CPS de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Est ce que nous pouvons approuver le point. 8.27. Arrêté du GRB du 20 du douze. 2024 Finance fr. RTC dans le cadre du programme WE Pulse deux Domaine RH. C'est une convention pour vous? Allez y Monsieur Amari.

C'est tout ce dont on parle à l'instant. Donc c'est le point de la modification budgétaire.

Merci. Points 28. Marchés publics de travaux relatifs relatifs à la réparation et au remplacement de châssis dans le bâtiment et logements communaux de l'administration de Molenbeek Saint Jean pour une période d'un an RECONDUCTIBLE trois fois. Est ce que nous pouvons approuver le point? Merci. C'est déjà approuvé. Allez, allez, allez y, allez y!

Je sais que cette clarification. C'est tout. Il n'y a pas de.

Non, non, allez y.

C'est juste.

Pour.

Comprendre.

Quand on parlait des travaux. Est ce qu'on sait quels bâtiments on a des.

Les.

Les bâtiments. Les communes.

Quoi?

Ou vous avez en fait des. Des noms? Des bâtiments ou pas? Ou C'est juste. C'est un budget désigné ou après on verra après.

Tous les.

Bâtiments, c'est.

Pour tous les bâtiments.

Oui, donc ça concerne tous les bâtiments, mais on sait pas au préalable savoir où ça sera nécessaire. Donc on est obligé de lancer une procédure de marchés publics et donc en fonction des besoins. Donc on se. On fera appel à la société qui aura remporté le marché pour intervenir au niveau de tous nos bâtiments le cas échéant.

C'est le budget illimité. On ne peut pas faire les travaux partout non plus. Donc maintenant, est ce qu'on détermine.

Si.

Oui, les nécessités c'est ou? Et puis on va voir budgétiser tout ça. Ou d'abord on prévoit le budget et après on verra de quel bâtiment on va faire des travaux. Pour moi, ça, ça fait bizarre. C'est à l'envers.

Parce que les.

Logements, c'est les logements communaux.

Et les bâtiments communaux et.

Les logements.

Communaux?

Non, ce n'est pas l'enfer. Donc il y a un plan d'investissement, Il y a un plan d'investissement au niveau du service des travaux. Certains bâtiments, en fonction des priorités, ils devraient. On devrait. Enfin, la commune devra intervenir pour changer les châssis. Donc il y a tout un plan qui est respecté pour 2025 et un nombre de bâtiments qui est déterminé. 2026. Ce n'est pas du tout à l'envers, hein? Il y a un programme bien précis au niveau du service des travaux. Donc, oui, il y a. Il y a un programme bien précis. De toute façon, à tous les niveaux, au niveau

de la commune, on fonctionne avec des programmes d'investissement, donc clair par année budgétaire.

Je rappelle juste qu'on.

Avait présenté brièvement les priorités lors de la présentation du budget. Les services étaient présents et avaient fait une présentation et avaient mentionné les priorités à ce niveau-là.

Merci. Donc, le plan est approuvé. Merci à vous. Points 29 Marchés publics Achat de produits d'entretien et hygiéniques. Euh et achat de matériels d'entretien pour l'administration communale. Molenbeek-Saint-Jean, via le centre de la centrale d'achat créa. Approbation. Est ce que. OK merci. Euh madame.

Euh. Il y a. Un producteur. De. Bicarbonate. Le producteur et. Le. Producteur.

C'est pour le choix des produits. Qui soit plus. Euh, Monsieur le.

Président.

Donc c'est un accord cadre et créa. Donc c'est une centrale d'achat à laquelle toutes les communes bruxelloises ont adhéré. Et donc euh, donc donc toutes les communes. Donc on fait la même chose que toutes les communes. Je sais que Créat vise effectivement à aller vers plus écologique maintenant. Euh voilà, on ne va pas dériver par rapport à l'accord-cadre. Donc il y a aussi l'aspect et aussi l'aspect budgétaire dont il faut faire attention. Mais donc? Ah oui, tant mieux alors. Alors, si c'est moins cher, je. Je n'ai pas vérifié les produits qui nous arrivent. Je vais demander de vérifier. Je vous enverrai une réponse par écrit par rapport aux aspects écologiques. Mais donc, comme je vous ai dit, c'est un accord-cadre auquel ont adhéré les 19 communes de la Région bruxelloise.

Merci. Approuvé. Point 30. Euh. Marchés publics de travaux. Marchés mixtes relatifs à la rénovation de chaufferie et remplacement d'adoucissant ou d'adoucissant, pardon, dans des bâtiments communaux, ainsi qu'au remplacement du groupe de ventilation de la salle de sport du complexe Louis. Procédure négociée directe avec euh. Publication préalable. Fixation et approbation des conditions du marché. U Du mode de passation du cahier des charges CDC. 25 onze Est ce que nous pouvons approuver? Merci monsieur.

Je ne trouve plus le mot, mais euh. Je sais que Monsieur accompagné de Monsieur L. En 2024, nous avons eu une visite de la piscine Louis Haymitch ainsi que d'autres conseillers communaux et euh. Monsieur Alca nous avait constaté qu'il y avait de l'amiante qui était présent dans ce bâtiment. Donc ça a fait grand bruit à l'époque. Moi je voudrais juste savoir, est ce que pendant ces travaux là, parce que c'est quand même il s'agit de la ventilation, ainsi de suite, Est-ce qu'il y a un programme de désamiantage? Je sais pas comment on dit qui est prévu oui ou non? Merci.

Okay.

Monsieur. Monsieur Houari?

Honnêtement, je l'ignore. Voilà. Je. Je peux me renseigner, mais je ne m'occupe pas. Enfin du détail des travaux. Mais bon, je peux vous envoyer une réponse par écrite. Je peux demander la fiche technique au service technique et je vous l'enverrai. Voilà. Merci.

Oui monsieur. Sommes nous?

Je vous remercie à Monsieur l'échevin. En tout cas. Donc il n'y a aucun souci. Mais c'est aussi un rappel parce qu'à l'époque, je me souviens très bien que certains membres de la majorité maintenant, qui avaient fait grand bruit en disant que c'était scandaleux pour des gens qui travaillent, et c'est pour des personnes, évidemment, qui bénéficient de cette piscine. Donc voilà, si, euh, en tout cas, un programme de désamiantage est prévu, ce sera quand même quelque chose de très bien. Merci.

Voilà. Il y a une précision de madame la secrétaire communale à l'époque.

Euh. Les services techniques sont évidemment passés sur place. Cette Cet amiante était emballé et ne donnait pas en contact avec les personnes, n'a jamais été en contact avec les personnes. Par ailleurs, nous sommes. Nous avons démarché pour les. Pour faire des. Des attestations. Vérifier s'il y a de l'amiante et s'il y a un danger. Pour le personnel, cela a été demandé et c'est suivi évidemment par les services techniques. l'Amiante ne. Il y a. A l'époque, il y a eu des choses qui ont été dites comme quoi ça passait dans le. La. Ça n'est pas. Ça ne fonctionne pas comme ça. Cette amiante était emballée et c'est sécurisé.

Je suis tout à fait d'accord avec vous. J'ai pas dit que c'était extrêmement dangereux si c'est pas en contact, donc je connais le principe. Mais par contre, il y a quand même pas mal de bâtiments publics. Il y a quand même une, Une. Toute une série de. comment dire, des procédures de désamiantage qui sont prévues. Donc, moi, je posais la question ici, vu qu'on est quand même dans un. Euh, comment je veux dire, dans une rénovation de certains pièces techniques. Parce que je me souviens que, quand on avait visité, cette amiante était quand même dans des pièces techniques. Donc je demande, je posais juste la question est ce que. Il y avait une attention particulière pour Désamiantage? En tout cas, certaines pièces de cette. De.

De, de cette piscine. Voilà. Merci.

Il y a un marché spécifique pour le désamiantage qui n'a. Qui ne s'inscrit pas dans ce marché ci. Ce sont deux choses différentes.

Merci. Nous pouvons approuver le point. Merci. Point 31 Donc Marché public.

De travaux relatifs.

Au remplacement de cabines haute tension au château de Caravelle et au Centre communautaire maritime. Est ce que nous pouvons approuver le point? Merci. Point 32. Alors, Bibliothèque néerlandophone. Euh il y a rien comme Thyssen de valable comme ici. Vérité de base Charles de Gaulle and the Brussels Bible Taken.

In the project book.

Band and her projects van de Bruxelles. Cerny de la bibliothèque Metz. Fan de VC Brandebourg. Les acteurs en lice plaisir and talentueux culture stimuler en dites Moore Luc Thomas qui sur une structure de base school the old school and the open bar bibliothèque nordique on that personne person where the work in the ring comme support squelette hoodie even GDPR word word. Dix onze Bibliothèque de Book Moulin in Molenbeek, Indeed Project May 2011. The dilemme and that's all. Eurydice en organisatrice correcte vers le.

Neuf zéro cinq.

De Bibliothèque Van Big. Super look. Under the. Social. Over the even under initiative. No. Initiative. De Molenbeek. Plutôt qu'une Unleashed over the initiative and also the death. With the Molenbeek, Nederlands Challenge Bibliothèque. Personnelle problème de look positif évoluera donc.

À.

Molenbeek. Bibliothèque. Bibliothèque. Initiative avec forum is the project because of the. Last. Of.

US on the end of the beginning Sam working were here consolidée by doing is that we and the Molenbeek canal this project. Usbek a dit. Start up agenda Facebook partner in the first Eve in it. Historique. Femmes des bibliothèques Mathilde Well problèmes personnels and so one Natale new. Personnel qu'une recruter Renault. Vos résultats structurel technique de problème voire de notre Lost nous Maroc Lift Ventilation. Lift. Vers vous aurez d'attente the bibliothèque molenbeek made. In the web maroc that. Is there and all orders this family. Didier. Welcome in the room. Rembobine Courte comme programme, a lancé Alert. Les activités culturelles et les activités de momentum des bibliothèques Nib, Living in the blood and never dynamic in the in the worst with it Sam réalisé in this world. Intervenir, à l'instar des bibliothèques. Dans ce domaine.

À l'unanimité. Merci. Point 33 Département Infrastructures et développement urbain Contrat de rénovation urbain Services autour du de Simonis. Action de cohésion sociale. Est ce que nous pouvons. Monsieur le Maire. Ah oui! Euh. Euh. Je voulais faire.

Le point à. l'Ordre du jour concerne donc le troisième appel à projets, euh organisé dans le cadre du contrat de rénovation urbain VI autour de Simonis, pardon, financé par la région et doté d'une enveloppe communale de plus de 700 zéro zéro 0 € pour soutenir des initiatives locales favorisant la vie collective et sociale. Suite à l'appel lancé le 18 avril dernier, nous avons reçu sept des dossiers éligibles. Un jury s'est réuni le 29 avril 2025 afin d'analyser les candidatures et de sélectionner les projets sur.

Base.

De leur pertinence, de leur ancrage local et de leur valeur ajoutée pour le quartier. Donc au final, il y a eu six projets qui ont été retenus le projet Yuyu par la. Par l'ASBL commune à un

projet créant des espaces de rencontre et d'expression citoyenne, le projet Jardin Thio par l'ASBL Dala. La mise en place d'un jardin collectif pour renforcer les liens de voisinage et la verdure. Le projet Molenbeek Playgrounds 2.0 sans morgue. Un projet de terrains de jeux et d'activités pour les jeunes favorisant le sport et la convivialité. On a eu le projet La jeunesse en action. SGM Gandhi a eu des initiatives pour mobiliser les jeunes du quartier autour de la citoyenneté active dans le quartier Gandhi. Ensuite, le projet en chantier par la Mission locale, un projet combinant formation, insertion et amélioration des espaces collectifs. Et pour finir, on a le projet le b-a ba de ma conso par la. Par l'asbl Bonne Vie. Un projet de sensibilisation à la consommation durable et responsable. J'ai dit.

Il y a. Euh monsieur Van Meurisse?

Oui, euh par rapport à ce point. Donc, je vois qu'il y a un montant plus ou moins de 250 zéro zéro 0 € de subsides régionaux qui.

Sont.

Distribués dans le cadre de ces projets. Donc, il y a six asbl qui vont recevoir un certain montant, mais vous devez avoir des précisions un peu sur les ASBL en question. Est ce que on a eu une analyse, on va dire, de l'historique de ces seize Belges, de leur objet, euh, voilà. Et qu'elles sont. Oui, c'est ça surtout la question que je voulais.

Le micro de Madame l'échevine.

Euh oui, bien sûr. La plupart des de ces ASBL sont connues, euh du tissu associatif Molenbeek. On a déjà collaboré pour la plupart, on a déjà collaboré avec eux et euh, lors de la présentation de leur projet. Donc il y a un jury qui évalue la pertinence, mais également, euh, l'ASBL en soi, quelle est leur, euh, leur spécialisation, et cetera, et la plus value pour notre commune. Donc oui, il y a une évaluation préalable au niveau surtout de la pertinence. Et qui sont ces acteurs, Ancrage notamment et très important à ce qu'ils ont un ancrage dans la commune ou pas. Et c'est pour cela que sur les sept projets, donc, je crois qu'il y a eu sept dossiers qui ont été retenus. Six d'entre eux sont principalement des acteurs de la commune, enfin des acteurs connus de la commune et ancrés dans notre commune.

Merci pour approuver le point. Merci. Point 34 Département Infrastructures et développement urbain Marchés de travaux ayant pour objet la démolition d'un bâtiment six, rue Ronsard 66. Est ce que nous pouvons approuver le point.

Euh. Persil. Persil d'Ernest. Laurence Forster. Coup de cœur de persil.

Le. Truc de sécurité qui va. Les saucisses qu'on a acheté il y a quelques.

Semaines pour recueillir.

Une. Forte strate. De persil Avez-vous retiré beaucoup de sucre? Pour en extraire.

Cette.

Information. Suggestive. The architect. Is not the mining and this new world after breaking the world.

Breeding van school. In this is the new project of this is the. Mountain. This is in it. Faites-en un tout court en rentrant du rock local et du the. End Project.

Approuvé. Merci. Point 35 Département français. Outil de développement urbain. Programme triennal d'investissement communal.

Et.

Sportif 2025 2027. Une. C'est une prise de connaissance.

C'est juste que la Région nous a.

Convité, euh, à un comité d'accompagnement, euh, qui vient dresser un bilan des projets en cours et à préparer ceux qui seront développés dans le cadre du programme triennal d'investissement communal et du programme triennal d'investissement sportif 2025 2027. Euh, le plan qui nous est soumis, euh, vise donc simplement prendre acte du procès verbal, euh, du comité d'accompagnement du 22 avril, euh, une réunion qui a été un peu provoquée aussi par la commune, euh.

Parce.

Que nous manquons, euh, de vision à ce niveau là, vu qu'il n'y a pas de gouvernement au niveau régional. Cette réunion nous a permis également de pouvoir savoir où on pouvait y aller et qu'est ce qu'on pouvait attendre au niveau de ces euh, plan d'investissement, ces programmes d'investissement, pardon, euh, c'était une réunion assez, euh, bénéfique et

nécessaire, mais sincèrement, on n'est pas toujours plus avancé que ça vu que toujours pas de gouvernement et pas de clarté à ce niveau là.

Euh, Monsieur Millicent.

Merci Monsieur le président. Je ne vais pas réagir beaucoup par rapport à ce point là parce que bon, ben je comprends très bien que vous puissiez pas toujours prendre des positions puisque vous ne savez pas les subsides, les subventions qui vont suivre. Après, on n'a pas non plus de politique de note, de politique générale, donc on sait pas très bien où on va dans les projets non plus. Après, je voudrais juste vous faire remarquer que, il me semble que la majorité n'est pas très intéressée par tous ces sujets, puisque vous n'êtes plus que seize dans la salle et que c'est un peu dommage. Merci.

Merci euh Monsieur Mélisse. Euh. Il y a eu Monsieur Vasari, Vasari. Euh monsieur Vasari.

Oui, c'est une simple question.

Pour savoir ce que.

M est devenu. MF Euh, je vois que c'est juste pour savoir. Je reprends point 35 Hein? C'est bien ça qu'on parle, hein?

1.35?

Pas dans le bon ordre.

On est au point 35.

Oui, Hervé DMC.

Nous sommes au point 35.

Moi j'ai le 35. C'est ça pour moi?

Oui, parce que tu as pris l'ancien.

Sur l'ensemble des questions.

D'actualité.

Ça va alors Je vois. Excuse moi, je vais attendre 2.36.

Oui, il faudra attendre le point 36. Me voilà au salon. Yves.

Il y a en fait. Merci beaucoup. Le document est très complet, il y a beaucoup à lire. Mais ce qui était super chouette, c'est que quelque part, j'ai trouvé une référence au développement d'un projet d'Espace Aqua Park et Piscine, en partenariat avec la commune et des acteurs régionaux tels que CITES IDF et Perspectives à proximité de la Gare de l'Ouest. Ça c'est notre rêve, logiquement au plus mal. Mais est-ce que vous pouvez juste expliquer un peu plus cette rêve et le réalisme, oui ou non? C'est ça? Merci.

J'ai envie de dire avec beaucoup d'humour Amour. Ce rêve bleu. Parce que je crois que ça va rester un rêve aquatique bleu. Vu la situation financière tant de la commune, de la région, je crois qu'on va rester dans ce rêve magnifique. Bleu. Mais mais mais Ce projet m'a tout de même inspiré pour aller vers un projet bis moins ambitieux. Mais dans dans les prochains investissements de l'espace, des espaces publics par exemple. Moi, ce que j'ai retenu des dernières vacances et la canicule ici qu'on a vécu, c'est qu'on manque de jeux liés avec l'eau. Et alors moi je vais souvent flanc droit Wallonie et c'est super. Dans leurs installations, leur infra ils ont des infra avec de l'eau, c'est moins cher qu'une piscine ou un aqua park. Mais tellement plus chouette que je me suis dit mais pourquoi ne pas le faire ici à Molenbeek? Je suis en pleine réflexion. Pardon. Mais pourquoi une note Chantraine? Je suis en pleine réflexion en étude. On est en train de faire un listing de tout ce qui existe et je viendrai, espérons, prochainement. Pas avec un rêve bleu, mais avec une concrétisation bleue. Voilà, je ne fais pas le sommaire, mais le maire pourra aussi participer et discuter avec nous à ce sujet.

OK, mais merci beaucoup madame Reiss. Me voilà!

Euh. Document. Standard Need verstanden sport initiative have been Molenbeek. OK. Warren Fontaine tire à notre place communale.

Liz Barrie and the world is back in the. Middle of need for Word. Au niveau. Technique.

Pouvons-nous approuver? Euh. Euh. Alors. Point 36 Propriété communale Stade Edmond Martin, rue Charles Charles Malice 61, rue F. Convention 2025 2026 relative aux obligations de la rue de Molenbeek. Future est ce que nous pouvons approuver ou. Explication de madame.

Cécile.

Enfin, je voudrais juste mentionner. Ils ont oublié de mettre le terme sécurité. C'est une convention sécurité. Ça peut porter à confusion et croire que c'est la fameuse convention. Pas du tout. C'est juste la convention annuelle de sécurité, euh, qui a, euh, qu'il faut approuver. Donc, c'est, euh, L'utilisation des infra, poste de commandement, locaux de premiers soins, caméras de surveillance, etc etc. Il s'agit de cela. Et donc je veux juste préciser qu'il ne s'agit pas de la convention classique.

Merci. Euh. Pouvons me voir d'où?

Ma question était ma phrase avec qui il dit te convaincre de voir Sex and Weird Underworld un.

Point 37 Propriété communale avenue Matagami 5080 Bruxelles Local. Location d'une cafétéria au premier étage du bâtiment du Beg par la société Gold Agency et un bail commercial. Madame Rice.

Alors euh, le point qui est à l'ordre du jour aujourd'hui est un avancée concrète et très attendue pour notre centre sportif du CEA Paul Bert. Donc, on vous propose ici d'approuver la conclusion d'un bail commercial pour l'exploitation de la cafétéria, un espace qui manquait cruellement aux usagers du site. Après la sélection réalisée par le jury. C'est la société Gold Gold Agency en management qui assurera la gestion de cet espace pour une durée de neuf ans, moyennant un loyer mensuel de 1 550 € et une provision de charges de 200 €. Mais au delà de chiffres, c'est l'impact sur le terrain qui compte. Cette cafétéria deviendra un lieu de convivialité et de rencontre, un point de ralliement pour les parents des jeunes joueurs, les clubs sportifs, les supporters et les visiteurs. C'est un véritable atout pour renforcer la vie collective et la dynamique sportive du Cipa Berck. Je vous remercie.

Monsieur Van Meurisse.

Oui. Euh.

D'abord, une première remarque. Il me semble que ce point avait été déjà dans l'ordre du jour d'un conseil précédent, si je ne me trompe pas, mais ceci encore surpris par le montant, le faible montant quand même du loyer 1000 500 550 € pour quand même une surface qui est quand même euh, enfin qui n'est pas anodine, ça me paraît quand même largement en dessous du prix du marché. Donc, pourquoi ce montant? Merci.

Monsieur le président.

Pardon?

Vous êtes encore fatigué?

De tout. Et puis ne répondez pas.

C'est monsieur Vasari. Oui.

Ben même remarque que Monsieur Van Meurisse. Effectivement, le montant est faible et je vois que ça a un contrat de neuf ans sans indexation. Non, je pense pas.

D'accord. Donc. Madame Riss.

Juste moi. Je voulais juste faire un point super positif. On dit Bien. Winter. Winter is dead. Pour le moment, ça ne va pas être XCOM Man of the year. Natalie de presse Thank you.

Alors le prix n'est pas fixé. Euh, à la louche comme ça. Euh, on fait référence, il y a il y a à plusieurs, on fait des estimations avec des euh, locaux, euh, semblables et on dresse un loyer qu'on propose par la suite. Et j'ai envie de rappeler que si je dois faire le comparatif avec d'autres infras sportives, euh, notamment au niveau, je pense du tennis ou autre, euh là je peux parler que c'est pas cher du tout, mais ici 1 550 € indexé, je le rappelle euh, et plus 200 € de charges et savoir que l'électricité est à leur charge également, je pense que c'est plus que réglo à ce niveau là.

Euh. Merci. Pouvons-nous la prouver? Monsieur Van Meri.

Encore une.

Réplique.

Euh. Je voudrais également revenir sur la garantie locative qui est de trois mois. Est ce qu'on a? Est ce qu'on est sûr que cela sera suffisant en cas de dégât?

Oui tout à fait. Et si c'est pas le cas, il y a toujours une procédure judiciaire qu'on peut entamer auprès du juge de paix. Monsieur. Ne vous inquiétez pas pour ça. Un état des lieux de sortie sert à ça également.

Et la convention, mais je n'ai pas prévenu directement. Je vois ici.

Que l'électricité sera comptabilisée dans le décompte de charges.
Je sais l'eau, l'électricité.
Je crois que je me suis.
Dit non, l'électricité. Mais pourtant on dit bien qu'il prend son compteur d'électricité en charge.
Donc il y a quelque chose qui ne va pas.
En lui même. On cherche les deux sens de coût.
Quand on porte en dehors de l'électricité.
Mais j'ai peur de faire l'amalgame entre eau ou.
Électricité.
Comprennent. Il y.
Avait quelque.
Chose qui était en dehors.
Oui, parce que les charges comprennent la consommation d'eau, la consommation de gaz, la consommation électricité, des communs.
Des communs.
Des communs.
L'électricité. Il a un compteur.
Et je pense que c'est un peu mal explicité.
Il y avait vraiment que l'électricité était à sa charge, était retirée des charges globales. Donc ça c'était en.
Plus.
Je pense que ça crée un petit peu à la un lapsus.
Là, ça.
A été relu par le service juridique et.
Ça a bien.
Pris.
Mais ça, ça veut pas dire que j'arrête ici.
Non, non, mais.
Là ça a été très clair à ce niveau.
Là.
Merci pour vous nous la prouver. Merci. Points 38.
Mobilité.
Euh. Mise en œuvre.
Et.
Suivi du Plan d'action communal de la sécurité routière. Avenant à la.
Convention.
Passée au Conseil communal de la séance du 18 dix dix 2023 pouvant l'approuver. Merci.
Points 39. Charroi Déclassement en vue de la vente de trois véhicules communaux.
Pouvons-nous l'approuver?
Monsieur Vasari?
Oui.
Monsieur Vasari.
C'est rouge.
Ah!
Mais non.
Non, Aujourd'hui, on va être un peu quand même, je dirais, indulgents l'un envers l'autre. Parce que bon, la technique ne suit pas à 100 %. Donc euh parfois c'est rouge, parfois sévère. Alors finalement, je prends. Allez madame!
Mais vraiment.
Avec Val. Euh. Vous vous. Euh. Euh. World of the world is the world.
Oui, monsieur Vasari.
C'était pour qu'on m'explique un peu la procédure, comment ça fonctionne. On déclasse et on vend selon, selon. Et vous vendez quoi des Les voitures? L'épave? Ben c'est ça. Mais je veux savoir l'épave. Quel est le montant, hein?
Voilà.

Parce que généralement, quand on déclasse, on vend pas normalement. Donc ça donne ça. On jette.

Le.

Positif. Ouais.

C'est ça. Ah non.

Non, on déplace.

Avec.

Nous. Quand on déplace, après, on donne, on jette.

Oui monsieur El Bouzidi. Le micro de Monsieur El Bouzidi, s'il vous plaît.

En fait, on fait pourquoi ces véhicules?

Ils sont déclassés? Parce que le premier véhicule, elles présentent un problème technique majeur la réparation estimée par le concessionnaire, c'est dépasse 10 000 €, ça dépasse largement le prix de deux véhicules. C'est pour cela que, que et. Et la réparation ne peut pas être effectuée par un interne. C'est pour cela qu'elle est déclassée en la vente. La deuxième. La deuxième. Euh. Deuxième véhicule ou c'est pareil? Il y a des réparations qui sont fait par le garage agréé ou même en interne, sans succès. Le problème toujours elle est précise malgré ses interventions et le bus aussi. En 2023, la commune a acheté un troisième bus et ce ce bus là, il n'y a pas de chauffeur. Et aussi il engendre des frais importantes liées à son âge et son kilométrage. C'est pour cela qu'ils sont déclassés. Mais comme on le fait, la vente et tout ça, ça, aucune idée.

Merci Monsieur El Bouzidi. Euh, monsieur Vasari.

Merci monsieur La question n'est pas de savoir pourquoi vous déclasser. Quelle est la procédure? Je comprends bien que vous déclasser, ça devient des épaves. Est ce que vous le mettez sur le site? Est ce que vous faites un appel? Est ce que c'est au plus offrant? Est ce qu'il y a un montant déterminé? C'est ça que vous aéofreins? OK ça va merci monsieur Mélisse.

On les déclasse parce que simplement ils ne répondent plus aux normes de de pollution. Parce que je vois bien. C'est noté à partir du 1^{er} janvier 2027. C'est pas une question de réparation, voilà. Mais qu'on soit clair, on ne dit pas qu'ils coûtent trop cher. La réparation, ils arrivent en zone.

De deux, trois.

Deux et.

Trois. Si c'est ce problème.

Il va falloir. Merci de m'avoir.

EU Je vais le faire en français, ce sera plus facile. Ça fait toute la journée que je suis occupé. C'est parce qu'en fait elle va pas répondre à ma question. Donc c'est en vue de vente. Moi je voudrais savoir si la vente de ces voitures. Comment la vente est organisée et comment les personnes qui les achètent ou les entreprises qui les achètent sont sélectionnées. Merci.

Merci.

Monsieur le Président. En annexe du Point, il y a le cahier de charges qui est joint. Je ne sais pas l'ouvrir. Normalement, dans le cahier de charges, il est expliqué quelle est la procédure. C'est joint qui c'est au plus offrant.

Oui, mais il y a un cahier de charges qui est. Qui est dans l'annexe qui est en annexe dans le boss? Je ne sais pas l'ouvrir. Je ne sais pas, mais elle est jointe.

Oui.

Euh, Merci. Nous pouvons donc approuver le point. Point suivant. Euh. Action sociale et.

Santé.

Donc chèque.

Taxi.

À valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale Convention pour l'année 2025. Pouvons nous la prouver? Merci. Point 41 Enseignement francophone. Octroi d'un subside à l'ASBL Association pour la mémoire de la Shoa. Pouvons la prouver? Merci.

Nous voulons. Savons.

Euh. En fait c'est pas une question, c'est pour vous soutenir là dedans. Je pense que c'est hyper important que la souffrance du peuple juif est reconnue. Le choix est reconnu.

Malheureusement, ça serait encore mieux si la souffrance du peuple palestinien serait également reconnue de la même façon et que voilà, il mérite un autre Etat israélien, belge et une autre Union européenne. Mais voilà, on ne va pas résoudre ça ce soir. Mais voilà, je pense que c'est une très bonne chose pour l'humanité. Merci beaucoup.

Merci, madame Sagan, pour votre intervention très humaine. Pouvons approuver le point. Merci. Alors. Le point 42. Culture française Subsidés aux associations culturelles. Subsidés 2025. Pour. Vous n'approuvez le point. Merci. Alors nous allons. Nous avons terminé les. Les points du collège et nous allons au point. 43 questions orales posées par Monsieur Achour Mohamed de la Team. Alors, euh, cinq minutes, euh, les dames me l'ont demandé, je ne peux pas refuser.

Mais avant 10 h, tu dis?

Alors il y a Monsieur le Bourgmestre qui me fait une remarque quand même de tout a fait tout à fait pertinente. Nous avons terminé avant 10 h. C'est extraordinaire. Et monsieur Didier, ministre, doit être très heureux.

Monsieur le Président.

Mohamed, à vous la parole.

Le leader de la coordination.

Voilà, chers collègues, je vous remercie de reprendre vos places. À l'année I. Monsieur, s'il vous plaît! Le micro de Monsieur Adagio, s'il vous plaît! Merci.

Oui, c'est bon.

Je vous.

Remercie.

Monsieur le président. Donc.

Une question orale pour monsieur Dirk de Block. Monsieur l'échevin, je sais pour vous.

Excusez-moi, mais je. Je ne m'entends pas parler. Donc.

Les travaux publics, c'est pour madame Reiss.

Okay.

Ça va.

Locatif technique.

Ça va, mais je vais rebondir dessus plus tard. Alors, ça va. C'est bon. Madame l'échevine, cela fait plusieurs années que les habitants du 43 rue Yeux, un immeuble communal, subissent des pannes à répétition de leurs ascenseurs, pourtant essentiels pour les personnes à mobilité réduite. Les faits sont graves. Je vous donne un exemple parmi tant d'autres. En 2021, il a fallu attendre onze mois pour une réparation qui n'a tenu que deux jours. Dans d'autres cas, six mois d'attente pour à peine 24 h de fonctionnement. Pendant ce temps, de l'argent public et dépensé dans des réparations temporaires qui ne résolvent rien et les locataires continuent de payer des charges pour un service dont ils ne bénéficient quasi jamais. Et je dis quasi pour. Voilà pour la forme. Mais c'est jamais quoi? Ma question. J'ai trois questions madame Raïs. Quand la commune compte t'elle remplacer définitivement cet ascenseur au lieu de continuer les réparations superficielles? Deuxième question envisagez-vous de rembourser au locataire les charges payées pour un ascenseur hors service. Et dernière question, pouvez vous nous fournir le montant total dépensé depuis 2016 pour ces réparations et entretien? Je vous remercie.

Merci, monsieur d'Harcourt.

Madame Riss Alors, je veux dire d'abord que je comprends tout à fait la lassitude des habitants de Ruta 43. Pour l'avoir visité moi même et avoir été depuis ma prise de fonction, donc en 2024, euh, vivre plusieurs mois parfois, euh, près d'un an sans ascenseur, euh quand on est âgé par an ou avec des poussettes ou personnes à mobilité réduite, ce n'est pas acceptable. Pendant trop longtemps, on a multiplié les petites réparations qui n'ont jamais tenu dans la durée. 30 zéro zéro 0 € de réparations depuis 2016, euh, plus un entretien annuel de 3 000 €. Et au final, les habitants n'ont jamais eu un service fiable. Euh. Il est donc évident qu'il a fallu tourner cette page, euh, de ce système de bricolage coûteux et pour passer à une solution structurelle. Donc, concrètement, 2025 marchés publics sera attribué pour remplacer définitivement l'ascenseur. C'est un investissement estimé à plus de 60 zéro zéro 0 €, mais indispensable pour garantir enfin un service digne et durable. Concernant les charges. Les

habitants n'ont jamais payé pour un ascenseur qui ne fonctionne pas. Ça j'en ai mis. Ça c'est un point d'honneur. Donc c'est déduit en fait des charges qui sont comptabilisées pour les locataires lors des décomptes annuels. Donc toutes les périodes de pannes sont détruites afin que les locataires ne soient pas injustement pénalisés. Et je rappelle, il y a aussi eu beaucoup de vandalisme dans certains de ces bâtiments. Même les frais liés au vandalisme ne sont pas, euh, repris dans les charges des habitants. Donc je veux bien entendre dire que oui, un ascenseur ne fonctionne pas et en plus je paye des charges. Ça c'est pas vrai. Parce que là, on est attentif à ce niveau là. Enfin en tout cas, depuis, euh, ma prise de fonction, j'ai trouvé qu'il fallait être juste à ce niveau là. Euh on appelle ça. Le terme m'échappe, mais euh trouble de genre en soi là, trouble de jouissance. Pour moi, si je suis on ne peut pas jouir dans des services euh pour laquelle on paye, ben il est logique qu'on ne que que je ne peux pas les facturer à ce niveau là. Je veux aussi dire que lors de la présentation du budget, j'ai explicitement dit que j'avais prévu plus de 250 zéro zéro 0 € pour le remplacement d'ascenseur, qui, à mon sens, je pense qu'on a même tardé de remplacer ces ascenseurs là parce que je vais donner une petite anecdote, parce que c'est le bâtiment où, euh, la défunte belle-mère de Monsieur Écrasement habitait et où on a dû faire les mains et les pieds pour une réparation de cet ascenseur là, ne fut-ce que pour qu'elle soit transportée dignement vers l'hôpital pour séjourner. Malheureusement, ces derniers heures de vie, C'est encore pour dire que on est en conflit perpétuel avec ces sociétés. Je ne vais pas je ne vais pas nommer certains noms, mais j'ai dû récemment arrêter de collaborer avec une grosse entreprise qui est spécialisée dans ce domaine là. Juste pour dire que ces sociétés là nous considèrent, nous les communes, comme des petits contrats et donc insignifiant, et donc souvent du bricolage qui est fait au sein de nos ascenseurs. C'est vraiment parfois à se dire si on a affaire à des techniciens ou pas. Mais je crois que la plupart des personnes qui vivent dans des appartements ou bien dans des copropriétés comprennent ce que je veux dire par là. C'est vraiment se battre avec ces sociétés là qui n'ont que faire en fait du bien être de nos locataires. Et il faut être très attentif, toujours derrière. Et c'est vraiment un combat journalier que les services mènent. Et moi même, vu que beaucoup de personnes m'interpellent hein, les personnes qui habitent ce bâtiment, je les connais aussi et qui m'ont à plusieurs reprises interpellé. Mais ce n'est pas le seul bâtiment, il est encore d'autres bâtiments et je suis contente que ce budget ait passé, parce que il était plus qu'urgent de pouvoir procéder à ces réparations, à ces réparations définitives, à ces remplacements plus tôt. Voilà, j'ai dit.

Merci madame Rice, Monsieur. Oui, effectivement. Allez y.

Oui, madame. Je vous remercie pour vos réponses. Elle était complète. Euh. Et ravie d'entendre qu'à la fin de l'année on recalcule les charges. C'était pas ce que j'avais entendu, mais si vous le dites, c'est que ça doit être vrai. Euh. J'aimerais juste rebondir sur une chose. Je peux comprendre qu'à l'administration, les temps, les collaborateurs que vous, les échevins, membres du collège, vous soyez extrêmement occupés. Mais il faut savoir une chose, c'est que cette question, je l'ai posée au mois de février, a par écrit à Monsieur De Block et il ne m'a jamais répondu. Et il ne m'a jamais dit que c'était votre compétence à vous. Donc ça fait depuis le mois de février que j'attends. Je sais que normalement on est censé avoir une réponse endéans les 30 jours et que c'est très difficilement respectable. Ça je le comprends. On a un. Et qu'on n'est pas. Chaque échevin n'a pas quinze collaborateurs non plus. Mais voilà, attendre 180 jours pour avoir une réponse. Et les deux seuls échevins où j'ai à chaque fois une réponse dans les quinze jours, c'est Monsieur et madame Bresse. Donc peut être que si j'avais envoyé un mail à madame Bresse, ça aurait été plus rapide que Monsieur De Block mais bon. Euh j'ai le mail a été envoyé le 20 février donc voilà. Et je vous remercie quand même.

Merci monsieur. Euh nous avons 44 firmes vertes, euh modeling au salon euh écolo over deux in de maritime.

Maritime? C'est vraiment un moment une initiative super positive. Ça rassemble les voisins, les enfants peuvent jouer en toute sécurité parce que la circulation est arrêtée. Ça crée de la convivialité, surtout pour ceux et celles qui ne peuvent pas se permettre de partir en vacances ailleurs. Et à cause de tout ça, ça mérite notre soutien, bien sûr. Positive. Merci au bourgmestre faisant fonction qui a écouté les citoyens concernés et même intervenu auprès de la police

pour confirmer que les activités étaient bien autorisées jusqu'à 22 h. Merci aussi à l'échevin de la propreté, Mr El Bouzidi. Comme je vous ai déjà dit, un balayeur communal est venu nettoyer en tout cas notre rue d'été, la rue de la Meuse, juste avant l'ouverture. Un geste très apprécié aussi par les parents des enfants. Mais il y a aussi eu du négatif, des obstacles posés par la commune elle-même. Voici mes questions. Pourquoi est ce que le bourgmestre a dû intervenir dans cet appel auprès de la police. Pourquoi? L'autorisation n'a pas été mise à jour après la levée de certaines restrictions? Quand même absurde. Pourquoi ça a pris autant de temps pour obtenir l'autorisation? La demande a été faite le 16 mai. Mais la première réponse est arrivée seulement le 1^{er} juillet. Et pour la rue de la Meuse, comment ça se fait qu'on a su que le 8 juillet, où exactement on pouvait faire et organiser la rue d'été? Je peux vous assurer. Pour les volontaires, c'est assez problématique de ne pas savoir ça aussi, pour les gens, les voisins voisines, c'est important qu'ils savent à quel moment ils doivent déplacer leur voiture. Et peut être une petite anecdote pour quand même encore vous montrer ces difficultés. Le jour même du lancement de la rue d'été dans la rue de la Meuse, il y avait un installateur pour les câbles internet. Apparemment, un permis avait été donné pour les travaux au même endroit au même moment par la commune, dans notre rue d'été. Voilà deux semaines là, c'est Sevrage. Au volant.

Monsieur le.

Président.

Madame la Conseillère, merci pour vos questions. Donc, chaque année, à l'approche du printemps et de l'été, de nombreux sont les demandes de festivités que notre administration reçoit et traite. Chacune d'elles fait l'objet d'une analyse et les services communaux concernés remettent un avis afin que le collège des bourgmestres échevins puisse prendre sa décision. En ce qui concerne les rues d'été de cette année, la demande a été introduite dans le courant du mois de mai 2025 et a fait l'objet d'une première analyse, mais certains plans n'étaient pas précis et des informations étaient également manquantes. Des réunions ont eu lieu entre les membres de l'association organisatrice et les services communaux afin de finaliser la demande. L'autorisation reflète la prise de décision par le collège des bourgmestres échevins et ne peut être modifiée que par une autre décision du collège. Les rues d'été sont des événements qui participent à la cohésion du quartier, au rapprochement des habitants, et nous y souscrivons. Un travail sera vraisemblablement fait afin d'avoir une base réglementaire qui pourra être bénéfique pour les associations souhaitant organiser ce type d'activités, mais aussi les habitants concernés par ce type d'activités. Donc effectivement, il y a eu plusieurs, euh, réunions et donc il y avait chaque fois. En fait, eux aussi, ils ont constaté que des éléments qui n'étaient pas dans la demande étaient réalisés et donc ça a pris quand même du temps. A ce niveau là, on n'a pas pu en fait avoir une demande complète, euh, les autres années. Euh, Les éléments ou en tout cas les différentes activités n'étaient pas totalement en fait reprise non plus dans dans la dans la demande et comme il y avait quand même des plaintes, il y avait des plaintes. Alors à ce moment là, nous, nous avons dû effectivement faire un travail plus en profondeur pour que la demande soit complète et qu'on n'arrive pas avec un problème, une plainte. Et sur le terrain, on constate que quelque chose n'a pas été autorisé. Mais avec, euh, le travail qu'on va faire sur le règlement, ce sera beaucoup plus facile. On a aussi eu donc une réunion où j'étais présent, euh, avec, euh, la, l'association en question, et il a été, euh, il y aura. Il lui a été dit de d'essayer de faire la demande aussi un peu plus tôt, comme on sait que de toute façon, cette demande va quand même venir, si c'est si c'était possible de la faire le plus tôt possible. Parce que comme, comme je vous ai donné, comme je vous ai euh dit dans ma réponse, il y a quand même beaucoup d'activité, tout le monde vient au même moment. Et donc là aussi, ça peut aussi être un point problématique pour le traitement des dossiers. Bien que ce service travaille vraiment de façon très efficace, nous le remercions parce que il est vraiment à l'affût. Et donc euh, il est au taquet pour toutes les demandes. Mais bon, voilà, je pense que c'est important que, euh, il y ait aussi des deux côtés aussi une prise de conscience de de la, de la nécessité de faire, euh, une demande complète et de traiter ça. Voilà.

Merci, Monsieur le bourgmestre. Voilà, nous savons.

21 h Donc euh voilà, juste pour répondre, ben je pense que je comprends vos remarques. Je reste quand même convaincu que quand il y a une première autorisation et une demande d'information supplémentaire qui est fait le 1^{er} juillet pour début d'été qui débute le 7 juillet, c'est problématique, là, surtout parce que c'est quand même la sixième fois que c'était organisé. On a l'habitude, on connaît le projet. Il n'y avait rien de spécial, au contraire, Cette année, c'était moins grande que d'habitude, il y avait moins d'activités, c'était moins longues parce qu'il y avait moins de subsides, parce qu'on n'a pas de gouvernement régional. Il y avait beaucoup plus de volontaires impliqués à cause de cela. Et c'était encore plus compliqué parce qu'il y avait vraiment peu d'informations ou d'informations qui arrivaient avec du retard en termes de base réglementaire qui va être développé, je pense. En effet, ça peut être une bonne chose, surtout et aussi longtemps que les associations concernées qui ont l'habitude d'organiser de tels événements, sont impliqués aussi pour aider à développer ces réglementations, pour vraiment faire en sorte que c'est un travail qui vient aussi avec du bottom bottom. Voilà. Merci beaucoup.

Merci. Me voilà au savon. Euh. Nous allons donc, euh, à la question, pardon, l'interpellation déposée par. Et me voilà au Voilà.

Parker drugs in Molenbeek. This. Is in the mist do in me Licht. Le partage des voitures est une solution pratique. Je ne sais pas si, parmi nos conseillers et conseillères communales et communaux, il y a des gens qui l'utilisent. Mais en tout cas, on utilise une voiture seulement quand on en a besoin. On paye seulement quand on utilise une voiture et on peut choisir. On peut prendre une petite voiture pour un court trajet, une grande pour les vacances, une camionnette pour un déménagement. C'est très chouette. On paie, on peut économiser jusqu'à 3 000 € par an et avec la prime salaire, on peut recevoir jusqu'à 1 000 € si on rend sa plaque et choisi des solutions comme l'autopartage. Et c'est surtout aussi, et c'est pour ça qu'on en discute ce soir, c'est aussi une bonne chose pour la commune. Parce qu'une voiture partagée peut remplacer 7 à 15 voitures privées. Et on pourrait utiliser cet espace pour avoir plus de trottoirs, de pistes cyclables, de verdure, des arbres, des terrains de jeux et plein d'autres idées. La région reconnaît l'importance du partage de voitures et le soutient, avec des mesures comme le stationnement gratuit pour les voitures partagées et des objectifs de croissance clairs ont été fixés en fonction du nombre d'habitants. Pour Molenbeek, c'est l'objectif de 65 emplacements fixes. Combien de emplacements fixes vous pensez que Molenbeek a. Non, heureusement, pas deux ou trois, mais 20 21. C'est seulement 32 % de l'objectif. Where the night the living van der Class. classe pour comparer. Comparaison avec Legging in Brussels deux. 122 Selling Under Safety Presence. Anderlecht. Acheter ceci. Alors non, vraiment, avec les 32 % d'objectifs et le 21^e place, c'est un peu pathétique. Soit, Mais question combien de places cambio? Y a t il à Molenbeek en ce moment? Parce que j'avais les données de 2023. Comment ça se fait que d'autres communes continuent à développer leur offre alors qu'à Molenbeek, ça ne bouge pas? C'est quoi la raison pour laquelle notre commune a de si mauvais résultats? Et surtout, le plus important, comment allons nous améliorer cela le plus rapidement possible? Est ce que la commune connaît et utilise la Green deal inclusive? Car sharing, c'est une initiative qui rend le partage de voiture plus accessible pour des groupes vulnérables comme les familles monoparentales ou les personnes âgées. Quel effort la commune fait elle pour promouvoir le partage de voitures auprès de ses habitants. Et finalement, dans plusieurs documents politiques, il est question de mettre en place un système de voitures partagées électrique pour les habitants du logement, des logements sociaux à Molenbeek. Vous pouvez nous en dire plus à ce sujet? Daniel.

Marty et Cécile Van de Réalité in Molenbeek on the new cambio. Citation made in it with this template the things that is l'art verdure cambio self made in prioritaire hit and breeding. Une vraie fan up with us and fire and pointing en VF extra plate and never templates creation positive advice van and the de Transylvanie Word reset precise and that the North birds in my energie In Brussels state of art in situ socio-économique. Ce contexte is indé et Molenbeek is in structurel Warner for work, but brussels off in Real Madrid, her born in Word. Autodesk Dur RV est un site de fan ordre afin de voir si besoin le guide local Related inclusif ordres deal via The Green Deal inclusif car sharing so that our regroupé in order is in order by parking to run. Craig Death Numbers pilote project Matt, électrique d'élevage in Sam Social Verlag Anderlecht,

annonce un climat. This is un project. Le logement Molenbeek quoi. Hopkins, cette mère sensibilisé en communication avec divers vers des problèmes de Communiquer de ville en ville aux. Infos Ceci. Dit, Molenbeek m'arrange. Le contexte est complexe de A à Z, ni en ville. Paramètre en une minute. Tour de situation Nord-Ouest en NZ. Under tu in up inclusive project return melt. Le logement Molenbeek Mardi. Tuiles niaiseres. Date du dossier Obsessed. Regardez vos murs. Platz in Molenbeek. Mardi. Ook the reality al Scooby self need open the way a cours Méthode Earth bread and there. Are breathing for the self. Dans un milieu fins commerciales. Aide financière. Reading.

In you need all in pharmacie. This is. The new blooming. Interesting. This. Is under the. Open. En transparence du moment. This. Is my. Name. Is that we have the public? And there is in one of. This one man in the left for the war of war. Feats that is the new year of the mind. Okay. Il y a donc un. Point 46 Interpellation, euh, déposée par madame Garcia, finlandaise relative aux nuisances autour de la place. Bravo. Madame Garcia Fernandez.

Merci, Monsieur le président. Alors, Monsieur le bourgmestre, vous connaissez bien la place. Vous connaissez parfaitement parce que vous recevez, euh, des mails, Vous recevez les gens aussi, m'a-t-on dit, euh, des alentours de la place Brun ou du Parc Blanc. Donc je vais pas vous faire la liste de toutes les nuisances que vous connaissez parfaitement. Je vais, si vous le permettez, directement passer aux questions. Alors la première question, c'est quelles actions spécifiques de prévention et de cohésion sociale? Je m'adresse peut être aussi à Monsieur Diallo s'il sait répondre. Sont engagés dans cette zone. Quelles mesures concrètes sont mises en œuvre pour garantir la tranquillité publique dans ce quartier? C'est particulièrement la nuit et le soir que les gens se plaignent. Alors, est ce que la présence policière de proximité a été ou sera renforcée. Euh. Et je sais que vous avez dit dernièrement dans la presse que la note de politique générale était en préparation. Mais je vais quand même vous poser la question de savoir s'il existe une stratégie transversale qui permette de restaurer durablement la qualité de vie dans cet espace public, en lien avec les différents services communaux. Merci pour vos réponses.

Merci, Monsieur le bourgmestre.

Merci beaucoup. Madame Garcia Fernandez. Tout d'abord, merci pour vos questions. Au regard de vos questions qui sont en lien étroit avec, euh, l'autre interpellation et ma présentation, la réponse à la à la question d'actualité, je me permettrai de vous répondre de manière globale et vous comprendrez aisément que je ne puisse pas vous fournir certains éléments de réponse qui doivent rester confidentiels, et ce pour des raisons évidentes de sécurité publique. La problématique soulevée ne se limite pas au numéro deux, mais bien à la place, à la rue et aux alentours de la tour. Pour info, depuis quelques mois, le quartier Info fait l'objet d'un focus important par les services de police, et ce tant au niveau de la fermeture d'établissements, des contrôles renforcés, des patrouilles pédestres, d'une intensification de la collaboration intra service au sein de la zone, et cetera. Les matières visées par ces actions touchent tant les stupéfiants que la mobilité, par exemple. L'aspect accessibilité tout autour de la tour, pour info, est également visé. En effet, des véhicules occupent constamment le parvis avant et arrière de la tour. Des réunions avec tous les intervenants se sont déroulés in situ et notamment avec les services de pompiers, et ce, dans l'objectif de libérer les deux zones de toute occupation. Pour ce qui concerne la stratégie transversale, ceci est certainement existante et opérationnelle, que ce soit dans le cadre de la Task Force locale ou de groupe d'intervenants en lien avec certaines problématiques spécifiques à certains quartiers. Et je vais passer la parole donc à Monsieur Diallo, qui va alors vous expliquer ce qui est mis en place au niveau de ces services.

Merci beaucoup, euh, madame Fernandez, pour vos questions et interpellations. Cette situation, euh, préoccupe tout le monde. Donc ici, moi, je vais essayer. Bon, je vais peut être je vais prendre quelques minutes pour vous donner exactement ce qui est fait actuellement et ce qu'on nous envisageons de mettre en place. Donc, au niveau de la commune, nous agissons de manière concrète et structurée pour soutenir nos jeunes et les habitants du quartier sur le terrain avec euh, le service Le pont coordonné par Mouv A.S.B.L, en partenariat avec, euh, d'une ASBL et les travailleurs sociaux de rue, effectuer des maraudes sur le périmètre du canal autour de la place. Pour info, les services accompagnent les personnes en

situation d'addiction et leurs familles grâce à un soutien psychosocial et une orientation vers des structures spécialisées. Leur périmètre de maraudage se situe entre le Canal Isère Info Bonneville et le Parvis. Il y a également l'intervention de la maison communautaire Piron qui est au niveau du périmètre de Bourg Info. Euh le il existe et il couvre la place Blanquefort, le secteur Piron, le parc blanc, euh le parquet, le franc et vente et du CESS. Il y a donc un dispositif de type, euh, info concrète. Ils agissent, ils font de manière quotidienne deux maraudes tous les jours. Donc, du lundi au vendredi entre 14 h et 16 h et de 18 h à 20 h. Donc euh, en terme d'animation, ils font des animations et activités pédagogiques qui sont organisées, favorisant l'inclusion, euh et la responsabilisation des des jeunes qui tournent autour de Brain Info. il entretient également des dialogues permanents avec les habitants à travers des rencontres hebdomadaires, des concertations avec le réseau associatif qui est présent autour du périmètre, euh et participent aussi, euh, à des événements fédérateurs comme euh, euh, les fêtes de quartier, euh le Street caravane et autres. Nous, ils activent aussi, euh, une pédagogie spécialisée adaptée aux jeunes en rupture, euh euh, que ça soit avec leur famille mais aussi avec l'école. Donc une approche individualisée selon le profil et les difficultés de chaque jeune. Un programme éducatif intense. Par exemple, euh. Organiser des camps de trekkings séjours encadrés à vie à visée pédagogique. Ils travaillent aussi sur les compétences sociales respect, citoyenneté, gestion de conflits et participe aussi à la responsabilisation progressive des jeunes dans les projets constructifs. Ces actions sociales permettent de créer du lien social, d'identifier les besoins d'accompagnement et favorise la prévention des comportements problématiques pour les jeunes qui rencontrent des difficultés, en particulier la maison, les travailleurs sociaux de RI euh, de de la Maison communautaire Piron, euh, proposent des accompagnements individualisés, une orientation vers les services appropriés dont ils n'ont pas la compétence. Donc, actuellement, il y a une réflexion pour cette année dû, euh, au constat, euh, qu'on a constaté puisque, avec l'arrivée des nouveaux habitants dans le nouveau tour, des infos qui quittent, euh, qui viennent d'autres quartiers, qui joue, euh, rejoint d'autres jeunes aussi sur place. A Donc ça crée, il y a, il y a, il y a un conflit, bon, ils sont confrontés aussi avec des jeunes qui ne sont pas du quartier, qui viennent du quartier Bonne vie du parvis et d'autres ailleurs qui viennent là. Donc, ça rend un peu difficile leur travail de terrain. Donc, suite à ces constats là, cette année, ils sont, euh, sur, euh, on il y a une une volonté de réfléchir quelle est la méthode appropriée pour faire face à cette nouvelle réalité? Qui. Parce que ce sont des jeunes qu'ils ne connaissent pas et qui ne sont pas des quartiers. Donc quand même, je tiens quand même, euh, à apporter des. Une des une. Contextualiser aussi certains faits dont, au niveau de la cohésion sociale, nous sommes, euh, confrontés. Donc, je dis, il est important de préciser que nous observons actuellement un phénomène significatif du déplacement des jeunes dont je vous parlais. Il y a aussi eu des éléments de fond depuis des années, la politique menée, les politiques menées détruisent progressivement le tissu associatif dans nos quartiers. Ça, c'est un fait, ça. Dans les quinze et 20 dernières années ici, nous constatons la dégradation au niveau de l'associatif et au niveau de la cohésion sociale, qui est un abandon total dans la région de Bruxelles. Ce n'est pas que à Molenbeek. Donc ce gouvernement est aujourd'hui peut être. Tout le monde est témoin du fait qu'on n'a pas de gouvernement ne rassure pas parce que il y a plein d'associations qui, aujourd'hui, qui sont sur le terrain, là, sont sans perspectives claires. Quand on regarde la situation de, euh, de la WAC ou qui, avec, euh, la. Le programme de politique de la ville en. Si on n'a pas de gouvernement, c'est 26 contrats qui seront menacés directement. Donc, ça, ça ne permet pas d'agir concrètement ou aller plus loin par l'associatif, même si ils ont la volonté, mais ils n'ont pas les moyens nécessaires qui leur permettent d'agir concrètement avec nos jeunes qui sont aussi dans des besoins et nos citoyens qui sont là, qui ont besoin d'avoir des réponses concrètes, structurées et pérennes. Donc, ça, ce sont des choses que je tiens à vous. Donc, il y a aussi, euh, les mesures qui vont arriver, Moi, je vais pas prendre ça, on va dire toutes les choses, recevoir, avoir 4000, euh, plus de 4000 personnes qui vont être exclues du chômage, les personnes qui ne seront qui n'auront pas, euh, Obtenir un accompagnement constructif ou les personnes qui ne seront pas aidées par le CPAS vont se retrouver dans un dans une situation précaire et qui vont se retourner vers ces associations de première ligne aussi, qui n'ont pas les moyens et qui doivent se battre avec ça. Donc, ça,

c'est une situation aujourd'hui. Je je. Ça, c'est une préoccupation qui doit concerner tout le monde. Ce n'est pas que seulement, euh, le chemin de la, euh, de la cohésion sociale ou de la jeunesse ou nous, euh, euh, la le collège, c'est tout un chacun de nous, acteurs qui, engagés dans la vie politique, nous avons besoin d'un renfort structuré, pérenne pour nos l'associatif. Sinon le risque est tellement énorme. Je ne peux ni prédire ce qui peut arriver, comment ça va se passer. Mais la seule chose en tant que chef de la cohésion sociale, c'est de mobiliser l'associatif, les rassurer, être avec eux. Notre jeunesse mérite aussi un accompagnement vraiment structuré, une écoute et une approche. Pas de mépris, de réserve parce que il y a une réalité qui est aujourd'hui qui est connu dans la région de Bruxelles. l'École est abandonnée. Les Les parents deviennent de plus en plus précaires. l'Associatif est précaire et donc c'est difficile d'envisager. Donc, j'entends très bien la situation après vous. Qui préoccupe tout le monde et que notre objectif pour le futur d'entre eux dans. Dans les jours et semaines à venir, c'est de mobiliser d'abord, euh, nos forces, euh que parce que Mouv, euh reste l'acteur, euh l'association, l'ASBL qui va prendre en charge la le premier rôle. Mais nous allons aussi mobiliser nos partenaires qui sont l'associatif du terrain mais aussi communaux, par exemple le logement Molenbeek qui est propriétaire du tour de bras, mais aussi travailler avec nos, euh, nos collègues de la prévention des gardiens de la paix, voir comment on pourrait agir à la fois pour apporter une réponse adaptée, structurée et soutenue par tout le monde, mais aussi pouvoir, avec euh, le service jeunesse et de la cohésion sociale, comment on pourrait trouver des solutions? Euh, une orientation bien adaptée à notre jeunesse aussi quand on a besoin, parce que ces nuisances, on peut reprocher plein de choses, mais il y a une seule chose qui est reste claire si on n'a pas où aller, si on n'a pas d'endroit où on peut faire des activités, on ne peut que se réunir devant notre porte. Je ne dis pas que ça explique tout, mais une grande partie. C'est parce que si on nous aide, ne sont pas occupés, c'est difficile de leur reprocher tout. Donc c'est un peu ça. J'aimerais bien avoir une réponse vraiment nette aujourd'hui, mais l'avenir ne m'inquiète pas pour euh, euh, moi, en tant que politique, mais pour nos parents, pour les jeunes et les riverains dans nos quartiers. Je je vous remercie.

Euh merci, monsieur Diallo, euh monsieur le bourgmestre.

Je me rends compte que j'ai pas répondu à la question concernant les plans de sécurité hi hi hi hi hi! Effectivement, un plan de sécurité et aussi un plan zonal de sécurité qui en fait dépend aussi des autres niveaux de pouvoir puisque vous savez qu'au niveau régional, donc, il y a un niveau politique, c'est à dire on travaille dans le cadre du corps, c'est à dire la commission de de régional de sécurité où il y a les 19 bourgmestres et également le ministre président avec aussi le gouverneur de la province, euh, provinciale de Bruxelles, de de. On l'appelle province, pas provinciale, mais le gouverneur de la Région de Bruxelles-Capitale. Après, en dessous, on travaille avec le. C'est la couche opérationnelle. Et là, on a donc. SEF qui travaille. Donc, euh, CFC, l'organisme de sécurité au niveau de la région où il y a trois, trois personnes qui sont des coordinateurs de sécurité et qui eux, aident en fait à constituer les task force locales. Mais nous, on était déjà bien avancé par rapport à ça, même euh, au niveau de CF, j'ai rencontré la personne de la coordination de sécurité qui m'a dit que il venait même à Molenbeek parce qu'il y avait des exemples positifs de constitution de la task force, Task force qu'on va élargir maintenant à différents acteurs pour travailler sur la vie de quartier. Mais je voulais aussi vous dire, parce que on est dans l'actualité et c'était nécessaire que vous ayez une information complète. Toutes ces informations, normalement, vous devez les avoir, vous devez les demander au Conseil de police qui est l'instance adéquate pour toutes ces informations. Mais j'ai donné l'information parce que ça faisait partie. Voilà, on est dans un contexte un peu particulier. C'est un moment, c'est un moment aussi, euh, privilégié pour donner toutes ces informations, Mais je pense que voilà, il faudra dans le futur, vous avez votre votre membre, là, de la ou du conseil de police, il faudra lui demander aussi d'aller. Ils ont d'ailleurs eu une réunion hier à la suite de laquelle ils ont reçu pas mal d'informations. Donc voilà, je. Je vous invite à le faire la prochaine fois.

Merci, Monsieur le bourgmestre. Uh uh uh uh uh uh. Et cette note? Je reviens vers vous parce qu'en fait, j'avais malheureusement pas vu la demande de la parole.

Non, en fait, c'était plutôt une question. Euh, puisqu'on parlait de la place brune forte, c'est entre temps aussi une solution pour le parking, pour une faute qui euh, qui est encore toujours remplie par des personnes qui sont droguées et qui en effet font beaucoup de dégâts, etc. Voilà.

Très bien. Euh.

Finlandaise, merci. Euh merci Monsieur le bourgmestre pour votre réponse euh, euh, très complète et je prends bonne note de votre remarque sur les questions relatives ou en tout cas à la compétence du Conseil de police. Merci, Monsieur l'échevin, pour votre connaissance du dossier. Vous êtes inquiet, j'espère? Je comprends. Et ce que je comprends aussi, c'est que l'arbitrage entre le répressif. C'est pour ça que je me suis permise de poser la question ici à Monsieur le bourgmestre. Entre le répressif et la prévention, c'est quelque chose d'extrêmement compliqué. Ce qui m'inquiète, moi, c'est euh je pense plutôt à l'équipe Pierron. Ils sont déjà pas très nombreux et je me dis qu'avec l'arrivée de tous ces nouveaux arrivants, je veux dire dans la tour, ça doit être compliqué pour eux. J'espère, j'espère que vous, en tant que l'échevin de la cohésion sociale et le président de Move, vous serez particulièrement attentif à cette équipe là. Voilà. Merci, Monsieur l'échevin.

Merci. Euh nous allons euh au point suivant. 47 Euh, je donne la parole à Monsieur Didier Van Mary. Euh. Donc. Donc, une interpellation qui est relative à la gestion irresponsable de la canicule dans les écoles communales. L'École quatorze. Voilà à vous.

Oui.

Donc vais revenir un peu sur un événement qui a eu lieu fin juin début juillet, donc la gestion de la canicule dans les écoles. Donc, il aura fallu que la presse s'empare du sujet pour que de simples bouteilles d'eau soient distribuées aux enfants de l'école quatorze. Je le répète, il a fallu que la presse s'en mêle pour que la commune réalise qu'il faisait jusqu'à 35 degrés dans des préfabriqués, sans même un minimum prévu pour l'hydratation. Comment est ce possible? Comment peut on en 2025, laisser des enfants dans des salles transformées en fournaies sans réagir? Les fortes chaleurs n'étaient pas une surprise. L'IRM les annonçait depuis plusieurs jours. Et pourtant rien. Aucune anticipation. Aucune mesure préventive. Pendant ce temps, l'administration communale, elle passait tranquillement en horaire d'été. Mais pour des enfants dans des boîtes métalliques surchauffées. On attend que les médias fassent le travail. On nous explique que la canicule n'est pas un motif de fermetures d'écoles. Très bien, mais l'absence d'eau, le non-respect des conditions minimales de bien être, le bon sens, est-ce un motif suffisant pour agir? Deux crèches ont été fermées dès que les 30 degrés ont été atteints. Pourquoi? Parce qu'il était évident que cela devenait dangereux. Alors pourquoi l'école quatorze est elle restée ouverte avec 35 degrés en classe? Est ce que les enfants de cette école valent moins que ceux nés en crèche? Ou bien ont simplement préféré fermer les yeux jusqu'au scandale? Si vous interpelle aujourd'hui parce que cette gestion est non seulement défailante, elle est indigne. On parle ici d'enfants d'élèves qui viennent pour apprendre. Pas pour transpirer jusqu'à l'épuisement dans des conditions inacceptables. Je vous demande donc publiquement pourquoi aucune mesure préventive n'a été prise dans les écoles avant cette vague de chaleur pourtant annoncée. Pourquoi a t il fallu attendre une couverture médiatique pour qu'on se décide enfin à distribuer de l'eau? Quelles mesures concrètes seront prises immédiatement pour que cette situation ne se reproduise pas dans les jours ou les semaines à venir? La commune va t elle mettre en place un plan canicule spécifique aux écoles, avec des seuils de température et des protocoles automatiques? Et surtout, comment comptez vous regagner la confiance des parents qui ont vu leurs enfants être traités avec une telle légèreté? Car à 35 degrés, on ne parle plus de conditions d'enseignement difficiles, on parle de mise en danger. Merci.

Merci Monsieur U. Il va falloir savon.

Et. In the. Extreme problématique. Zero isolation. Resultat. Investir. En temperature Darling. Investir dans des idées en. Vrac et la communauté. Mettre en place un plan canicule spécifique aux écoles en Irlande. En réalité.

Monsieur le conseiller communal. Donc, voici les éléments de réponse. La question de pouvoir fermer les écoles et ou permette aux élèves de rentrer chez eux lors de la De lors de canicule. DOIT en fait se traiter en regard des termes normatifs de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui

reprend dans un de ces articles les éléments suivants qu'il y a moyen de suspendre des cours pour force majeure. Le texte stipule que si la suspension des cours résulte d'un cas de force majeure, les cours ne doivent pas être récupérés. Je vous fais. Euh. Je vous ai pas mis tous les articles, mais ils sont disponibles, je peux vous les envoyer. Alors attention, car la circulaire permet de suspendre les cours, pas de fermer l'école, laissant aux parents qui ne pourraient garder leur enfant la possibilité de néanmoins les déposer à l'école. Contrairement à vos insinuations sur le fait de ne pas avoir traité la question en amont. Nous vous informons que des contacts ont été pris la semaine avant le début de la canicule avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, afin de nous assurer que nous pouvions suspendre des cours en raison un de la canicule elle-même, deux que la suspension n'aurait pas d'impact quant aux matières à enseigner, la période étant celle de la dernière semaine de cours avant la fermeture pour les vacances d'été. Il nous semblait raisonnable de pouvoir considérer les raisons techniques du déclenchement du plan canicule au niveau communal, qui s'applique uniquement au personnel communal comme circonstances exceptionnelles au sens des circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles, des différents contacts auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles, tant auprès du Secrétaire de l'Enseignement fondamental que de la direction de ce département de la Fédération Wallonie-Bruxelles Enseignement. Il nous a été répondu que les cours ne pouvaient pas être suspendus pour cause de canicule, que la circulaire ne se prévoyait pas que ce cas de figure et qu'il ne rentrait pas dans l'esprit de la circulaire. A nos arguments quant à la proximité des cas de figure. Conditions météorologiques exceptionnelles une tempête de neige versus conditions puisque en fait, euh, il a été, il a été reconnu que c'était possible, en fait, euh, il avait été accepté que, On regard donc au niveau de des écoles qui aident, qui sont comme, qui ont comme pouvoir organisateur la la donc la Fédération Wallonie-Bruxelles. Euh, il y avait une possibilité d'avoir une suspension quand il y avait une tempête de neige. Et donc les arguments qui ont été donnés pour des conditions météorologiques exceptionnelles, une tempête de neige versus une des conditions météorologiques exceptionnelles comme la canicule. Il a été répondu que la tempête de neige était un cas de force majeure imprévisible, alors qu'une canicule est un phénomène prévisible. Voilà la réponse qu'on a reçue. Cette réponse nous a sidéré. Dans les deux cas de figure, nous sommes face à une condition météorologique exceptionnelle annoncée par les instances météorologiques nationales quelques jours avant leur apparition. Nous ne partageons donc. Nous ne partageons donc pas l'interprétation de l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous avons proposé d'aller à l'échelon supérieur, à savoir le cabinet de la ministre en charge de l'Éducation, à savoir madame Valérie Glatigny. La Fédération Wallonie-Bruxelles nous a informé qu'elle avait fait remonter la question auprès du cabinet et que ce dernier était sur la même position que l'administration, à savoir que ce n'est pas dans l'esprit de la circulaire de suspendre les cours en raison de canicule. La Fédération Wallonie-Bruxelles Enseignement refusait donc de nous donner son accord pour suspendre les cours. Alors ça, maintenant, ça devient presque cocasse. Dans un article du Soir du temps du 30 juin 2025, la ministre Valérie Glatigny confirmait cette interprétation. Je reproduis un extrait de l'article en question. Il n'est pas prévu de fermeture pour fortes chaleurs, car les fermetures exceptionnelles ne sont permises qu'en cas de force majeure, indique le cabinet de la ministre de l'Éducation, Valérie Glatigny. La canicule n'est à ce stade pas reprise dans le code de l'enseignement. Comme cas de force majeure. Vous pouvez toujours interroger madame Glatigny sur cette incongruité. Et ce n'est pas la seule incohérence dans cette prise de position. Un. D'un côté, le refus de considérer une canicule comme quatre force majeure pour conditions météorologiques exceptionnelles et donc d'accorder la suspension des cours de l'autre côté d'agir autrement pour son propre réseau d'enseignement. En effet, qu'elle n'a pas été notre surprise de découvrir les jours suivants dans la presse Sud Info que les écoles du pouvoir organisateur Wallonie-Bruxelles Enseignement restent ouvertes. Mais en raison de la canicule, la possibilité de rester à la maison à la maison est offerte aux enfants. Nous avons pris à nouveau contact avec la Fédération Wallonie-Bruxelles sur cette différence de traitement. Leur réponse fut à nouveau surprenante, arguant qu'il n'était pas au courant de cette décision concernant leur réseau scolaire. Quant aux mesures prises préventivement, elles ont été prises bien en amont de plusieurs types. Rappel des conseils utiles. Toute une

série de recommandations ont été formulées. Elle consiste en un rappel des mesures à prendre par les directions d'école lors de fortes chaleurs. Ces mesures avaient déjà été fait, avaient déjà fait l'objet de. Transmis par mail et par courriel et par courrier officiel en 2023. Tant au niveau des mesures en classe aération limitée, limitation de l'exposition, accès à de l'eau potable qu'en dehors des classes. Réorganisation des activités physiques, favoriser les sorties en matinée et dans la grande majorité des écoles, la gestion des mesures a été efficace pour les activités programmées lors des trois jours de canicule, qui étaient en fait la remise de prix et les excursions scolaires. Nous avons aussi rappelé les mesures préventives à prendre pour l'organisation des remises de prix, de les organiser dans des locaux aérés et ventilés, de prévoir des rafraîchissements. D'ailleurs, pour les locaux aérés, ventilés, on a mis à disposition les salles comme la salle donc de spectacle de la Maison des Cultures. La la le la salle du cycle Berg. Donc quand il était possible, on a fait ça. Et donc pour les excursions, on a prévenu les parents de prévoir les équipements de protection, donc casquette, crème solaire, etc. Des boissons rafraîchissantes, des gourdes à remplir. Et de rappeler aux accompagnateurs d'être attentifs à éviter toute exposition à un rayonnement direct. Quant à des mesures préventives comme Hu hu a posé la question, Madame. Pour les écoles les plus impactées par les conditions météorologiques exceptionnelles, les services communaux analysent les possibilités de certains aménagements au regard des spécificités, spécificités techniques de chaque localisation. Il ne peut être question d'une solution unique de type air conditionné ou climatiseur mobile partout. Certaines. Certaines conditions immobilières ou certaines conséquences en cascade, saturation, réseaux électriques, etc. Devront être prises en considération préalablement à tout projet ou à toute acquisition de fourniture spécifique. Et là, je vais faire plaisir à Madame. Des projets de végétalisation progressive, des coûts des cours, plantations, structures d'ombrage, etc pour diminuer l'effet d'îlot de chaleur urbain sont aussi développés dans certaines écoles, notamment en collaboration avec Bruxelles Environnement et des fonds européens FEDER. Quant à un plan canicule spécifique pour les établissements, il ne pourrait aller au delà des limites imposées par les. Malheureusement, parler par les limites, par les circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Je le dis malheureusement dans ce cas, parce que c'est tout à fait incroyable, notamment celles citées avant en début de réponse. Le pot communal ne peut se substituer à une autorité supérieure. Je vous remercie pour votre attention.

Merci, monsieur Van Mary.

Oui, donc j'entends bien que vous concentrez beaucoup sur le fait qu'il y a eu des difficultés pour fermer les écoles, mais il y a d'autres mesures qui auraient pu être présentes, qui auraient pu être prises, par exemple la distribution de bouteilles d'eau. Parce que l'information que nous avons, c'est qu'il y a bien des classes qui sont restées jusqu'à 35 degrés dans des préfabriqués, sans bouteille d'eau, sans rafraîchissement, sans ventilation. Et donc je pense qu'il y avait quand même certaines mesures qui auraient pu être prises simplement de distribuer des bouteilles d'eau. Et là je ne pense pas que une circulaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles vous aurait empêché de donner de l'eau. Merci.

Merci, monsieur Van Meurisse. Euh, le point 48, euh. Je donne la parole à Monsieur Didier Mary. Euh pardon, Emilie. Euh. Une interpellation relative au manque de transparence et d'action de l'échevine du bien être animal. Monsieur Milice.

Merci, Monsieur le président. Mesdames, Messieurs les membres du collège. Madame, Monsieur le Bourgmestre faisant fonction. Madame l'Échevine. Récemment, une affaire préoccupante a suscité une vives inquiétudes parmi les habitants. Une personne sans abri surnommé madame Chat, a été accusée de détenir et transporter des chats dans des conditions pouvant relever de la maltraitance animaux ligotés, étouffés. Comme vous le savez, je porte une attention particulière au bien être animal. Je ne porte pas toujours une même attention, une même attention particulière pour le bien être de certains de mes collègues. Des citoyens vous ont alerté par mail.

Si ce n'était pas nécessaire comme intervention. Allez y!

Des citoyens vous ont alerté par mail ou message afin que vous interveniez rapidement. De mon côté, je vous ai également contacté.

C'était de l'humour. C'est la raison pour laquelle je n'ai pas rappelé à l'ordre. Je pense que c'était de l'humour, mais c'est délibéré. Vous, vous m'assurez que c'est bien de l'humour, mais vous me rassurez que c'était bien. C'était bien de l'humour.

Bien entendu.

Ça ne relève.

Pas de vous. Remercie, monsieur, s'il vous plaît, Monsieur. Mais Monsieur.

Comme les professeurs de karaté.

C'était de l'humour et c'est pas grave. Donc ça a été confirmé. Merci, ministre. Euh, je Je suis désolé de vous avoir interrompu.

Il en faut un petit peu pour détendre l'atmosphère.

Voilà, Allez y monsieur ministre.

Merci. Sinon je peux la retendre aussi. Aucune réponse ne nous a été donnée avant dix jours sans même un message d'absence. Pourtant, vous avez trouvé le temps d'intervenir comme modératrice dans une discussion publique sur Facebook entre temps. Ce n'est pas la commune, mais bien la police qui est intervenue pour sauver les animaux, démontrant que l'urgence était réelle. Au moment des faits, le site de la commune ne mentionnait même pas votre nom en tant qu'adjoint du bien être animal. Il a fallu que j'écrive directement à madame la bourgmestre, faisant fonction, qui répond vraiment très rapidement pour obtenir cette information. Alors mes questions sont simples quand allez vous mettre en place un point de contact officiel et réactif pour le bien être animal, afin que les citoyens obtiennent enfin des réponses rapides à leurs signalements? Quand votre nom, fonction et coordonnées seront affichés de manière claire et permanente sur le site au niveau du bien être animal et de ce portefeuille. Quelle démarche concrète avez vous engagé pour formaliser un protocole d'intervention rapide avec la police en cas de maltraitance? Quel partenariat officiel prévoyez vous avec les associations, refuges et vétérinaires afin de gérer les situations d'urgence? A quelle échéance prévoyez vous de lancer de véritables campagnes de sensibilisation sur la protection animale dans notre commune? La protection animale ne peut souffrir ni de lenteur ni d'opacité. Elle relève à la fois d'un devoir légal, d'une exigence morale et d'une responsabilité politique. Je vous remercie.

Merci, monsieur le ministre. Euh, Monsieur Loup.

Bon, en tout cas, je remercie mon collègue, monsieur le ministre, d'avoir apporté ce point qui est aussi important pour notre groupe. Et, euh, il a dit lui même que les questions de bien être animal était important pour lui. J'espère que c'est pas une question antispéciste, c'est pas uniquement les chats mais sur l'ensemble des animaux. J'espère bien mais je le rejoins aussi. Euh évidemment on entendra les réponses de Madame Madame l'échevine, sur ces questions là. Et aussi nous attendons la déclaration politique communale dans laquelle nous trouverons sûrement des points au dessus. Mais j'appuie également Monsieur Milice sur les questions du site internet de la commune. J'avoue que.

C'est.

Une catastrophe. Les informations là ne sont pas à jour et les informations importantes ne sont pas à jour. Donc je reviendrai au dessus sur les questions de fusillade. Donc en fait, normalement c'est une vitrine avec laquelle vous communiquez et quand vous allez au dessus de nous, des citoyens on en a pas les informations complètes. Merci.

Merci Monsieur euh. Madame DOSI.

Merci Monsieur le ministre, pour votre interpellation.

Le bien être animal est une préoccupation que nous partageons pleinement et je souhaite clarifier plusieurs points. D'abord, je n'ai reçu qu'un mail à ce sujet. Il était de votre part. J'y ai répondu dès le premier jour de mon retour, le 11 août, à mon retour de congé, j'avais bel et bien paramétré un message automatique d'absence pendant mes vacances, mais il semblerait qu'il ait fonctionné de manière aléatoire. Je m'en excuse et je soyez assuré que je réglerais ce soucis technique d'ici mes prochaines vacances. Le dimanche 10 août, j'ai effectivement réagi sous une publication du maire pour demander s'il était possible de modérer les commentaires racistes qui s'y trouvaient. Car si le bien être animal me tient à cœur, le bien être de nos concitoyens musulmans également. Et les propos que j'ai pu y lire ont sincèrement choqué. Pour que tout le monde puisse comprendre de quel genre de propos il est question, je vais

vous en citer quelques extraits. Donc je cite Tout le monde est au bled. qu'Espérer de plus dans cette commune devenue à dominante musulmane? Je cite Encore plus besoin d'aller en vacances au Maroc, en Algérie ou en Tunisie. J'y suis. Sans oublier le Congo et compagnie et le nombre ridicule de mecs en robe le vendredi et les femmes complètement voilées en majorité. Autre citation la bourgmestre faisant fonction a une tenture sur sa tête, Smiley qui vomit. Une honte. Et c'est mon commentaire demandant de modérer ces propos odieux qui vous choquent sérieusement. DOIT on en déduire que ces commentaires sont représentatifs de la vision du maire? Vous avez pourtant voté le 21 mai dernier une motion où notre conseil communal décidait, je cite, d'empêcher par tous les moyens légaux la diffusion des propos ouvertement fascistes et xénophobes, des propos incitant à la haine, au racisme ou à l'islamophobie sur le territoire de Molenbeek. Est ce que vous l'avez oublié ou bien ce vote du maire ne servait qu'à préserver les apparences? Pour revenir à vos questions relatives au bien être animal, les cas de maltraitance relèvent en fait de compétences régionales. Cette information manquait dans ma réponse écrite du 11 août et je vous présente mes excuses pour ça. Les signalements se font via Bruxelles Environnement. C'est d'ailleurs le premier lien qui apparaît lorsqu'on inscrit Animaux maltraités dans la barre de recherche Google. Même si on ajoute Molenbeek, c'est toujours Bruxelles Environnement qui apparaît parce que c'est effectivement eux qui sont compétents pour traiter ce type de plaintes. La compétence bien-être animal en tant que telle, elle est récente. Jusqu'en juin, elle est incluse dans la compétence développement durable, tout comme lors de la dernière législature. Même si ces deux compétences restent intrinsèquement liées. Vu l'organigramme, nous avons décidé de la rajouter pour clarifier les choses aussi, parce que cela peut faciliter l'obtention de subsides. Cette compétence se trouve maintenant bien en dessous de mon nom sur le site de la commune. Une réunion de coordination avec la police est par ailleurs tenue le 12 juin dernier. À cette occasion, un protocole d'intervention rapide a été élaboré pour mieux gérer les signalements liés aux animaux errants qui relèvent, eux, bien de la responsabilité de la commune en collaboration avec la police. Niveau partenariat, la commune travaille depuis 1988 avec les associations Chats libres et quatre Rescue pour les chiens. La situation est aujourd'hui extrêmement difficile dans toute la région. Les refuges sont saturés et ne peuvent plus accepter de nouveaux animaux, même pour les communes de la périphérie. Nous explorons donc des alternatives comme les recours à des familles d'accueil. S'il y a des gens dans la salle qui souhaitent se proposer, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Pour ce qui est de lancer des campagnes de sensibilisation sur la protection animale, je m'engage à contacter Bruxelles Environnement pour savoir s'il existe des campagnes qu'on pourrait relayer dans notre commune. Voilà, j'espère avoir répondu à vos questions et n'hésitez pas à revenir vers moi en questions écrites pour toutes demandes de précisions supplémentaires. Merci. Merci, Madame l'Échevine. Madame Dostie. Euh, monsieur Mélisse, c'est un. Euh. Madame Raïs Excusez-moi.

Je voudrais tout d'abord remercier ma collègue Josiane pour avoir répondu de façon tout à fait normale. En vrai dire, ce qu'en est on confronté à un post et un commentaire, des commentaires racistes. Et c'est récurrent en fait sous les publications du maire, et je trouve ça vraiment déplorable et dégoûtant, parce qu'on le voit assez souvent que les commentaires restent affichés et de croître. On surenchérit donc les conseillers. Je constate souvent que vous commentez et vous trouvez ça totalement normal. Donc pour eux, c'est un discours qu'on tient de façon assez banale. Donc entre eux, ces discours là sont acceptés, sont validés et je trouve ça vraiment dommage parce que je connais pas mal de personnes au sein du maire à Molenbeek qui fort heureusement ne pratiquent pas ce genre, n'utilise pas plutôt ce genre de termes de propos racistes? Mais lorsque je vois que les publications qui sont publiées actuellement sont totalement assumées, c'est du racisme. Monsieur Milice, c'est vraiment du racisme que.

Vous.

Cautionnez et que vous banaliser lors d'échanges sur les réseaux sociaux, sur vos plateformes à vous. D'accord, alors je sais que vous n'avez pas un très bon exemple au niveau de votre président de parti qui est bouché. Je sais qui déteint sur pas mal de personnes d'entre vous. Franchement, j'ai envie de vous dire, j'ai un peu. J'avais un peu d'espoir parce que je connais

pas mal de personnes au sein du M.R Et qui sont bien au delà de ça. Prenez de la hauteur. Prenez vraiment de la hauteur. Et si ces gens là qui portent des tissus tentures, Je peux donner les références si vous voulez, parce qu'apparemment ça suscite beaucoup d'intérêt. Si on dérange tant que ça. Si on ne veut même plus nous voir, je veux dire. La région compte 19 communes. Si à Molenbeek, apparemment c'est invivable. Changer de bord, Quoi?

Allez ailleurs!

Dégagez!

Je ne vais pas le dire, mais c'est limite ça en fait. Vous êtes complice de ces propos tenus sur vos réseaux. On nous rappelle assez souvent dans ce conseil, à chaque fois qu'il y a des propos mal placés sur nos euh, sur nos réseaux sociaux. Ah, vous avez écrit ça a ceci à cela. On fait pareil, on fait le même exercice. Et on trouve déplorable que même ne fut-ce que venir s'excuser auprès des personnes qui ont été identifiées, taguées et avec des propos assumés par. Je pense que c'est. Ce sont des. Des adhérents du M.R. Parce qu'il. Il se nomme aussi comme ça. Et qui trouve ça totalement normal d'insulter une grande partie de nos habitants de cette si belle commune que vous trouvez apparemment si moche, vu que des personnes avec des tentures se baladent dans cette commune. Alors je vais fermer le rideau maintenant. Merci. Madame Raïs. Donc euh, euh, de droit, cette réplique, Monsieur Méli.

Merci. Alors d'abord, un, je pense pas avoir la moindre du temps écrit ce genre de propos. Deux Je ne pense pas devoir recevoir des leçons. Après avoir travaillé plus de 25 ans dans les quartiers des Marolles en tant qu'enseignant, en tant que directeur d'école, en tant que qu'adjoint de direction. Et donc, je suis loin de devoir recevoir des leçons de qui que ce soit dans cette assemblée. Euh, maintenant, les gens qui tiennent des propos, si je peux les intercepter, je ne les laisserai pas parce que effectivement, je peux pas les valider ici. Je ne critique pas le fait que ce soit des propos, pas les propos ici. Madame Dostie Ce que je lui reproche, c'est de jouer au jeu d'effectivement modératrice sur un site, mais de ne pas répondre et me dire maintenant. Mais j'étais en vacances, alors je peux comprendre que vous soyez en vacances comme tout le monde. Tout le monde a le droit d'être des vacances. Mais alors il y a un avis, Ou alors il y a un collaborateur qui répond C'est tout ce que j'ai dit. Merci. Monsieur. Euh.

Il m'a parlé. Vous avez tout ce que je dis.

Voilà, Excusez moi, mais pas la partie, s'il vous plaît. Merci. Donc tous les deux, les deux. Voilà, voilà. Ben pas de souci. Donc l'incident est clos. Merci beaucoup monsieur.

Merci, Monsieur le président. Je ne savais pas que, effectivement, ça allait prendre cette tournure là, parce qu'on parlait quand même du bien être animal, mais à être tout autant. Je pense que ce que madame Dostie est venue ici avec ces propos là.

C'est.

Plus qu'inquiétant. Et, euh, je. Évidemment, moi, je n'utiliserai pas le mot complice, mais je dirais plutôt responsable. À partir du moment où on publie quelque chose sur sa propre page Facebook, on est responsable des commentaires qui sont en dessous. Il ne suffit pas uniquement de publier, il suffit de les modérer. Ça, les deux vont ensemble. Et à partir du moment où on laisse n'importe quel argument qui soit raciste, homophobe, tout ce que vous voulez, c'est aussi de votre responsabilité parce que c'est vous qui avez initié la première en tout cas. Message Et deuxièmement, je dirais bon, je ne joue pas l'avocat du diable, mais mais madame Dostie qui répond, euh, sur les réseaux sociaux, mais elle pourra aussi répondre dans son Enfin, en étant en congé, en étant une citoyenne qui voit effectivement, ces réponses, je les ai lues. Je n'ai pas réagi parce que j'ai pas du. En tout cas, cette. Euh comment je veux dire, je ne mets pas mes opinions directement sur les réseaux sociaux, je contacte directement la personne, mais Madame, Madame. Dossier ayant répondu directement, je me suis dit Ah! Au moins il y a quelque chose qui a pris cette responsabilité là et alerter la personne qui a mis le message principal. Donc, je pense qu'ici ce n'est pas que monsieur ministre ou quelqu'un d'autre, on est tous responsables, on est quand même des représentants en tant que conseillers communaux de 100 zéro zéro zéro habitants. Et à partir du moment que, effectivement, monsieur le ministre, peut être, il n'y a pas complice, mais il est responsable s'il a mis un message, et effectivement il n'est. Il est responsable des contenus qui sont là, mais pas des personnes. Donc, je pense qu'on doit tous faire attention, autant du côté du maire qui

est que le groupe que soit d'Aïda ou PS ou PTB. On est tous responsables de ça. Mais en tout cas, merci d'avoir pris. Et c'est pendant cette réponse sur la question du bien être animal et avoir pris cette responsabilité et de dire qu'il y a un problème. Et je pense qu'on doit tous entendre et être responsables, en tout cas de ces messages haineux qui peuvent se trouver en cause sur les réseaux sociaux. Merci.

Je vous remercie, monsieur. Euh. Euh. Sommes-nous. Euh, madame l'échevine.

Juste pour préciser.

Que.

Le commentaire raciste qui cible ma collègue est toujours là. Il n'a pas été supprimé. Voilà.

Donc, tu es responsable de ceci.

Je pense qu'il y a aussi une erreur, en fait, dans ce que les gens pensent. Parce qu'apparemment je pense que les gens ne savent pas que c'est Ganache qui est bourgmestre faisant fonction parce qu'on parle d'une bourgmestre en fonction qui porte une teinture. Bon, je ne sais pas, monsieur, si vous pensez une nature, mais en tout cas, je pense qu'il y a une erreur. Après ça. Mais je pense qu'il y a une erreur aussi, je pense, dans la tête des gens que voilà peut être bien communiquer aussi.

Je ne.

Sais pas. Le premier message que je vois en plus sur les réseaux sociaux.

Voilà voilà, je vous remercie Et je.

Voilà.

Voilà. Écoutez moi, moi je vous propose que euh, la prochaine fois, on vient tous avec des tentures. Voilà, comme ça c'est fait. Voilà, tout partis confondus.

On vient.

Pour les tentures. Voilà. Euh. Alors j'aimerais euh voilà, avant de passer au point suivant, j'aimerais quand même tout de même remercier Monsieur pour la sagesse, euh, la dernière intervention qui est une vraie sagesse, effectivement. Et vous avez tout à fait raison, nous sommes tous responsables de des des Réaction des gens qui viendraient sur nos publications. Voilà. Ceci dit, euh non au racisme, à la discrimination, à la xénophobie, à tout ce qui touche que soit l'être humain, les animaux ou même l'univers en lui même plante, et cetera. Voilà. Euh je pense que nous sommes tous d'accord et nous avons signé cette justement cette euh cette euh, cet engagement. Je ne sais pas, enfin monsieur, je sais pas ce que vous racontez, mais ce n'est pas grave.

Je disais que.

J'avais bien commencé, mais je termine bien en disant que j'adore les chats. Qu'on parle des chats, je. J'en ai adopté dernièrement deux Euh. J'adore qu'ils m'adorent, C'est génial! Voilà, nous restons.

Dans.

Le chat.

Mode. Salut! Ça va? Parfait. Alors point point 49. Je pense que je pense qu'à la fin, on peut quand même un petit sourire parce que bon, vous n'étiez pas un cadeau hein. Au début de la séance. Très bien alors. 49 Euh, je redonne la parole à Monsieur Didier Meli. Euh. Et là, ça concerne donc l'absence de six échevins et huit chats.

Non, Monsieur Didier Meurisse.

À vous la parole!

Ha ha ha.

Ha ha ha ha ha ha ha ha! Bon allez.

Un peu d'humour, pourquoi pas.

Allez y maintenant, maintenant. Sérieux?

Merci Monsieur le président et merci d'avoir temps en temps une pointe d'humour. Encore une fois, dans cette assemblée, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège. Dans un article de presse paru récemment, madame Saliha Raïs, bourgmestre faisant fonction durant la période des fusillades, a reconnu que sur les huit échevins que compte normalement le collège communal, seuls deux étaient présents, les six autres étaient en vacances, ainsi que la bourgmestre en congé de maladie. Le maire le reconnaît. Chacun a droit à ses vacances, mais pas pratiquement tout. Tous en même temps. Et certainement pas

lorsque Molenbeek vit une crise sécuritaire majeure, marquée par des fusillades à répétition, une inquiétude croissante de la population et une nécessité impérieuse d'action politique. Durant cette période critique, madame Raïs a assumé ses compétences habituelles les compétences de l'échevin des sports et les compétences de l'échevin des Espaces Verts. Et celle de bourgmestre, bien entendu. En clair, une seule personne cumulait temporairement un volume exceptionnel de responsabilités, avec tous les risques que cela comporte pour le suivi des dossiers et la qualité des décisions. Je tiens encore à rappeler que madame Raïs. Prenez encore le temps de répondre aux questions qu'on lui posait et dans un rythme vraiment très rapide, entre autres, entre autres, pour le campeur.

Même avec le rideau.

Alors le maire considère qu'être échevin n'est pas un emploi à temps partiel et que l'on exerce, que l'on exerce entre deux voyages, avec un traitement d'environ 6 000 € nets par mois, financés par des contribuables, la disponibilité doit être totale. En période de crise, Les congés doivent être organisés de manière à assurer la continuité de l'action communale et non à laisser l'exécutif réduit à peau de chagrin. La sécurité et la gestion de l'espace public. Les sports et les espaces verts sont des matières essentielles qui ne peuvent reposer sur une seule personne pendant plusieurs semaines. Nos questions. Comment justifier. Justifiez vous qu'autant de compétences ai été concentrée sur une seule personne dans un contexte aussi tendu? Pourquoi n'a t on pas rappelé les échevins absents compte tenu de l'urgence sécuritaire? Quels mécanisme comptez vous mettre en place pour éviter qu'une telle situation inacceptable ne se reproduise? Les finances via leurs impôts à un collège censé défendre leurs intérêts tous les jours de l'année, Ils n'ont pas voté pour un exécutif fantôme. Alors encore moins au moment où leur sécurité est menacée. Je vous remercie.

Merci, monsieur le ministre. Me voilà au second.

Problème Die and the. Problem over stage curtain policy. ICI Andrew Wilson de The Closet Federal War. Is in your. Name. Is it in up? Even in the moment In Molenbeek. Bourgmestre. Absurde. Avec comité de Molenbeek. Divers. Pas en discussion, mais une mesure désoeuvrée de gauchistes. C'est scandaleux. Ville de la. Communication was the communication days summer of the website van de news Wasser and his state meets Delhaize Facebook Bayern Munich, stealth history, Uganda in fermeture on the brush Watson officiel canal war in the avec. State et reaction car extra policy. Marre. Marre de frustration. Edit Debate had to start nous. That you are respect war on the burger and war democracy and the walking dead moment en allemand zone mute in the wire. Leadership new life. And I hope.

Quatre. 100. Onze Je suis. En train d'attendre. ICI, comme on dit en actualité. Indeed for the age of propagande. That of that is the but Ni de. But. In the war. Over the lost in the woman we park. What would anderson. It's college that. The thing in Madrid. Mute. In this made it is needed de ski. Back to be in Molenbeek. Die direct under the world in the constant. World war in Facebook. Horloge to the party Maren Antwoord that believe it and that was incoming. This is. Over when the. World of. The stone. On the king Working van the Order and the Legend of the Federal hearing on the world in the body of the eye of the art of the man in the health and the in one of needs and the living in. The end of the man. Nos citoyens ont peur et ils en ont marre. Thank you.

Monsieur.

Merci beaucoup. Et effectivement, sur les questions de fusillade proprement parlé, on a déjà une interpellation, donc je viendrai au dessus ici. Concernant évidemment, je réagis par rapport. Euh. En tout cas, l'interpellation de Monsieur ministre, je l'ai vu, hein, cette, euh, cette sortie dans la presse, parce que j'ai découvert, en tout cas pas uniquement via l'interpellation, mais le fait de dire qu'un échevin gagne 6 000 €. Oui, c'est réglé par la loi communale parce qu'on a autant d'habitants, il y a autant de brut, autant de net. Le fait de sortir ça dans une crise, je trouve ça populiste. Je suis désolé de dire mais ça ne va pas. Pourquoi? Parce qu'on dit Il y a six échevins sur huit qui sont présents. Je suis désolé, mais pendant des fusillades qui ont eu lieu, nous en tout cas, citoyens ou nous conseiller communal, si on veut que Mr Albus City soit présent, ben en fait, on aimerait bien que lui il s'occupe de la propreté de la commune. Il va pas commencer à commencer à voir si. En tout cas les douilles qui se trouvent sur place salissent la commune. Non pas du tout. Si Monsieur l'échevin Houari qui doit être

présent, c'est pas pour comptabiliser le nombre de douilles, hein? C'est qui qui règle le vrai vraiment bien? Qui travaille bien sur les finances de la commune? Et en dernier lieu, si madame Dostie, en tant que échevine de la bien être animal parce qu'on vient de parler, c'est pas pour savoir si les chats ont été traumatisés pendant sa fusillade. Non. On est là effectivement pour qu'elle travaille dans ses propres compétences, donc en fait. Et en plus, je trouve que les échevins, c'est comme monsieur et madame tout le monde, en dehors même des questions de financement, tout le monde a besoin ces congés et et je trouve que c'est normal que vous preniez vos congés pendant les périodes estivales. Évidemment, vous ne pouvez pas prévoir qu'il y a qu'il y aura des fusillades à Molenbeek. Par contre, je trouve que la réaction de bourgmestre faisant fonction d'abord madame Raïs, effectivement, vous étiez là pendant que l'autre se faisait en fonction. Étant en congé, c'est tout à fait normal parce que vous le remplacé, mais vous avez mis quasi une semaine pour pouvoir réagir. Moi je regardais en tout cas les articles des journaux. C'est une semaine depuis le 31 juillet. Votre réaction? Je dirai tout à l'heure en faisant une chronologie. Vous avez mis une semaine. Il s'est passé une semaine avant d'avoir une réaction officielle d'une bourgmestre faisant fonction. Mais en même temps, cette fonction là, enfin cette communication là, c'était un constat. Et on a attendu quasi un mois.

Et je parlerai.

Du contenu tout à l'heure parce que le contenu est positif pour moi, mais on a attendu quasi un mois de bourgmestre faisant fonction, Monsieur Diané, pour qu'il puisse faire une sortie pour parler du contenu. Un mois entre le premier fusillade et le bourgmestre faisant fonction qui communique sur le sujet. Ça, c'est pour moi. C'est long. Et je rejoins évidemment ma collègue madame Agon. Et ça gonfle dans le sens. On n'a pas vraiment d'un canal officiel de communication. Soit vous lisez les journaux ou vous êtes abonné à certains médias qui coûtent cher, et ce n'est pas le cas de tout le monde. Ou bien il y a des médias publics comme BXL ou RTBF, mais il faut quand même que vous suiviez l'actualité, ou bien il faut être abonné sur le compte personnel.

De l'échevine.

Ou bourgmestre faisant fonction. On a un site internet, vous avez un page Instagram. C'est pas mis à jour. Pourtant c'est un point important. Informer les citoyens, c'est leur sécurité. Il y a des balles qui courent dans tous les sens dans les parcs pour enfants et c'est là, c'est important. Moi je m'en fous que vous gagnez 6 000 € par mois, je m'en fous que vous prenez des vacances. Mais communiquer ou bien organiser un conseil communal extraordinaire? Là, aujourd'hui, on est au conseil communal. On a attendu 18 h, quasi 6 h avant de pouvoir parler de ce point, Que nous, l'opposition, qu'on puisse intervenir, ce n'est pas normal. J'ai dit.

Merci, monsieur. Monsieur Bensalem.

Je vous remercie, Monsieur le président. Je tiens à remercier Monsieur Soum. Pour une grande partie de ce qu'il vient de dire. Euh Je pense que pour ma part, mon groupe, je pense que la majorité le rejoignent. Je tiens à tout de même rappeler, euh, à l'instar, tu es maire, que les échevins n'ont pas de gilet pare-balles et ne courront pas après les fusils d'assaut. Donc ça, il faut bien que vous entriez dans votre tête. Et quand on est responsable politique, on fait attention à ce qu'on dit. Plutôt que de rassurer la population, vous envenimer la situation. Ça, c'est pour la première information. Ensuite, vous taxez très souvent nos collègues ici présents, vos collègues ici présent de populiste. Ben là, vous avez tapé la palme. Franchement, sur toute cette législature, j'ai jamais entendu quelque chose d'aussi puissant qui ne rapportait rien au débat. Mis à part le fait que vous ayez une petite ligne avec votre petit nom dans les médias. Dans une situation pareille, on fait preuve de retenue. Soit on avance pour le collectif, soit on se tait. Et là, en l'occurrence, vous avez manqué, Vous avez manqué une occasion de vous taire. Rajoutez le fait qu'il touche six zéro zéro 0 €. Vous aviez touché 6 000 € pour certains d'entre vous. Je rappelle aussi que pendant plus de 20 ans, vous étiez dans une majorité à Molenbeek et à aucun moment lors des attentats, on a fustigé la gestion de la bourgmestre et maire. On l'a plutôt.

Soutenu.

Dans l'opposition. Tout du contraire. À aucun moment on lui a montré du doigt car on a considéré qu'il fallait faire l'unité face à une situation aussi dramatique. Je souhaite réellement

que vous en preniez de la graine, et que vous puissiez prendre un peu de temps pour voir comment fonctionnait le passé, pour pouvoir mieux vous armer dans le futur. Je vous remercie. Merci. Euh monsieur Bensalah, euh Rice.

Euh brièvement monsieur, euh vous m'avez euh Vous avez clairement dit qu'aucune communication n'avait été prévue une semaine après les faits. Fort heureusement, j'avais mon collègue Diallo qui était présent. A savoir que la gestion. Dès les premières balles qui ont été tirées, j'étais déjà entouré des agents de police, des commissaires pour décréter de pouvoir avoir du renfort tant au niveau du fédéral, des autres zones de police, mais également pour donner des directives claires à notre personnel communal ou à nos gardiens de la paix, que je que je remercie pour leur rapidité et aussi pour leur dévouement pour notre commune et nos habitants et les agents, pour pouvoir avoir une stratégie claire pour les jours qui allaient encore venir. Et j'ai eu raison de faire cela car on a clairement vu que les jours après les balles, on continue à survoler nos rues et sur nos façades. Quelques jours après, fort heureusement, on a vu que la stratégie a porté ses fruits. On a pu intercepter. Mais ce que vous ne savez pas non plus, c'est que nous sommes aussi dans l'obligation de garder à des certains moments le silence sur certaines interventions. La police nous oblige à ne pas communiquer à certains moments crucial de certaines opérations. On ne peut pas tout révéler. Mais ça, c'est pas quelque chose que je vais le dire ouvertement. On ne peut pas tout révéler, car je serai contrainte à dire des choses qui pourraient mettre en péril une certaine enquête en cours. Et des enquêtes, il y en a. Des actions, il y en a. Mais je comprends aussi les habitants qui se posaient la question mais où sont ils? Que font? Il faut savoir que j'étais dans la maison communale, donc les balles, ils pouvaient à tout moment aussi atteindre le personnel communal et moi même vu que j'étais près du parc. Bonne vie, J'étais dans ces rues rue de la Perle, euh rue de l'Avenir etc. Je parcours ces rues là, mais je veux dire sincèrement, ma prise de position dans la presse, c'était un message que j'ai adressé au fédéral et que j'assume pleinement car mon parti est également représenté au sein du fédéral et la première chose que j'ai faite, c'est prendre mon téléphone et appeler mon président de parti. C'est la première chose que j'ai faite en disant mais qu'est ce que vous foutez? Est ce que Molenbeek est encore une priorité pour vous? Est ce que les habitants de notre commune ont les mêmes droits que les autres habitants d'autres communes ou d'autres communes de la Belgique. Car j'ai vraiment l'impression, j'avais et j'ai toujours encore cette impression qu'on est considérés comme des habitants de seconde zone. Car mon appel était clair, j'ai demandé des renforts. Lorsqu'on organise un match de football, on a droit à plus de 70 agents. Est ce que lorsqu'on a une fusillade, ce n'est pas un critère assez urgent pour qu'un renfort soit justifié? Je me pose toujours la question parce que je n'ai toujours pas eu de réponse à ce sujet concernant du ministre de la Sécurité au niveau fédéral. C'est une question que je lui posais clairement. J'étais ravi d'entendre le procureur du roi qui rejoignait mon analyse. En fait, suite à un coup de gueule lors de sa conférence de presse, car nos, nos analyses et nos constats se rejoignent. Nous manquons cruellement.

De.

Moyens. Et ce n'est pas tout d'avoir des agents de police présents sur le terrain, car ce n'est pas ça qui va arrêter ces criminels dans nos rues. Mais ça favorise quand même un sentiment de sécurité de nos habitants. Et aujourd'hui, c'est ça qu'ils ont besoin. C'est ça qui réclame aussi. Et pour lutter contre le trafic de drogue, il faut bien plus que ça. Et ça, je remercie le bourgmestre Ahmed Jeannet, qui est dès son retour, a repris le relais et a continué dans cette même lancée là et a été beaucoup plus loin. Et là encore, on ne peut pas tout révéler car il y a des. Il y a des sujets assez sensibles, mais je. Je vous le dis aujourd'hui, les actions menées ont porté leurs fruits, mais porteront encore plus les jours et semaines à venir leurs fruits. Mais on ne peut pas tout révéler. Donc une prise de position, je leur ai fait le jour même s'il le faut. Mais sachez qu'il y a un protocole à suivre et qu'on ne peut même pas communiquer comme on le veut, surtout lorsque les balles sont susceptibles de rejaillir le lendemain, donc. Mais la prise de position, je l'ai faite le plus rapidement possible, car je trouvais qu'il était temps de prendre une position et de dire ce qui se passe réellement et à quoi nous étions confrontés également. Et je tiens encore une fois à remercier tous les agents, le personnel communal, notre police pour leur réactivité, pour avoir été là et pour. On sait, on sait, On a dû se soutenir

mutuellement parce que ce n'était pas facile du tout. Il faut savoir qu'il était très compliqué de dire à certaines personnes d'aller patrouiller dans ces zones là, sachant que le lendemain ou l'heure ou la minute qui allait suivre, on la on allait à nouveau être confronté à ce genre de situation là. Donc je tiens vraiment à les remercier et continuons à nous soutenir parce que c'est ce qu'on a fait durant ces deux ou trois semaines. Et je remercie aussi Diallo. Je ne sais pas où est Omar. On n'était pas tout seul, on était frères et sœurs à lutter contre ce fléau là et on avait des contacts accrus avec le bourgmestre ici. Donc, on n'était pas tout seul, on était là. On a fait notre possible. On veut toujours faire mieux, mais la situation était telle que on a dû prendre des mesures et ça peut être pas assez pour certains. J'ai entendu tellement de choses dans la presse, des critiques, etc. Mais j'aimerais j'aimerais bien les voir à notre place et voir quelles mesures ils auraient pris. Moi, ce que j'attendais sincèrement, c'était qu'on fasse aussi également, ce que j'ai fait avec mon président de parti, c'est prendre le relais et d'interpeller ses représentants à d'autres niveaux. J'aurai apprécié cela du maire, sincèrement. Et moi, je ne rejette la balle à personne parce que je suis mon parti représenté au niveau fédéral. Et c'est ce que j'ai fait pour moi. J'ai assumé et j'ai pris mes responsabilités.

Merci, madame Raïs. Euh monsieur A. Euh, monsieur le bourgmestre, euh Ah bah.

Voilà. Merci. Merci encore pour, euh, à madame Raïs qui a pris le relais. Et elle a fait ça avec brio. On est resté en contact. Je pense qu'elle a fait la. Elle a fait euh tout ce qui était euh nécessaire. Elle l'a fait avec euh, un engagement qui est à saluer. Je remercie aussi Monsieur Diallo parce que lui, il a aussi la partie qui concerne aussi, euh, on va dire, la jeunesse, les dispositifs qui sont dans la prévention. Je veux vraiment remercier, je le dis maintenant parce qu'après on risque d'oublier certaines choses. Je veux vraiment remercier notre police qui a un rôle vraiment très important, qui a fait le nécessaire, qui a fait le job. Elle a elle travaille comme jamais, comme je l'ai dit, et je pense que c'est très important de les remercier parce qu'ils ont un un job qui est pas difficile, pas facile, avec un rôle qui est des fois aussi, euh, très difficile à assumer, où il y a de temps en temps une, une un malentendu, Ils ont une fonction qui ne leur permettent pas de rigoler à chaque fois qu'ils qu'ils sont dans la rue. Leur fonction leur impose aussi un sérieux qui est peut être des fois mal pris, et ils n'ont pas souvent une reconnaissance de la part de de tout un chacun nous même peut être il nous est pas arrivé de les remercier en rue pour ce qu'ils font au quotidien et qui est des fois pas vu, On les voit quand ils sont pas là, on dit pourquoi ils sont pas là. Quand ils sont là, on leur demande pourquoi ils sont là, donc c'est presque au quotidien qu'ils doivent vivre ça. Mais notre police locale est vraiment efficace et elle met tout ce qu'il faut, même des dispositifs qui ont été mis ici et qui ont été définis avec la bourgmestre, madame Catherine Moreau, sont maintenant utilisés au niveau régional. Et donc. Et notre police est aussi très créative pour justement mettre sur pied des, euh, des des étages intermédiaires pour traiter toutes les problématiques et traiter aussi au niveau local, euh, tous les événements, en n'oubliant pas non plus d'avoir un contact avec la population, bien sûr, pas de manière générale avec une, une une communication générale. Mais vous avez aussi remarqué vous. Je vous invite à aller aussi sur le site de la police locale zonal de Nord Ouest, où il y a aussi les communiqués de presse quand ils le font, ce qu'ils peuvent le communiquer avec les saisies de drogue, et cetera. Avec toutes les arrestations, avec des saisies record tant au mois de de juillet que du mois d'août, Il y a des communiqués de presse, ils le font, mais s'ils ne le font pas, c'est parce que, comme l'a dit madame Raïs, c'est que c'est pas possible de le faire parce que il y a des, des des enquêtes en cours, et ça risque, comme l'a dit madame Raïs, de mettre en péril toutes ces enquêtes là. Je veux aussi souligner, remercier aussi le service de prévention de notre commune, les gardiens de la paix, qui ont fait aussi un job extraordinaire pour aller justement au plus près de là, aider et venir en soutien dans le cadre de leurs fonctions, dans le cadre des limites de leur fonction. Ils ont été en soutien également avec la police dans le cadre de la Task Force. Il y a eu aussi des contacts avec les autres membres de la Task Force, dans lequel il y a aussi le logement Molenbeek Squat. Toute une série d'autres acteurs. Bruxelles Environnement, qui a été directement contacté quand ils quand il s'agissait du parc Bonne vie parce que là, il fallait sécuriser certains éléments. Il y a des éléments que je ne peux pas vous dire, mais en tout cas, il y a une collaboration. Et donc je voudrais vraiment le remercier et aussi tous les services comme Move qui sont aussi dans dans cette euh, dans cette

dynamique là et dans cette approche dont on a parlé, qui est l'approche holistique et qui va s'élargir. Je voudrais aussi dire que, en ce qui concerne la sécurité, la personne qui est responsable, Sables, c'est le ou la bourgmestre en. ICI, dans le cas présent, bourgmestre faisant fonction. Labeaume en fonction. C'est le seul poste et vous le savez très bien. Vous le savez très bien. C'est le seul. Le seul poste où il ne peut y avoir de vacance. Le poste est toujours assuré, que ce soit avec la bourgmestre ou avec le bourgmestre faisant fonction, ou avec la bourgmestre faisant fonction. Ce poste ne peut pas rester vacant. C'est ce qui est. C'est ce qui s'est passé tout au long de ces années là. Même si de temps en temps, on veut décrédibiliser quelqu'un parce qu'il est une fois bourgmestre faisant fonction. Mais les mêmes, les mêmes critiques étaient présentes quand la bourgmestre était présente. On veut décrédibiliser, on veut. On a subi 36 zéro zéro zéro, 36 zéro zéro zéro critiques dont je ne veux même pas parler, ou bien que je ne veux même pas commenter parce que finalement, c'est le jeu politique. On dit chaque fois que c'est la catastrophe à Molenbeek, on rajoute des éléments, mais c'est aussi des choses que. Okay, nous on est politicien, on peut les assumer ou on peut les. Les. On peut. Euh, on va dire laisser passer ou on peut ne pas réagir. Mais il y a des gens qui sont là, à l'écoute et qui croient que réellement Molenbeek, c'est la catastrophe. Ils croient que Molenbeek, c'est devenu une zone de non-droit, que la police, elle ne fait rien du tout, qu'on n'a aucun service de la population qui travaille que ici l'administration. Il n'y a plus personne qui travaille. Mais il faut au moins prendre cette responsabilité de ce que ce qui est dit là par de la part de gens qui critiquent dans la rue, qui sont peut être des populistes, qui sont peut être des racistes, qui sont toute une série de catégories de gens qui ont l'habitude de critiquer ça. Voilà, euh c'est chez Mondain, Mais voilà, eux ils sont pas responsables. Vous, vous êtes des responsables politiques et vous dites que ici c'est la catastrophe, qu'il n'y a rien qui est fait. Mais il y a des gens qui pensent que c'est vrai. Une partie de l'incompréhension de la population, elle vient pas du fait qu'il n'y a pas de communication de la part du collège ou du bourgmestre. Là, une partie de l'incompréhension des gens, c'est qu'ils entendent des responsables politiques de de l'opposition dire que c'est la catastrophe. Et alors ils se disent Mais eux, ils sont bien informés, ils ont droit non pas ici au conseil communal, ils ont droit au Conseil de police. Et en terme de communication, quand vous êtes, vous, des membres du conseil communal, mais vous êtes aussi des membres du Conseil de police. Vous pouvez à tout moment interpellier parce qu'il ne faut pas attendre le Conseil de police. Vous, en tant que membre du Conseil de police, les membres, chacun de vous dans les membres qui sont présents ici, vous avez une personne qui est dans le Conseil de police. À tout moment, vous pouvez interpellier si vous voulez avoir des informations, vous pouvez interpellier comme nous on interpelle. Nous on a. Moi, j'ai une priorité. Madame Reiss. Quand elle était pour mettre. Faisons fonction, nous avons aussi d'autres informations qui nous permettent de comprendre encore mieux la situation et que nous ne pouvons pas dévoiler pour partie. Mais vous, vous pouvez avoir les informations si vous prenez vos informations. La moindre des choses, c'est quand même de considérer que ce n'est pas la catastrophe et que vous avez des éléments de réponse. Hier, vous avez eu au sein du Conseil de police des réponses du chef de corps par rapport à la situation de police. Ce sont des informations qui sont concrètes. C'est des résultats. Attendez, mais on a affaire à une police qui est quand même sur le terrain, qui est une police qui va directement. Dès qu'il y a une fusillade, il y a un dispositif immédiat qui se met en place. Il y a une demi douzaine de patrouilles qui font, qui qui s'occupent, qui changent leurs horaires, qui s'adaptent leurs horaires, qui changent leurs modes de fonctionnement pour s'occuper d'une zone bien précise et qui sont là et qui font le travail. Il y a une une task force enquête qui se met directement en action avec des enquêteurs qui sont spécialement dédié pour travailler sur toutes les enquêtes qui en font une priorité. Il y a la sécurité, ça s'improvise pas, C'est pas des c'est pas des amateurs qui sont là, c'est des professionnels. Donc dire que c'est la catastrophe, oui. Vous voulez nous attaquer? OK, Le jeu politique. Moi j'appuie ce que a dit Monsieur, Monsieur Bensalah. Profiter d'une occasion pareille, c'est vraiment pitoyable. En fait, c'est déplorable. C'est même laissé que c'est injuste. Mais c'est en même temps, c'est en même temps pitoyable et c'est même répréhensible, on va dire moralement, parce que on est en train de parler aussi à la population. Donc moi je pense que ici la communication, elle doit être vraiment

revue, peut être de notre part, mais elle doit être aussi revue de votre part. C'est une responsabilité collective. Vous devez nous aider, vous devez aider la population. Vous devez surtout bien informer la population, ceux que vous représentez au minimum. Mais la le la population en entier. Vous devez aussi. Vous devez aussi lui donner une communication qui soit correcte. Vous êtes les témoins privilégiés. Les gens attendent de vous que vous donniez au moins un bout d'information qui soit important. Ce que vous pouvez prendre et nous, on fera nous aussi nos communications. Madame Raïs a fait de la communication au niveau de la presse. Je ne pense pas qu'elle a négligé quoi que ce soit au niveau de la communication. Elle a fait le nécessaire avec le début de fusillade, lorsqu'il n'y avait pas encore d'information sur les enquêtes, sur le lien, sur les déplacements éventuels, parce qu'on était en train d'évaluer est ce qu'il y avait des déplacements de Anderlecht, etc. Qu'est ce qui se passe sur le terrain? Il y a une enquête qui est menée au moment où on a les informations et surtout une information très importante au niveau des fusillades. Les fusillades n'avaient pas lieu en fait. Les fusillades, on va dire, n'avait pas ne visait pas la population et elles se faisaient de nuit. De manière générale, toutes les fusillades se sont fait de nuit et elle ne visait pas la population. Oui, effectivement, il y a eu des balles perdues qu'on croit être des balles perdues, perdues. Je vous donnerai pas plus d'informations. Même ça, ça peut ne pas être une balle perdue. Ça peut être aussi dans le cadre des règlements de compte de la lutte de territoire qui se passe sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Donc, même même ces mêmes ces tirs là, on a l'impression que ça a visé quoi que ce soit. Il est vrai que l'année passée, il y a eu une autre séquence où une façade a été visée et a touché, a manqué de tuer ou bien de blesser un de nos habitants. Mais il y a d'autres cas où ça ou ça? En fait? Ça fait partie des règlements de compte et de la lutte qui est menée par rapport au territoire, par rapport à avoir le contrôle sur un territoire, les différents réseaux criminels qui sont en concurrence. Donc, cette information là, on ne peut pas la donner non plus. Et puis il y a eu la séquence de de la fusillade du 16 août qui s'est passée alors en journée, et ça aussi, c'est une nouveauté. Ça veut dire que les réseaux commence aussi à avoir une impunité telle que ils se. Ils se croient en fait, ils se. Ils se. Ils croient qu'ils peuvent aussi. Voilà. Sans sang. Je vais le dire un peu vulgairement, sans foutre de la population encore plus et commencer à régler des comptes en pleine rue. Donc on a atteint aussi un niveau différent. Ce phénomène là. Excusez moi, vous pouvez peut être nous critiquer pour toute une série de choses, mais ce n'est pas un phénomène qui est Molenbeek? Quoi? Est ce qu'on est une île isolée? Est-ce que à Molenbeek ça se passe? On ne voit pas les autres, On ne voit pas les voisins. Anderlecht a subi. Moi je serai le dernier à aller critiquer Anderlecht ou dire que c'est la catastrophe, etc. Parce qu'elle a subi de façon complètement pas voulue, elle a subi. En fait, c'est vraiment le mot qu'il faut utiliser. Elle a subi des fusillades pendant des mois et des mois. On était en solidarité par rapport à Anderlecht. Les zones ont travaillé ensemble. C'est ce que c'est, ce que c'est, ce qui a été déclenché dans le cadre de tous les dispositifs qui sont mis en œuvre, qui sont prévus pour ce genre de situation. La seule fonction qui était là, qui était nécessaire et qui est nécessaire, c'est la fonction de bourgmestre. Vous dites les les échevins, ils étaient en congé, mais oui, ils ont le droit quand même à leurs congés. Et ça a été dit, ils n'ont pas vraiment de rôle direct par rapport à la situation. Et de toute façon, nous, on est de toute façon en contact d'une façon ou d'une autre, on est en contact tous par rapport à la gestion de la commune, on a une gestion de la Covid dite, la catastrophe, etc. Mais excusez moi, on a pris des décisions, on est à une des une des premières communes qui avons présenté un budget en équilibre, à tel point que les gens ils se disaient écoutez, l'image que Molenbeek a, c'est extraordinaire, mais les gens pensaient que Molenbeek allait être la dernière commune qui allait proposer, qui allait présenter un budget en équilibre. On a présenté un budget en équilibre dans le pool de tête de toutes les communes qui ont présenté un budget, et certaines l'ont même qui ne sont pas dans notre situation, qui ne sont pas sous tutelle, ont même présenté un budget en déséquilibre. On a fait des efforts pour protéger la population. C'est ce qu'on fait aussi au niveau de la sécurité, vous présentez les choses. C'est l'occasion aujourd'hui, vraiment, même si peu, c'est peut être tardif. J'ai déjà donné les éléments d'information à la suite de la question de Monsieur Bensalah, mais c'est peut être l'occasion aussi un petit peu de tirer au clair et qu'on mette aussi au clair le mode de fonctionnement entre nous, On doit

se respecter et nous sommes ici les représentants de la population, on doit se respecter. On ne peut pas simplement comme ça, jeter l'opprobre sur toute une équipe. Nous, on travaille des heures et des heures aussi pour, euh, pour servir la population. Notre mot d'ordre, comme il l'était hier, comme il l'a été dans tout, à tout moment. Au niveau des collèges communaux, le mot d'ordre, c'est juste servir la population. On l'a fait, le job a été fait. Et donc dire que la communication, elle n'était pas euh, elle n'était pas idéale, ça, je peux comprendre. La population, elle était aussi inquiète, mais elle a été surtout inquiète. Et c'est une analyse qui a été faite par tous nos réseaux. Les réseaux, tant la police que le service de prévention, que les associations, que l'ASBL Mouv. l'Analyse, elle a été faite aussi sur le niveau. Le climat d'insécurité. Et ce n'est qu'à la suite de l'affaire. Bien sûr, il y avait des inquiétudes avant, et les sorties de madame Raïs ont été suffisantes pour dire qu'il y a une prise en charge, il y a des patrouilles, il y a une demande aussi qui est faite au niveau du fédéral. On appuie aussi le procureur du Roi. Il y a des collaborations. Tout ça a été présenté dans dans la dans les interventions de madame Raïs. Mais le vrai climat d'insécurité, il a été. Il a atteint son paroxysme le 16 août, quand c'est une IAD a eu lieu en plein jour. Mais je vous fais remarquer, comme je l'ai dit à différents médias, qu'il y a eu une réaction dans les cinq minutes. On a arrêté les deux auteurs de cette fusillade. Cinq minutes, C'est incroyable, Vous n'allez jamais trouver quelque chose de plus efficace. Et pourquoi ça a été possible? Parce qu'on a déjà une police qui est compétente. On a d'autres collaborations qui sont, qui sont mises sur pied et qui sont à l'œuvre et qui sont actives. On a aussi l'action de madame Reiss, qui a directement fait appel aussi et qui a appuyé l'appel du procureur du roi concernant le manque d'effectif et la nécessité d'aller à ce niveau là. Et bien on a pu avoir en fait des patrouilles parce que juste après une fusillade, on a effectivement une patrouille, une demi douzaine de patrouilles qui sont destinées justement à la sécurité. Excusez moi d'être aussi long parce que je pense que c'est. Non, non, non, je pense que je pense. Non, non, excusez moi, je me répète pas. Et si je me répète, je pense que c'est nécessaire parce que toutes les choses qu'on dit, qu'on dit ici, elles sont des fois elles ne sont pas très bien comprises. Par contre, quand on voit les réactions, quand on voit les publications, quand on voit 36 Mais parce que ce qui fait mal, comme je l'ai dit, c'est justement des publications qui qui contredisent. En fait, on fait notre job, excusez nous, on est là pour travailler, on fait notre job. Et si je le répète, je t'entends sûrement répéter beaucoup de choses, mais je pense que c'est très important. Il faut être vraiment là, pédagogue pour, pour le coup, parce que ça ne va pas. Ça ne va pas. La relation qu'on a, elle ne va pas. Il faut absolument changer ça. Et surtout, surtout, vous pouvez ne pas nous ménager à nous, mais vous devez ménager absolument tous les services qui sont là derrière. Parce que quand vous dites catastrophes, vous ne dites pas catastrophes juste pour les politiciens, mais vous avez les autres là. Non, non, c'est tout le dispositif qui est mis à mal par votre communication. Donc, moi, je dis que la communication, elle a été faite, elle a quand? Quand on a eu l'analyse de tout notre réseau, on a directement pris la décision D'organiser une séance d'information qui a lieu donc demain. Donc demain à 18 h, à l'Institut Marc Thames pour justement informer la population sur tout ce qui est fait par rapport à la sécurité, qu'on n'est pas en train de lâcher la population. On a toujours comme objectif d'aller, même si c'est peut être illusoire, de dire ça, mais on est là avec un objectif de zéro fusillades. Même si on assure qu'on n'est peut être pas dans cette optique là, Le procureur du roi travaille dans cette perspective Tous les organismes au niveau régional, au niveau communal, on travaille aussi sur cet objectif et surtout, on est là pour aussi éliminer. Je le dis bien clairement, éliminer toutes les nuisances liées au trafic, à la vente et à la consommation, c'est à dire éliminer toutes les conséquences sur notre population. Et donc là on est, on est clair, ferme, réactif et on a des résultats qui sont, euh, je veux dire, presque exceptionnels par rapport à ça. Donc, je pense que ça, c'était important de le rappeler et même de le répéter parce que vraiment c'est c'est incroyable ce qu'on ce qu'on peut lire et ce qu'on peut entendre par rapport à la situation, l'absence, et cetera, et cetera. Franchement, c'est pitoyable et je voulais vraiment vous le dire, Je ne l'ai pas dit souvent, je ne suis pas vraiment friand de polémiques, mais là, il fallait vraiment que on puisse, euh, vraiment se dire les choses de façon claire et sincère et transparente. Merci beaucoup.

Merci, Monsieur Ahmad. Janet, Monsieur le bourgmestre. Euh monsieur.

Euh Monsieur. Merci. Euh. En tout cas, les deux bourgmestres faisant fonction l'un après l'autre.

Et.

Euh il faut que il y a une chose soit claire, hein. Donc euh, pour euh, en tout cas, pour notre groupe politique écolo, on n'est pas dans le jeu politique, hein. Parce que vous avez dit c'est le jeu politique, on en fait pas si on a réagi parce qu'on n'était pas informé. Je n'ai pas critiqué votre travail parce que je ne savais pas quel travail vous aviez fait. Madame Raïs qui dit J'étais présent dès le premier moment. Oui, mais vous l'avez dit maintenant, moi, je ne sais pas. Je comprends effectivement que vous avez un devoir de discrétion. Je n'ai jamais mis ça en question, mais simplement, à un moment donné, franchement, vous êtes les as de la communication, hein? On a vu pendant les. Et franchement, je vous ai tous suivis quasi sur les réseaux sociaux pendant la campagne communale. Vous êtes excellent, vous savez faire des vidéos, vous savez informer la population, vous allez faire plein de choses. Quand il y a eu des événements à la rue, des événements racistes, le cinq euh, mais vous étiez, certains d'entre vous étaient sur place avec sa caméra. Il disait plein de choses. Après, maintenant, vous me dites Vous avez un devoir de discrétion, mais vous êtes les bourgmestres faisant fonction. Vous êtes l'autorité et vous êtes chef de la police. Les citoyens, ils n'ont pas besoin de savoir quelle opération. Ils ont.

Besoin d'être.

Rassurés. Dès les premières fusillades, il faut que vous rassurer les gens. On nous a demandé et heureusement! Merci, monsieur. Vous avez dit oui. Vous avez reconnu peut être? On devra améliorer notre communication. Mais merci d'avoir au moins reconnu ça parce que la communication était quasi inexistante. Donc par exemple, vous dites il y a une réunion qui est prévue le 29. Moi j'ai vu ça dans BX parce que vous êtes passé sur BX. Mais si je ne regarde pas le BX et j'habite dans le quartier maritime parce que je sais que vous avez distribué des toutes boîtes autour de Bonne vie, je vais sur le site. Sur le site de la commune. Aucune info. Je vais sur le site à iliaque Molenbeek Instagram que ça fonctionne normalement. Il n'y a aucune info. Comment j'obtiens moi l'information? Vous dites Vous êtes des privilégiés en tant que conseiller communal. Qu'est ce que vous avez communiqué avec nous? J'entends bien, mais vous aussi vous pouvez communiquer avec nous. Vous dites On va avoir une réponse collective, on va être. Je ne sais plus quel terme vous avez utilisé. On est aussi responsable. OK, je suis aussi responsable. Communiquez aussi avec nous.

Dans tous les quartiers. Le premier quartier qui est aujourd'hui qui est concerné par ce climat d'insécurité, c'est celui.

Dans.

Lequel.

Je ne mets pas ça en question. C'est simplement Vous dites vous aussi les conseillers communaux, vous êtes des privilégiés, il y a une situation de crise. Alors, à ce moment là, vous nous demandez quand même de réagir de manière responsable. Pas mettre n'importe quoi sur les réseaux, mais informez nous, faites un conseil communal extraordinaire. On s'en fout.

Non mais ça on est sûr.

Mais je dis ça juste par rapport à ce que vous nous avez dit, mais je pense que informer les. Personnes, c'est nécessaire. Euh je m'excuse, mais au fait, euh. Euh normalement euh, il y a que Monsieur Meli qui a le droit de réplique euh après la Sissi.

Ben toutes les interpellations, on a tous réagi parce qu'on avait déjà pris la.

Parole. Non mais vous avez déjà réagi, vous avez déjà réagi.

Et je vais juste terminer, vous avez le sens de toute façon, excusez-moi, mais ce point là, il y a d'autres interpellations de gagner du temps.

En fait.

Je termine Donc, je pense que la meilleure des choses pour ne pas qu'on arrive à des des communications un peu absurde, c'est d'être informé, de s'informer. Et dernière chose, monsieur Bensalah, désolé, mais vous avez dit vous avez eu l'occasion de vous taire, donc j'aimerais bien savoir sur quoi, sur pour qui. Parce que nous, quand même, on est des conseillers communaux d'opposition. Si vous nous demandez juste nous taire et rien dire, je

ne vois pas notre utilité. Maintenant, effectivement, je vous donne le droit de parole pour que si vous voulez, en vous citant ou vous préciser pour quelle raison. Merci beaucoup, Monsieur le président.

Voilà. Merci. Euh juste, euh, je vous donne la parole. Mais au fait, euh, le j'ai fait une erreur, normalement, euh, la réplique, c'est que pour la personne qui a introduit le la, donc la la la, je dirais l'interpellation. Maintenant, Monsieur Bensalah, vous avez été cité rapidement, s'il vous plaît. Merci.

Très brièvement. Il y a qu'un seul groupe ici qui a communiqué maladroitement et je ne parle pas du groupe écolo ou même de TFA. Il s'agit clairement du maire qui a profité d'une occasion dans une situation gravité gravissime. Et voilà, on les entend encore parler parce qu'ils ont du mal à se taire face aux médias et ils continuent. Donc je le dis et je le dis simplement et effectivement, à juste titre, Quand un conseiller. Peu importe qu'il soit de l'opposition ou de la majorité, communique dans une situation si gravissime, ils ne doivent pas mettre de l'huile dans le feu. Et là, en l'occurrence, il y en a un qui le fait de manière systématique, à l'instar de leur président qui a tendance également à utiliser le micro et à distribuer les cartes PMR.

Donc OK, merci cher cher collègue, cher collègue. Au fait, ici je vois que Monsieur le respect, Monsieur le ministre. Donc je vous donne la parole. Euh, je vois que bon, ici il y a le point 50 51, 52, 53, 54 traite de la même, le même sujet. Alors, moi, ce que je vous propose, c'est que je vous donne la parole à tous ceux qui veulent intervenir. D'accord? Et pour qu'on puisse débattre sur ce sujet une fois pour toutes. Voilà. Et on traite les de 50 à 54. C'est le même point. Voilà, s'il vous plaît. Euh Allez y monsieur Mélisse.

Je pense que mes collègues ne sont pas encore intervenus. Ou alors c'est moi.

Euh. Allez y! Euh.

Merci. Allez y! Monsieur le Président. Ben écoutez, depuis 30 ans, je décris, euh, la violence montante, le trafic, euh la vente d'armes en toute liberté, euh. Sur le territoire bruxellois depuis des années, nombreux sont les membres de cette assemblée qui attirait l'attention de la majorité concernant la montée du trafic et le danger grandissant. Et là, aujourd'hui, ils disent que finalement, c'est nous qui faisons du populisme, alors que les plus grands champions du populisme, c'est pas mon groupe. Il est, il y a, ils sont ailleurs, ils sont pas chez moi. Alors j'entends mon collègue qui aurait aimé effectivement avoir plus d'informations et je le rejoins tout à fait. Avoir plus d'informations en direct. Or, monsieur le bourgmestre, vous nous dites effectivement qu'on aurait pu aller les chercher chez vous ou parce que vous n'avez pas eu le temps de de les donner. J'entends, j'entends dans la précipitation. Moi, à ce que je sache, le ministre de l'Intérieur est venu à Molenbeek rencontrer la population. Vous avez rencontré le ministre de l'Intérieur préalablement, en même temps que je pense au chef de corps. Donc vous avez certainement des informations qui doivent rester confidentielles, ce qui me semble tout à fait normal. Je n'ai rien à reprocher au travail de la police que je félicite, pas plus au travail de madame Raïs qui a dû faire face effectivement à une situation exceptionnelle. Ce que je relève, c'est que vu la situation exceptionnelle, certains échevins auraient pu revenir. Je pense que c'était faisable afin de soutenir la bourgmestre en fonction et réunir un collègue extraordinaire. Je n'avais jamais demandé. Comme dit mon collègue, je n'ai jamais demandé aux échevins de venir faire les cow-boys en mettant des gilets pare-balles. Mais il a quand même fallu onze fusillades pour avoir des infos et pour que le collègue propose de rencontrer les citoyens à plusieurs reprises. Je vous remercie.

Merci, monsieur le ministre. Je donne la parole à madame de. Et puis, euh, monsieur Wasabi, pour son intervention.

Je vais le garder court, en tout cas, parce que je dois partir bientôt. Euh premièrement, en fait, je voudrais juste aussi réagir sur euh, je vais pas citer son nom, on va reparler de mon collègue en face. C'est pas très respectueux. La manière dont vous avez interpellé mon collègue aimerait premièrement, surtout que vous étiez le premier, le premier à faire un post Facebook en disant que c'est la faute du maire. Alors si vous voulez prendre votre propre conseil, prenez à cœur. Voilà, après les guerres Facebook, vous vous en faites ce que vous voulez. Euh ce n'est pas ça notre jeu à nous. Voilà, nous comprenons que l'info, on ne peut pas toujours la voir tous. Il y a des choses en effet qui se passent derrière les coulisses, qui se passent, qu'on ne peut pas trop courir parce que ça met en péril la vie des gens, la vie des agents surtout.

Par contre, le minimum aurait été un message à dire On est là, on vous écoute et oui, vous êtes parti dans le quartier. Bonne vie! Mais le reste de Molenbeek aussi avait des soucis. Le reste de Molenbeek aussi a entendu et a vu les posts Facebook et tout ce qui se passe dans le média, parce que les médias y vont jouer avec ça, Point. Et donc ça aurait été bien de mettre en place. Voilà, on est là. Si vous avez des des des préoccupations, on vous écoute. On ne peut pas donner toutes les réponses. On est complètement d'accord avec ça. C'est correct. Vous avez droit à vos vacances, c'est correct. Mais le minimum, et comme le dit madame Saliha, c'est la seule que j'ai vu réagir de la première et la seule que j'ai vu réagir dans tout ce mois. Je ne vais pas je vais pas la descendre. Son le travail qu'elle fait exactement parce qu'elle l'a fait, c'est n'ont plus rien contre les policiers parce que eux, ils mettent en péril leur propre vie, leur propre vie. Il ne faut pas oublier qu'on est en sous effectif. On est en sous effectif d'agents. Je fais partie du conseil de police, on est en sous effectif, beaucoup de personnes et donc je demande à tout le monde. Tout le monde autour cette table, de mettre la pression, la pression sur le fédéral, parce que là c'est nos enfants et nos enfants, c'est pas. Que les enfants.

C'est tous nos enfants. Parce que les enfants de bonne vie, c'est nos enfants, c'est vos enfants, ils doivent aller à l'école d'aujourd'hui, ils doivent passer tous les jours ces quartiers, tous les jours. Je ne dis pas que vous ne faites pas assez, mais communiquer et communiquer. Ces gens, ils ont peur, Ils ont peur. Ils doivent sortir de leur porte. Ils doivent se dire du jour au lendemain quelqu'un me tire dessus ou je me trouve en plein milieu d'une guerre, D'une guerre de drogue. Oui, c'est pas votre faute, c'est pas votre faute. Mais communiquez, mettez en place un espace pour ces citoyens pour qu'au moins ils puissent. Oui, on va le faire demain. Voilà. Mais c'est un peu trop tard pour moi. Ça aurait dû être déjà en place plus tôt. Et encore, rien contre les policiers parce que on est en sous effectif. Et j'ai aussi l'impression que Molenbeek est devenu le trou de tout le monde. Et voilà, débrouillez vous avec ce qu'on vous donne, on vous donne rien. Mais voilà, débrouillez vous. Je suis d'accord, mais voilà, je suis d'accord. Mettez tout le monde, on est tous à table aujourd'hui. Mettez de la pression, mettez de la pression sur vous, sur le fédéral, sur vos propres têtes de parti. Mettez la pression parce que c'est nos enfants, c'est notre futur, c'est notre. Merci.

Merci, madame. Euh Je vais donner la parole à monsieur Wasabi pour, euh, son interpellation. Donc, Monsieur Van Meurisse, le point 50. Dès que nous terminons les points que nous avons rejoint, je reviendrai vers le point. D'accord?

Merci.

Monsieur Wasabi. Euh le micro de Monsieur Wasabi, s'il vous plaît.

Merci, Monsieur le président. Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du collège, chers collègues. Le 16 août dernier, notre commune a été témoin de tir en plein jour, à côté d'un commissariat, d'une aire de jeux. C'était le septième incident avec des armes à feu dans notre commune depuis le début de l'été. Le cœur historique de Molenbeek devient un.